

CANADIAN THESES ON MICROFICHE

THÈSES CANADIENNES SUR MICROFICHE



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Ottawa, Canada
K1A 0N4

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED

LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE

Canada

UNIVERSITE D'OTTAWA

**LE RÔLE DE L'OPEP DANS LE
DIALOGUE NORD-SUD**

**PAR
SELMA AKBİK
DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE
FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES**

**THÈSE PRÉSENTÉE À L'ÉCOLE DES ÉTUDES
SUPÉRIEURES ET DE LA RECHERCHE
EN VUE DE L'OBTENTION DU GRADE DE
MAÎTRE ES ARTS (M.A.)**

JANVIER 1985



Selma Akbik, Ottawa, Canada, 1985.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
Chapitre I : Les problématiques de la thèse	4
1. La problématique générale	4
a) Les institutions principales de l'OEI et les structures de la DIT	4
b) Le G-77 et le NOEI	13
c) Bilan sur l'instauration du NOEI	21
2. La problématique spécifique	24
a) L'émergence politico-économique de l'OPEP	24
b) L'impact de l'émergence de l'OPEP sur l'OEI	28
c) La crise internationale contemporaine et ses conséquences	36
Chapitre II : Formulation des hypothèses et définition des concepts	49
1. Formulation des hypothèses	49
2. Définition des concepts	50
3. Méthode d'analyse de la thèse	52
4. Thèse simplifiée schématiquement	56
Chapitre III : Analyse empirique des hypothèses	57
1. Analyse empirique de la première sous-hypothèse	60
a) L'aspect relativement positif du rôle de l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED et autres conférences	61
b) Analyse critique du rôle de l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED et autres conférences	73
i) Les dirigeants des pays membres de l'OPEP et le concept d'interdépendance	73
ii) Les prises d'action ou encore politiques des pays membres de l'OPEP	79
2. Analyse empirique de la deuxième sous-hypothèse	91
a) L'aspect positif du rôle de l'OPEP dans la coopération Sud-Sud	92
b) Analyse critique du rôle de l'OPEP dans la coopération Sud-Sud	104

3. Analyse empirique de la troisième sous-hypothèse	108
a) Le rôle relativement positif de l'OPEP dans les programmes nationaux socio-économiques	108
b) Analyse critique du rôle de l'OPEP dans les programmes nationaux socio-économiques	119
Chapitre IV : Conclusion	131
REFERENCES	135
ANNEXES :	
I	140
II	168
III	169
IV	170
V	172
ABREVIATIONS	173
BIBLIOGRAPHIE	175

LISTE DES ILLUSTRATIONS

TABEAU I	Instauration du NOEI, les résultats	21-23
TABEAU II	Réserves prouvées de pétrole brut au 1 ^{er} janvier 1982	27
TABEAU III	Les déboursements officiels de l'OPEP et de la CAD aux institutions internationales	68
TABEAU IV	Engagements et déboursements jusqu'au 31 décembre 1982	70
TABEAU V	Surplus pétroliers des pays de l'OPEP	81
TABEAU VI	Mouvement des revenus de l'OPEP vers le Nord, 1974	83
TABEAU VII	Distribution géographique des surplus financiers de l'OPEP depuis 1974	84
TABEAU VIII	Déboursements nets de l'aide de l'OPEP 1973-76	88
GRAPHIQUE I	Dotation en capital de dix institutions de l'aide de l'OPEP	94
GRAPHIQUE II	Engagements et déboursements totaux de dix institutions de l'aide de l'OPEP	94
GRAPHIQUE III	Nombres de prêts et subventions octroyés par les dix institutions de l'aide de l'OPEP	95
GRAPHIQUE IV	L'étendue de l'aide de l'OPEP	96
GRAPHIQUE V	Aide pour projets par secteur économique	97
TABEAU IX	Quelques exemples de sociétés mixtes inter-arabes	103
TABEAU X	Réserves et production au 31 décembre 1982	110
TABEAU XI	Capacités de raffinage des pays membres, 1982	111

Introduction

Cette thèse sera une analyse scientifique d'un sujet spécifique, le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud, qui s'intègre dans le cadre plus large de l'analyse politique internationale et comparée reliée à la problématique du développement.

Le rôle de l'OPEP, soit les stratégies (prises de position et d'action) pour l'avancement du dialogue Nord-Sud, sera étudié à trois niveaux. Nous analyserons premièrement le rôle de l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED (Conférences des Nations Unies sur le commerce et le développement) et autres conférences sur le développement, deuxièmement le rôle de l'OPEP en matière de coopération Sud-Sud (les pays membres de l'OPEP et les pays sous-développés importateurs de pétrole) et troisièmement le rôle de l'OPEP en matière de développement économique national.

La variable dépendante, soit le résultat : le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud sera analysée à la lumière des variables indépendantes. La première est la déterminante principale, macroscopique et structurelle, à savoir, la position de dépendance des pays membres de l'OPEP dans les structures politico-économiques internationales. La deuxième est la déterminante intermédiaire, microscopique et psychologique, à savoir, la position des dirigeants des pays membres de l'OPEP au sein de la Conférence, du Conseil des Gouverneurs et du Secrétariat de l'OPEP, celle-ci reposant sur le concept d'interdépendance.

Nous considérons cette thèse et l'ensemble des hypothèses d'importance primordiale car celle-ci étant fondée sur une analyse

scientifique du sujet en question tend à détruire plusieurs mythes sur l'OPEP véhiculés par les appareils étatiques et privés politico-économiques et éducatifs des pays membres de l'OCDE, ces mythes étant trop souvent spéculatifs et injustifiés. Nous ne désirons pas pour plusieurs raisons nous lancer dans une classification de ces mythes qui se trouvent dans plusieurs travaux de recherche des appareils étatiques et privés et extraits des médias.

Cependant, nous pouvons faire mention de quelques théories qui véhiculent ces mythes, telles la théorie du quatrième/quart-monde, la théorie proposée par l'Ecole de Cambridge imputant à l'OPEP le déclenchement de la crise internationale contemporaine et d'autres théories. Les mythes considèrent l'OPEP comme une organisation déstabilisatrice de l'OEI (l'OPEP est responsable de la hausse des prix mondiaux et nationaux) et les pays membres de l'OPEP comme des pays voluptueux (les producteurs de l'or noir).

Nos conclusions affirment que l'OPEP, loin d'être une organisation menaçante pour l'ordre économique international (OEI) (et encore nous nous retenons dans nos termes), est en fait une organisation handicapée de par son intégration dans les mécanismes de cet OEI.

La thèse sera structurée comme suit : le premier chapitre de la thèse sera divisé en deux sous-parties, soit la première qui présentera la problématique générale de la thèse et la deuxième qui présentera la problématique spécifique de la thèse (l'émergence politico-économique de l'OPEP en 1973-74 et l'impact de cette émergence sur le rôle virtuel de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud); le deuxième chapitre sera divisé en trois

sous-parties : soit la première sous-partie qui formulera l'hypothèse principale (le rôle exercé par l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud depuis 1973 à nos jours ne permet pas le progrès de ce dernier) et les sous-hypothèses (A. le rôle de l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED, B. le rôle de l'OPEP dans la coopération Sud-Sud, et C. le rôle de l'OPEP dans le développement national des pays membres), la deuxième sous-partie qui définira les concepts primordiaux (DIT, dépendance, sous-développement/développement, OEI, interdépendance, intégration et le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud) et la troisième sous-partie qui présentera la méthode d'analyse (déductive théorique et inductive empirique); le troisième chapitre passera à l'analyse empirique des hypothèses et pour cela sera divisé en trois sous-parties chacune respective à une des sous-hypothèses, à savoir le rôle de l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED et autres conférences sur le développement, le rôle de l'OPEP dans la coopération Sud-Sud et le rôle de l'OPEP dans le développement économique national. Le chapitre IV, soit la conclusion, fera la synthèse de la thèse tout en récapitulant sur l'importance de celle-ci en restant sur une note prospective. Le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Nord ne permet pas le passage de l'OEI au NOEI.

CHAPITRE I : Les problématiques de la thèse

Il faudra une décennie et plus à l'Organisation des pays-exportateurs de pétrole (l'OPEP) depuis sa fondation en 1960 pour acquérir un pouvoir politico-économique. Celui-ci se fera valoir de diverses manières et pour différents objectifs. Nous nous pencherons sur l'utilisation de ce pouvoir au sein de la CNUCED et d'autres conférences ou séminaires portant sur le développement économique international. Ce pouvoir servira comme soutien sous-jacent aux stratégies mises à l'avant par l'OPEP, celles-ci servant aux revendications du groupe des 77 (G-77) formulées principalement aux conférences de la CNUCED, et aux objectifs visés par ce groupe. Ce dernier, comprenant présentement 124 pays, est une coalition de pays du Tiers-Monde sur les questions socio-économiques en matière de développement international.

Cette thèse se veut donc une étude du rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud. Ce rôle est cerné par la traduction ou encore la concrétisation/matérialisation du pouvoir politico-économique de l'OPEP en stratégies liées aux revendications et objectifs visés du G-77 aux conférences de la CNUCED dans le contexte du dialogue Nord-Sud. Avant d'aborder la problématique spécifique de la thèse, nous vous présenterons dans les lignes qui suivent la problématique générale de la thèse.

1. La problématique générale

- a) Les institutions principales de l'OEI et les structures de la DIT (division internationale du travail).

L'ordre économique international (OEI) émergeant après la seconde guerre mondiale (1940-45) coordonnait les relations réciproques des entités publiques et privées par l'entremise d'instances internationales,

d'organisations régionales et de traités internationaux établissant diverses normes et règles de conduite. Les états participant à l'édification graduelle de l'ordre économique international s'assemblèrent officiellement en 1949 sous l'égide de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). Cette dernière comprend actuellement 24 pays industrialisés que nous nommerons aux fins de la thèse, les pays développés (à économie de marché). Ces pays répartissent leurs relations réciproques entre différents domaines accompagnés parallèlement d'institutions officielles : a) le commerce international et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT, sigle anglais); b) le financement international et le Fonds monétaire international (FMI), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ainsi que l'accord de Bretton Woods; c) les rapports de production : i) l'industrie et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ainsi que le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI), ii) l'agriculture et l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation (FAO, sigle anglais) ainsi que le Fonds international pour le développement agricole (FIDA); d) le développement international et l'Association internationale pour le développement (AID) ainsi que le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et plusieurs autres dont l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO, sigle anglais).

Ces institutions sous l'égide des Nations Unies, inter-gouvernementales ou privées coordonnant les relations entre états dans le cadre général de l'OEI furent vivement attaquées au début des années 60 par les

pays du Tiers-Monde. L'émergence de nouvelles nations amena en 1964 au rassemblement de celles-ci sous l'égide du G-77 lors de la première conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED I). Le G-77 réclamait des réformes et des changements décisifs à apporter à l'OEI ainsi qu'aux institutions internationales et leurs pratiques coordonnant les relations inter-étatiques au sein de celui-ci.

Un groupe d'économistes et sociologues du Tiers-Monde, appelé «les dépendantistes» renforça la position du G-77 en avançant plusieurs thèses sur l'économie mondiale et le développement international justifiant les critiques et les accusations du G-77 contre l'OEI. Nous récapitulons dans les lignes qui suivent ces thèses, critiques et accusations.

Les rapports politico-économiques entre les pays du centre et les pays de la périphérie remontant selon notre groupe d'économistes et sociologues dépendantistes¹ à l'ère des conquêtes européennes et à la colonisation débutant au quinzième siècle ont engendré la dépendance des derniers sur les premiers. Les structures internationales productives et commerciales sous-jacentes aux rapports politico-économiques, celles-ci s'établissant graduellement sous forme de division internationale de travail (DIT) reposent sur une division hiérarchique entre le centre et la périphérie ayant des caractéristiques bien définies.

Ces structures sont premièrement caractérisées par une spécialisation productive, celle de la production des biens d'équipement et de consommation par les pays du centre et celle de la production des produits de base (les matières premières et les produits agricoles) par les pays de la périphérie. Deuxièmement, ces structures sont caractérisées

par une tendance à la monoculture aussi bien qu'à la concentration du marché extérieur pour les pays périphériques. En effet, les pays du centre exportent des biens d'équipement et de consommation à un large éventail de pays alors que les pays de la périphérie exportent des produits de base à quelques pays du centre, soit à l'époque de la colonisation, la métropole.

De plus, ces structures internationales de production et d'échange basées sur la spécialisation économique, divisant les pays du centre à économies introverties et autodynamiques et les pays de la périphérie à économies extraverties et dépendantes des premiers, ont été renforcées par le phénomène de l'internationalisation de la production. Ce phénomène émanant d'un processus d'industrialisation et de croissance économique des pays de la périphérie s'est amplifié suite aux progrès techniques et aux lois économiques telles la baisse tendancielle du taux de profit selon les marxistes ou encore la loi des rendements marginaux physiques décroissants selon les néo-classiques, et la saturation des marchés existants ou encore les crises de sur-production amenant à l'extension physique de la production au-delà des confins respectifs.

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit stipule le principe économique affirmant que des additions successives de quantités de facteurs variables de production aux autres facteurs constants engendrent une productivité marginale décroissante après un certain point (coût marginal $\Delta CT / \Delta PT$ = revenu marginal $\Delta RT / \Delta PT$). Ainsi, des additions successives de capital à une quantité fixe de main-d'œuvre créent une augmentation dans la production, mais subséquemment le produit marginal (ΔP (d'une unité) / ΔPT) et par la suite la production moyenne (PT/Q)

associés au facteur variable décroîtront. Le facteur constant décroît proportionnellement au facteur variable, de sorte que chaque unité de facteur variable retient successivement une quantité décroissante de facteur constant avec lequel elle travaille. Ajouté à cela, le taux de profit (r) est calculé par le rapport $P/C + V$ ou $P = \text{profit}$. La croissance de C (capital constant) ou V (capital variable) (syndicalisation, hausse des salaires, automatisation, etc.) fait baisser le taux de profit. Pour pallier à ces problèmes, les entreprises privées exportent leurs capitaux pour investir dans des nouveaux marchés surtout ceux où la main-d'œuvre est abondante et bon marché.

Le phénomène de l'internationalisation des forces productives des pays du centre, à travers les multinationales (a) les filiales établies dans les pays de la périphérie, pour l'extraction des produits de base et les exportant vers les pays du centre pour leurs traitements, (b) les filiales établies dans les pays de la périphérie pour l'approvisionnement des marchés locaux de biens finis dont les produits primaires et intermédiaires ont été importés du centre et (c) les filiales établies dans plusieurs pays pour des raisons de rentabilité (coûts bas de production), celles-ci faisant partie d'une chaîne de production dont les produits visent les marchés des pays développés) permet aux pays du centre de s'approvisionner selon leurs termes en produits de base et de pallier aux lois économiques énumérées ci-dessus. Ces produits-ci visent le marché mondial.

La DIT relègue les pays de la périphérie à une position inférieure dans celle-ci et ce pour la raison principale que ceux-ci se retrouvent à la périphérie d'un noyau économique international composé des pays du centre

en tant qu'appendices socio-économiques des économies des pays du centre, c'est-à-dire que les économies des pays de la périphérie se retrouvent subordonnées au processus de croissance économique des pays du centre.

La DIT renforce la dépendance à triple volets des pays de la périphérie sur les pays du centre, soit commerciale, financière et technologique. Les pays du centre ont accaparé les connaissances techniques et les ressources financières (nous reviendrons sur ce dernier point en présentant les mécanismes de transferts des revenus mondiaux).

Le modèle extraverti traditionnel des pays de la périphérie était justifié par les économistes néo-classiques à travers la loi des avantages comparatifs ou coûts comparés. Celle-ci stipule le principe que lorsqu'il existe une diversité dans les conditions de production d'un pays à l'autre, le commerce international entre deux pays sera mutuellement profitable, non seulement si chaque pays échange le produit dans la production de laquelle il possède un avantage absolu, mais aussi si chaque pays échange parmi tous les biens qu'il produit, ceux pour lesquels il possède un avantage comparatif (plus grande efficacité : le niveau de production où le coût moyen de production est le plus bas) à produire. David Ricardo développa en 1817 la théorie des avantages comparatifs.

Cependant, de par les structures internationales de production et d'échange, les rapports politico-économiques entre les pays du centre et de la périphérie sont asymétriques.

Ceci est dû à l'inégalité des échanges entre les pays du centre et les pays de la périphérie car les termes de ceux-ci sont inégaux vus les taux différentiels d'exploitation de la force de travail et la différence d'intensité

capitalistique dans la production de leurs biens respectifs (en simplifiant : biens à technologie de pointe ainsi que biens d'équipement des pays du centre et biens manufacturés et produits de base des pays de la périphérie). Nous définissons dans les lignes qui suivent certains termes économiques que nous venons d'utiliser. Les termes d'échange sont calculés par le rapport des prix d'exportations sur les prix d'importations (P_x/P_m). Les taux d'exploitation de la force de travail sont calculés par le rapport croissant de m/V où m = plus-value et V = capital variable. L'intensité capitalistique est calculée par le rapport croissant de C/V dans la production où C = capital constant (fixe et circulant). Cette inégalité dans les termes d'échange engendre un transfert de valeur des pays de la périphérie aux pays du centre.

La DIT engendre donc une répartition inégale des revenus mondiaux et surtout un transfert de revenus des pays de la périphérie aux pays du centre, ce transfert étant véhiculé en partie par les multinationales.

Les structures internationales de production et d'échange sous-jacentes aux rapports politico-économiques entre les pays du centre et de la périphérie ont engendré et perpétuent le développement inégal entre ces deux groupes de pays.

La structure internationale de stratification axée sur la valeur de développement ordonne les pays selon leur niveau de développement. Cette stratification se compose de classes ou strates, par exemple, pays moins avancés, moyennement développés, pays avancés.

Les rapports politico-économiques mentionnés ci-dessus ont permis aux pays du centre de se développer au détriment des pays de la

périphérie.

Cependant, certains phénomènes récents sont apparus transformant certaines composantes de la DIT. Comme nous l'explique Pierre Jacquemot, le passage de la DIT à la nouvelle division internationale du travail (NDIT) s'est fait à travers :

des mutations contemporaines de l'économie mondiale produites par la transnationalisation de la production, de la technologie et du capital financier et qui redéfinissent les rôles des différents acteurs sur la scène économique internationale.²

La NDIT voit l'émergence des nouveaux pays industriels (NPIs) semi-industrialisés que P. Jacquemot classe en trois types :

1. les pays à économies intraverties (le Brésil, l'Argentine et le Mexique) qui ont suivi le modèle de substitution aux importations, ce modèle étant un préalable à la semi-industrialisation;
2. les pays à économies extraverties (Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong) dont la délocalisation internationale du centre à la périphérie des complexes industriels de produits manufacturés à faible intensité capitaliste nécessitant une main-d'œuvre abondante et bon marché, est la base contemporaine de la semi-industrialisation; et
3. les pays à économies pétrolières (Algérie, Iraq, Iran, Vénézuéla) dont la hausse de la rente énergétique a agi comme déclencheur de l'industrialisation.

Ces pays s'introduisent sur le marché international en tant qu'exportateurs de produits manufacturés. Cette NDIT situe les NPIs dans les rapports politico-économiques de production et d'échanges internationaux à la semi-périphérie. Aussi, cette situation peut amener à

une élévation de la position des NPIs dans la stratification internationale à une position intermédiaire entre les pays développés et sous-développés. Cependant, cette situation de semi-périphérie n'est pas une condition *sine qua non* à l'élévation et les rapports politico-économiques entre le centre et la périphérie ne remédient pas aux rapports de dépendance existant dans la DIT. Nous expliciterons cette affirmation lors de la vérification de l'hypothèse H.1.C. dans la troisième sous-partie du chapitre III en ce qui a trait aux pays à économies pétrolières.

En outre, les programmes de développement mis à l'avant par les organismes internationaux spécialisés dans l'aide au développement (l'ONUDI, PNUD, AID, BIRD, etc.) et en conséquence proposés par les pays développés après la seconde guerre mondiale ont renforcé une spécialisation économique pour les pays sous-développés déjà embryonnaires au dix-neuvième siècle, celle de la production des produits de base (les matières premières et les produits agricoles) en vue de les exporter pour en tirer des revenus : le modèle extraverti «d'export-substitution». Ce modèle repose sur la production de produits à avantages comparatifs en vue de les exporter pour en tirer des revenus financiers.

Les instances internationales, les organisations régionales et les traités internationaux ont institutionnalisé administrativement les rapports politico-économiques entre les pays développés et sous-développés décrits ci-dessus. De plus, l'OEI repose sur la spécialisation internationale de la production et de l'échange qu'est la DIT.

Les pays sous-développés accusent les pays développés de :

The developing countries believe that the industrialized West and Japan manage the world

economy for their own benefit through such institutions as the IMF, the GATT and transnational corporations (TNCs).³

Le G-77 a localisé ses revendications dans les diverses CNUCED de I en 1964 à VI en 1983. Le G-77 à travers les réformes et changements décisifs à apporter à l'OEI et ce en se basant sur les points de vue et critiques de l'école dépendantiste réclame l'établissement d'un nouvel ordre économique international (NOEI).

b) Le G-77 et le NOEI

Les pays non-alignés (ceux-ci représentent le comité politique institutionnalisé des pays du Tiers-Monde) se réunissant à Alger en 1973 sommèrent l'Assemblée générale des Nations Unies de dresser un projet pour un NOEI avantageant les pays du Tiers-Monde. La sixième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies approuva en avril 1974 deux documents parrainés par le G-77, ceux-ci devenant les piliers de fondation pour les propositions du Tiers-Monde visant la restructuration de l'économie mondiale : la Déclaration sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international [A/Res/3201(S-VI)] et le Programme d'action concernant l'instauration du NOEI [A/Res/3202(S-VI)] (résolutions de l'Assemblée générale du 1^{er} mai 1974). L'Assemblée générale adopta ceux-ci par consensus. Les diverses propositions du G-77 seront présentées dans les paragraphes suivants.

La Résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale de l'ONU du 30 décembre 1964 fait de la CNUCED d'une part, un organe subsidiaire de l'Assemblée générale et d'autre part, un instrument de transformation de l'OEI. En effet, la CNUCED a pour objectif primordial la modification des structures dans les relations commerciales internationales en vue d'édifier

un NOEI fondé sur des principes nouveaux. Les réformes principales concernent le système financier et le commerce international.

Les conférences principales sont au nombre de six, soit la Conférence de Genève (CNUCED I) se tenant du 23 mars au 16 juin 1964, la Conférence de New Delhi (CNUCED II) se tenant du 1^{er} février au 29 mars 1968, la Conférence de Santiago du Chili (CNUCED III) se tenant du 13 avril au 21 mai 1972, la Conférence de Nairobi (CNUCED IV) se tenant du 5 au 31 mai 1976, la Conférence de Manille (CNUCED V) se tenant du 7 mai au 3 juin 1979, et la Conférence de Belgrade (CNUCED VI) se tenant du 6 juin au 2 juillet 1983.

Les domaines principaux d'action concernent :

1) La politique internationale des produits de base mise en application, soit à travers la méthode sélective ou plus précisément la technique de négociation produit par produit, soit encore à travers la méthode globale ou plus précisément, d'une part, le programme intégré pour les produits de base reliant ceux-ci à un fonds commun servant à financer des stocks régulateurs en vue de la stabilisation des prix et d'autre part, STABEX, le programme de stabilisation des produits de base reliant les fluctuations des prix à des mécanismes de compensation financière des pays développés aux pays sous-développés. L'importance de la question problématique des produits de base résulte de la combinaison de trois facteurs : le rôle vital que les exportations de ces produits jouent dans l'économie de la plupart des pays du Tiers-Monde, la forte concentration des exportations de chaque pays sur un petit nombre de produits primaires et l'instabilité qui caractérise les marchés où ces produits sont écoulés (fluctuations physiques et monétaires des produits de

base intervenant sur les marchés). En réponse à ces problèmes, la CNUCED lors de ses six conférences tentera à travers ses politiques de régler trois questions, celle des prix de ces produits, celle de l'accès aux marchés des pays industrialisés et celle des surplus agricoles et leur utilisation dans le cadre d'une politique de développement dont les objectifs respectifs sont d'assurer la stabilité du commerce des produits de base, de chercher à améliorer l'accès aux marchés ainsi que la sécurité de l'approvisionnement et enfin de soutenir le revenu réel des divers pays sous-développés. L'établissement d'un fonds commun pour le financement de stocks internationaux de produits de base est considéré comme la mesure la plus importante proposée par le Secrétariat de la CNUCED.

2) La deuxième politique est celle relative aux articles manufacturés et semi-finis mise en application à travers, soit l'élaboration d'un système généralisé des préférences en faveur des pays sous-développés soit encore l'adoption d'une stratégie d'ensemble pour les articles manufacturés et semi-finis.

Le SGP remet en cause les principes fondamentaux du GATT, à savoir la réciprocité, la non-discrimination et la clause de la nation la plus favorisée (CNPF). Le SGP exige la création d'un nouveau cadre juridique international adopté aux besoins réels du développement et caractérisé par la non-réciprocité, la discrimination compensatrice et la remise en cause de la CNPF. Le principe de la non-réciprocité propose aux pays développés d'établir un traitement préférentiel vis-à-vis des exportations de produits manufacturés des pays sous-développés. Le principe de la discrimination compensatoire condamne le traitement égalitaire et uniforme entre pays

entrepris par la GATT et propose des traitements spécifiques favorables aux pays sous-développés. La remise en cause de la CNPF touche le caractère d'exception de cette clause et le SGP tente de l'instaurer comme une règle générale, c'est-à-dire, le traitement préférentiel des PVD par les pays industrialisés. En somme, le SGP recherche l'égalité des Etats par l'inégalité de traitement, soit le principe du *statu quo*.

Les pays sous-développés ont besoin d'un apport toujours croissant de devises étrangères pour financer leurs programmes de développement. Les raisons de ce besoin financier sont variées. Les défenseurs de la théorie de la modernisation parleront de l'incapacité des pays sous-développés de générer des ressources internes au même rythme que l'augmentation de leurs besoins financiers. Les défenseurs de la théorie dépendantiste parleront de dépendance financière des pays de la périphérie sur les pays du centre et des divers mécanismes institutionnalisant et perpétuant cette dépendance (voir le FMI entre autres). Cependant, le commerce des produits primaires qui constitue l'essentiel de leurs exportations n'offre que des perspectives limitées. De ce fait, la CNUCED met l'accent sur la nécessité d'accroître sensiblement les exportations d'articles manufacturés en poursuivant l'amélioration de l'accès aux marchés des pays développés ou encore de la commercialisation de ces produits et le développement de la capacité de fabrication des pays sous-développés.

3) La troisième politique est celle relative à la technologie poursuivant l'indépendance technologique des pays sous-développés à travers la restructuration du cadre juridique pour la maîtrise du transfert

technologique des pays sous-développés ou encore la création d'une capacité technique nationale. La technologie est un ensemble de connaissances scientifiques et pratiques applicables à la production. Le concept de dépendance technologique des pays sous-développés analysé par la CNUCED se définit par deux éléments : le caractère asymétrique de celle-ci et le phénomène de perpétuation de celle-ci. Les relations asymétriques de la dépendance technologique (soit la concentration de connaissances technologiques dans les pays développés) sont perçues sous deux principaux aspects : les faiblesses des structures de-production et d'échange vue le manque d'intensité capitalistique dans la production des pays sous-développés et la dépendance technique et financière sur les pays développés. De plus, deux raisons essentielles expliquent la perpétuation de la dépendance technologique : premièrement, le transfert technologique se fait principalement dans le cadre d'investissements étrangers directs, ceux-ci visant presque jamais une politique technologique favorisant une distribution des techniques aux entreprises nationales et deuxièmement, la recherche et le développement tentés par les pays sous-développés se sont dissociés des activités productives car les techniques étrangères se sont substituées à celles qui auraient pu être mises au point par des chercheurs et ingénieurs nationaux. Aussi, la dépendance technologique ne peut-être dissociée du processus historique du capitalisme énuméré au début de la problématique de la thèse, soit l'accaparement par les pays développés des connaissances techniques.

4) La quatrième politique concerne le programme de coopération économique entre pays sous-développés et d'intégration régionales. Cinq

mesures sont envisagées : un système préférentiel propre au Tiers-Monde des coopérations dans les domaines commercial, monétaire, de la production et financier.

L'autonomie collective est un programme qui a été adopté lors de la réunion du G-77 au Mexique en 1976 et qui tente de promouvoir la coopération entre pays sous-développés à l'échelle sous-régionale, régionale et mondiale. Les arrangements sont de deux types : le premier est un mécanisme par lequel les pays sous-développés défendraient les prix de leurs produits d'exportation et le second est l'octroi d'un traitement préférentiel entre les pays sous-développés pour leurs importations mutuelles.

Le système monétaire international établi à la fin de la seconde guerre mondiale à Bretton Woods s'est effondré sous l'effet de crises multiples des dernières années et sous l'effet de la décision de Nixon à l'égard de l'étalon-or dévaluant le dollar américain et de ce fait annulant la parité du dollar américain à l'or, mais aucun dispositif nouveau ne l'a encore remplacé. Le G-77 critique le système monétaire actuel sur la base de l'accès difficile pour les pays sous-développés aux ressources financières et la distribution inégale de celles-ci.

Ceci dit, la cinquième et dernière politique concerne la reconstitution d'un cadre monétaire et financier international mise en application à travers soit (a) l'amélioration des ressources intérieures des pays sous-développés et leur mobilisation au service du développement ou encore soit (b) l'apport de ressources extérieures pour le développement en poursuivant l'accroissement du courant des capitaux privés vers les

pays sous-développés et l'amélioration de l'aide au développement ((i) l'accroissement du volume de l'aide, (ii) la libération des conditions de modalités de l'aide ou encore des concessions et clauses plus flexibles rattachées aux prêts internationaux et par la même occasion la réduction des conditions et prérequis demandés par les créiteurs et (iii) l'allègement de la dette des pays sous-développés) et enfin soit encore (c) la réforme du système monétaire international en poursuivant la création d'un lien entre les droits de tirage spéciaux (DTS) et le financement du développement ou encore l'accès plus facile aux ressources financières à travers de nouveaux DTS au sein du FMI, l'établissement d'un système monétaire conforme aux exigences du développement accompagné d'un amoindrissement des monnaies nationales (en particulier le dollar américain) et de l'or en tant que réserves internationales, et une plus grande participation des pays sous-développés au processus décisionnel des institutions financières internationales.

En ce qui concerne le FMI, nous présentons dans les lignes qui suivent une brève description du Fonds et de ses facilités. Chaque membre du Fonds doit verser une quote-part qui équivaut à un nombre donné de DTS et qui dépend en grande partie du PNB. La quote-part d'un pays détermine son pouvoir au Fonds, le nombre de DTS qui lui sont alloués et le nombre de crédits qu'il peut obtenir des facilités du Fonds. Les DTS sont en quelque sorte une monnaie internationale portant intérêts. La tranche de réserve correspond aux premiers 25% de la quote-part d'un pays membre qui peut se procurer des DTS sans conditions. La première tranche de crédit, soit les 25% qui suivent la tranche de réserve sont alloués aux pays membres

éprouvant des difficultés économiques tout en essayant d'équilibrer leurs balances des paiements. Les tranches supérieures de crédit, soit les trois tranches de 25% qui suivent la précédente sont les plus controversées. Les crédits sont accordés avec conditions très peu flexibles pour trois ans maximum.

Les conditions imposent souvent des programmes économiques de redressement aux pays récipiends allant en majeure partie à l'encontre de leurs programmes de développement économique. De plus, en 1980, les pays développés au nombre de 21 détenaient 60% des voix dans les instances décisionnelles du Fonds, alors que les pays sous-développés au nombre de 107 ne détenaient que 29% des voix dont l'OPEP qui détient moins d'un tiers des voix.

Le G-77 met des efforts sensibles dans ses propositions de réformes du FMI et d'autres institutions financières internationales.

Cependant, comme nous l'avance Cheryl Payer :

The International Monetary Fund is the most powerful supranational government in the world today... This tremendous power does not inhere in the corps of economists who staff the IMF, nor even in the Boards of Governors... The IMF must be seen as the keystone of a total system. Its power is made possible not only by the enormous resources which it controls... The real importance of the IMF lies in the authority delegated to it by the Governments and capital markets of the entire capitalist world.⁴

Nous nous demandons à la lumière de ce qui vient d'être avancé si les tentatives du G-77 de réformer l'administration interne du FMI sont efficaces.

Le G-77 fondant ses critiques et recommandations de l'OEI et de la DIT

sur les thèses dépendantistes a tenté et tente toujours d'avancer ces critiques et recommandations aux pays développés à travers le dialogue Nord-Sud en vue d'y apporter des réformes et changements décisifs, soit l'instauration du NOEI.

c) Bilan sur l'instauration du NOEI

Où en est l'instauration du NOEI ? Le tableau suivant présente les dix parties du Programme d'action concernant l'instauration d'un NOEI et les résultats obtenus jusqu'à date.

TABLEAU I

NOEI	ORGANISMES COMPÉTENTS A.G. des N.U. ECOSOC	TRAVAUX ENTREPRIS	COMMENCE- MENT DES TRAVAUX	RESULTATS OBTENUS
(1) Problèmes fonamen- taux posés par les matières premières et les produits primaires dans le cadre du commerce et du développe- ment.	CNUCED			
(A) Matières premières	CNUCED	Programme intégré pour les produits de base et STABEX. Fonds commun Accords interna- tionaux Mesures sur les prix Amélioration des structures	1976 1979 1979	Accord en juin 1980 Un accord est conclu Travaux en cours Travaux en cours
(B) Alimentation	FAO-Confé- rence mondiale de l'alimen- tation	Sécurité alimentaire	1978	Engagement interna- tional
(C) Commerce général	CNUCED-GATT CCI-CNUDCI	SGP	1968	Application en 197 (Amélioration)

TABLEAU I (suite)

NOEI	ORGANISMES COMPETENTS	TRAVAUX ENTREPRIS	COMMENCE- MENT DES TRAVAUX	RESULTATS OBTENUS
		Principe du Statu quo ou la recherche de l'égalité des états par l'inégalité de traite- ment	1973	Pas de résultat
		Principe de la non- réciprocité	1973	Accord partiel
		Clause de progressi- vité ou principe de la discrimination com- pensatoire	1973	Pas d'accord
		Pratiques commer- ciales restrictives ou traitements pré- férentiels	1973	Code de conduite adopté en avril 80
(D) Transport et assurance	CNUCED- OMCJ		1974	Code de conduite des conférences maritimes Pas d'adhésion, suffi- sante pour son entrée en vigueur
(2) Système monétaire international et finance- ment du développement des PVD	FMI- Banque Mondiale CNUCED	Réforme du système monétaire	1976	Pas de progrès réel
		Amélioration des facilités de financement	1976-79	Quelques progrès
		Atténuation du problème de la dette des PVD	1978-80	Quelques progrès
		Garantie des apports financiers		Aucun progrès réel
(3) Industrialisation	CNUCED-PNUD ONUDI-BIRD		1976	Système de consultation Travaux en cours
(4) Transfert de la technologie	CNUCED		1977	Code international de conduite pour le trans- fert de la technologie en élaboration
	OMPI	Révision du système de propriété industrielle	1975	Travaux en cours

TABLEAU I. (suite)

NOEI	ORGANISMES COMPETENTS	TRAVAUX ENTREPRIS	COMMENCE- MENT DES TRAVAUX	RESULTATS OBTENUS
(5) Réglementation et contrôle des activités des STN	ECOSOC- OCDE		1977	Code de conduite en élaboration
(6) Charte des droits et devoirs des états	A.G. des N.U.		1972	La charte est acceptée en 1974
(7) Promotion de la coopération entre PVD	CNUCED	Autonomie collective	1976	Travaux en cours
		Préférences commer- ciales entre les PVD	1979	Travaux en cours
		Coopération entre les PVD	1979	Travaux en cours
(8) Aide à l'exercice de la souveraineté perma- nente des Etats sur les ressources naturelles	Système des N.U. CNUCED			A l'étude
(9) Renforcement du rôle des organismes des N.U. dans le domaine de la coopération écono- mique internationale	N.U. CNUCED			A l'étude
(10) Programme spécial, le fonds d'ur- gence des N.U. pour les PVD les plus touchés par la crise	CCEI- CNUCED ONUDI AID	Fonds d'environ 3 milliards de dollars destinés à 42 pays	1974	Programme continu depuis 1976

SOURCE : Ural Ayberk, chapitre 9 : « Où en est l'instauration du NOEI ? » dans Jacobson, H.K., *The Emerging International Economic Order*, Sage publications, Great Britain, 1982, pp. 253-255.

* Un système pour stabiliser les revenus d'exportations de produits de base des pays africains, des Caraïbes et du Pacifique a été établi (STABEX). Des décharges sur les tarifs douaniers ont été accordées jusqu'à 96% aux exportations des pays ACP vers la CEE.

Après avoir présenté la problématique générale de la thèse, nous passons à la problématique spécifique, celle-ci étant reliée à la première.

Les résultats obtenus des travaux entrepris en vue de l'instauration du NOEI sont décevants surtout si l'on se rappelle l'échec quasi-total de la CNUCED VI en 1983 tentant de réactiver plusieurs politiques.

La lenteur du dialogue-Nord-Sud, celui-ci ayant lieu surtout au sein des conférences de la CNUCED connaît au début des années 70 un événement décisif, nous y reviendrons.

2. La problématique spécifique

a) L'émergence politico-économique de l'OPEP

En 1960, cinq pays sous-développés fondent l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (l'OPEP). Ceux-ci étaient concernés par la détérioration de leurs termes d'échange et les conditions peu favorables sous lesquelles leurs richesses minières étaient exploitées par des concessionnaires étrangers. L'OPEP comprend actuellement treize membres (l'Algérie et la Libye en Afrique du Nord, le Gabon et le Nigéria en Afrique, l'Iran et l'Irak au Moyen-Orient, l'Equateur et le Venezuela en Amérique latine, l'Indonésie en Asie, et le Koweït, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis dans le Golfe arabe). L'évolution graduelle de l'OPEP d'une position timide et défensive à une position agressive et offensive à partir du début des années 70 et plus spécifiquement en 1973 émane d'une transformation interne, de l'Organisation ou encore de son élaboration administrative et organique ainsi que d'une prise de conscience de ses membres, mais aussi de deux autres transformations.

Premièrement, l'industrie pétrolière, ou plus spécifiquement l'exploitation de cette ressource, est à différentes années selon les pays récupérée par ceux-ci à travers les achats, les nationalisations ou les expropriations des propriétés des concessionnaires étrangers.

Deuxièmement, à la fin des années 60, des compagnies pétrolières indépendantes émergent et en se ralliant à l'OPEP s'accaparent une partie du marché international du pétrole ébranlant par la même occasion l'oligopole et l'intégration verticale formés par les grandes compagnies plus communément connues sous leurs connotations en anglais : les «Majors» ou encore «the seven big sisters» [British Petroleum (BP), Shell, Esso, Gulf, Mobil, Stancol et Texaco]. La guerre de Yom Kippur en 1973 complète cette évolution. La politique d'aide des E.U. à Israël lors de la guerre de Yom Kippur antagonise les dirigeants arabes qui réagissent à celle-ci en formant un cartel et en imposant un embargo sur leurs exportations de pétrole brut destinées aux pays développés.

Les pays membres de l'OPEP s'entendent en concert pour élever les prix de pétrole brut en 1974 de 1.56\$ le baril en 1972 à 9\$ le baril en 1974, soit une augmentation de 80%.⁵

Les pays membres de l'OPEP de par les transformations énumérées ci-dessus se rassemblèrent en un cartel en vue de (i) contrôler les conditions de vente ou encore l'offre et (ii) fixer les prix sur la base des coûts d'énergie alternative, sur la base de l'index des prix d'importations des pays membres de l'OPEP ou des prix d'exportations des pays développés et sur la base des prix du marché libre.

La demande pour le pétrole provenant surtout des pays industrialisés a

un coefficient d'élasticité-prix inférieur à 1, c'est-à-dire que la demande est inélastique. L'élasticité-prix de la demande est égale à la modification de la quantité demandée à la suite d'une variation du prix; en d'autres mots, l'élasticité-prix est égale à la variation proportionnelle ou relative de la quantité demandée divisée par la variation proportionnelle ou relative du prix. Si le coefficient d'élasticité-prix de la demande est inférieur à 1, un pourcentage donné de variation du prix entraîne un pourcentage plus faible de variation de la quantité demandée. En d'autres termes, une augmentation des prix n'entraîne pas une baisse équivalente de la demande pour le pétrole des pays développés.

De plus, en 1973 la répartition de la production mondiale de pétrole brut de 58 millions de barils par jour ou encore de 2,888,40 milliards de tonnes par an était de 18.4 millions de barils par jour pour les pays membres de l'OCDE, 8.6 millions de barils par jour pour l'Union des républiques socialistes soviétiques (l'URSS) et 31 millions de barils par jour pour les pays membres de l'OPEP alors que pour la même année leur consommation respective en même unité de valeur était de 39.3, 8.5 et 1.⁶ Ceci dit, les pays membres de l'OPEP à l'opposé des pays membres de l'OCDE et de l'URSS produisent bien plus de pétrole brut qu'ils n'en consomment.

Aussi, le pétrole est un produit de base dont ses gisements sont localisés en majeure partie dans les pays membres de l'OPEP et ceci est toujours d'actualité comme l'indique le tableau suivant.

TABLEAU II

Réserves prouvées de pétrole brut au 1^{er} janvier 1982.⁷

	Millions de tonnes	Nombre d'années de production au rythme de 1981,	Part des réserves réserves mondiales (%)
Total Monde	91 022	32	100
• Pays développés à économie de marché	8 420	12	9,3
dont : Etats-Unis	4 063	8	4,5
Royaume-Uni	2 019	23	2,2
Norvège	1 040	45	1,1
• Pays de l'Est	11 711	16	12,9
dont : URSS	8 595	14	9,4
Chine	2 714	27	3,0
• OPEP	59 107	52	64,9
Arabie Saoudite	22 900	47	25,2
Koweït	8 797	152	9,7
Iran	7 776	120	8,5
Emirats Arabes Unis	4 390	60	4,8
Irak	4 052	92	4,5
Libye	3 083	56	3,4
Venezuela	2 769	24	3,0
Nigéria	2 251	33	2,5
Indonésie	1 307	15	1,4
Algérie	1 102	28	1,2
Oman	468	24	0,5
Equateur	116	12	0,1
Gabon	66	8	0,1
• Autres pays en développement	11 784	35	12,9
dont : Mexique	7 775	65	8,5

En effet, comme nous l'indique le tableau ci-dessus, 59.107 millions de tonnes de réserves prouvées de pétrole brut au 1^{er} janvier 1982 des 91.022 millions de tonnes des réserves mondiales reviennent à l'OPEP, soit 64,9% des réserves mondiales. Aussi, au rythme de la production de 1981, l'OPEP aura du pétrole pour encore 52 ans et ceci ne tient pas compte des réserves potentielles et non-découvertes.

Le pétrole est de plus une ressource épuisable et difficilement remplaçable. Le pétrole consommé en tant que carburant peut être partiellement remplacé par d'autres sources d'énergie (hydraulique, nucléaire, en ressources minières et d'autres), or, le pétrole consommé en tant que matière intermédiaire dans les industries pétro-chimiques et autres est difficilement remplaçable (financièrement et physiquement).

La combinaison de toutes les conditions économiques énumérées ci-dessus, celles-ci se renforçant depuis 1973 à nos jours, a engendré une hausse graduelle ou abrupte des prix qui, malgré les fluctuations dépressives de ceux-ci selon les fluctuations conjoncturelles de la demande, semblerait s'établir pour l'avenir. En juillet 1984, le prix de pétrole brut de l'Arabie Saoudite était en moyenne de 27,45\$ le baril sur le marché libre.⁸

b) l'impact de l'émergence de l'OPEP sur l'OEI

L'émergence de l'OPEP et son évolution historique a bouleversé selon plusieurs auteurs l'OEI.⁹ Nous développerons au troisième chapitre (lors de l'analyse empirique des hypothèses) la deuxième des deux conséquences de cette émergence que nous vous présentons succinctement dans la problématique spécifique de la thèse.

Premièrement, les tendances inhérentes aux MPCs (modes de production capitaliste) ou celle qui nous intéresse particulièrement, la tendance de la croissance économique des pays de l'OCDE reposant sur un modèle économique à forte intensité capitaliste, c.a.d. l'augmentation du rapport C/V qui implique deux constantes contradictoires, soit le capital fixe qui s'accroît au fur et à mesure que le capital circulant (les matières premières et intermédiaires) décroît, s'est trouvée freinée par la hausse des prix de la matière énergétique la plus importante mondialement en pourcentage de consommation, le pétrole brut. Cette tendance inhérente de consommation effrénée aurait selon plusieurs spécialistes économiques et énergétiques¹⁰ amené à une crise plus fatale dans l'avenir sans l'intervention de l'OPEP rappelant aux pays développés la rareté future de cette énergie. La crise économique mondiale, apparaissant à la fin des années 60 de par les tendances inhérentes des MPCs [la baisse des taux de croissance économique des pays développés due à l'essoufflement économique des industries traditionnelles, les crises de surproduction; l'inflation interne des pays-développés (nous reviendrons sur ce point lors de l'explication de la crise économique internationale), etc.] et se traduisant par le premier événement économique d'importance mondiale - la crise du dollar américain de 1971, a été d'une part amplifiée momentanément par la hausse des prix de pétrole brut et d'autre part freinée dans ses conséquences pour l'avenir.

Deuxièmement, l'émergence de l'OPEP symbolise une expérience unique vécue par des pays sous-développés, une expérience qui intéressera fortement le dialogue Nord-Sud.

Les rapports économiques entre les pays développés et sous-développés que nous avons présentés au début de ce chapitre, ont été bouleversés. L'expérience des pays membres de l'OPEP symbolise une tentative de brisure des chaînes néo-coloniales de par la revendication d'indépendance politico-économique de ces pays renforcée par un accaparement et une protection successive de l'exploitation de leurs richesses naturelles. Cette expérience représente une possibilité de remédier à la dépendance des pays sous-développés sur les pays développés ou plus généralement à la DIT. Mais aussi, cette expérience se traduit concrètement par un renversement de l'inégalité des termes d'échange due aux niveaux inégaux de développement économique. Les termes d'échange s'accroissant positivement ont amené à un transfert volumineux de revenus des pays de l'OCDE et dans une certaine mesure des pays importateurs de pétrole du tiers-monde aux pays membres de l'OPEP.

La deuxième conséquence de l'émergence de l'OPEP nous présente quatre implications pour le dialogue Nord-Sud.

1) Les pays membres de l'OPEP ont lié dès 1973 toutes négociations concernant les questions énergétiques entre ceux-ci et les pays développés aux questions plus générales de développement économique international. Les pays membres de l'OPEP devenaient les champions du dialogue Nord-Sud en employant leur moyen de négociation qui est le pétrole (contrôler les prix, offrir des conditions avantageuses aux pays développés en ce qui concerne la fourniture de pétrole, les mesures contraires pourraient être appliquées, etc.)

La première conférence des souverains et chefs d'Etat des pays

membres de l'OPEP a eu lieu à Alger en mars 1975. Cette conférence devait réunir les pays développés et les pays sous-développés. La déclaration de la conférence affirmait :

The agenda of the afore mentioned conference can in no case be confined to an examination of the question of energy; it evidently includes the questions of raw materials of the developing countries, the reform of the international monetary system and international co-operation in favour of development in order to achieve world stability. ¹¹

De plus,

As regard oil prices, the Declaration stated that these should be determined taking into account the following factors : "The imperatives of conservation of petroleum; the value of oil in terms of its non-energy uses; and... the cost of alternative sources of energy. Moreover the price of petroleum must be maintained by linking it... to the rate of inflation, the terms of transfer of goods and technology for the development of OPEC Member Countries". As regards the supply of oil, the Summit Declaration reaffirmed the readiness of the OPEC Countries to ensure supplies that will meet the essential requirements of the economies of the developed countries...

The Declaration also listed a number of Third World demands on the developed countries, many of them deriving from the Programme of Action adopted by the UN Sixth Special Session. These included :

- Support by developed countries for measures taken by developing countries to stabilize the prices of their export of raw materials and other basic commodities at equitable and remunerative levels.
- Fulfillment by the developed countries of the international aid commitments for the second UN Development Decade.
- Implementation of an effective food programme under which the developed countries should extend grants and assistance to the most seriously affected developing countries with respect to their food and agricultural requirements.
- Acceleration of the development processes of the

developing countries, particularly through the adequate and timely transfer of modern technology.

- Co-operation of the industrialized nations in building a major portion of the planned new petrochemical complexes, oil refineries and fertilizer plants in the territories of OPEC Members, with guaranteed access for the products of such plants to the markets of the developed countries.
- Adequate protection against depreciation of the value of the external reserves of OPEC Members, as well as assurance of the security of their investments in the developed countries.
- Opening of the markets of developed countries to primary commodities and manufactured goods produced by the developing countries.
- Reform of the world monetary system to allow for participation in decision-making by the developing countries on a basis of equality.

These requirements constituted the foundation upon which the OPEC Members and other developing countries built their case in the North-South Dialogue which was to come.¹²

Comme nous l'indiquent les citations, les pays membres de l'OPEP s'engagèrent comme promoteurs du dialogue Nord-Sud et défenseurs des pays du Tiers-Monde et ce à plusieurs occasions : les CNUCED IV, V et VI, les séminaires de l'OPEP (en particulier celui de 1981 : Energie et développement, les alternatives des stratégies globales), la Conférence de Paris en 1975 (la Conférence sur la coopération économique internationale réunissant 7 pays membres de l'OPEP, 12 pays sous-développés importateurs de pétrole, les 9 pays de la Communauté économique européenne (CEE), et 7 pays industrialisés de l'OCDE) le Sommet de Bagdad en 1980 et toutes autres sessions spéciales de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant le dialogue Nord-Sud.

Les engagements réciproques entre les pays membres de l'OCDE et les

Les engagements réciproques entre les pays membres de l'OCDE et les pays membres de l'OPEP étaient de la part de l'OPEP : i) la stabilisation des prix du pétrole, ii) des approvisionnements convenables de pétrole et iii) le recyclage des pétrodollars et en contrepartie de la part des pays membres de l'OCDE certaines concessions ou encore des concessions précises en vue de favoriser les pays sous-développés et surtout d'introduire les réformes et changements décisifs nécessaires pour l'établissement du NOEI.

Des études seront subséquemment entreprises au chapitre III (soit l'analyse empirique des hypothèses) pour examiner en détails les accomplissements de l'OPEP dans l'introduction de programmes pour confectionner le NOEI. Les pays membres de l'OPEP ont depuis 1973 fondé plusieurs fonds et banques pour le développement international en vue de spécifiquement recycler les pétrodollars et généralement de promouvoir la coopération Nord-Sud ainsi que Sud-Sud (les pays membres de l'OPEP et les pays sous-développés importateurs de pétrole). Les plus importants sont la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique, la Banque islamique pour le développement, le Fonds arabe d'Abu Dhabi pour le développement économique, le Fonds saoudien pour le développement, le Fonds irakien pour le développement extérieur, le Fonds arabe pour le développement économique et social, le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe, les Fonds régionaux de l'Indonésie et du Venezuela, et le Fonds de l'OPEP pour le développement international, ce dernier étant le plus important en matière internationale. De plus, le Fonds de l'OPEP participe dans les activités du Fonds international pour le développement agricole, du programme des Nations-Unies pour le

développement, et le Fonds commun (ce dernier a été créé pour le programme intégré des produits de base (sigle anglais IPC : Integrated Programme for Commodities) lors de la CNUCED IV à Nairobi en 1976, son mandat est celui de financer la mise en œuvre de stocks régulateurs de produits de base).

En effet, l'émergence politico-économique de l'OPEP surtout à partir de 1973 a réactivé le dialogue Nord-Sud de par la position de force d'un groupe de pays du Tiers-Monde, soit l'OPEP au sein de ce dialogue.

Cependant, le pouvoir politico-économique de l'OPEP au sein du dialogue Nord-Sud règne dans une situation de récession économique internationale qui affectera en premier lieu le dialogue Nord-Sud et en deuxième lieu le pouvoir politico-économique de l'OPEP.

2) Les pays membres de l'OPEP financent également des projets de coopération économique entre ses pays membres et les pays sous-développés importateurs de pétrole et ce dans les domaines commerciaux, industriels, agricoles, techniques et énergétiques. Les pays membres de l'OPEP appartiennent de par leur niveau respectif de développement économique et leur entité politique aux groupes de pays sous-développés, possédant cependant des surplus monétaires. De ce fait, les pays sous-développés importateurs de pétrole espèrent de leurs homologues mieux fournis des rapports entre les deux parties plus équitables et avantageux que les rapports entre pays membres de l'OCDE et les pays sous-développés importateurs de pétrole.

En effet, selon Ian Seymour :

OPEC project assistance as a whole has emphasized physical and social infrastructure over the

industrial and agriculture sectors, though agriculture is gaining favour. Infrastructure has to date received about 60% of the project assistance of the principal OPEC-sponsored aid agencies. The philosophy lying behind this sectoral distribution seems to have been that industry and even agro-business can more readily attract commercial financing, while infrastructural improvements, which cannot, are the most urgent need of the recipients of OPEC project aid.¹³

Les projets de coopération économique Sud-Sud de l'OPEP sembleraient avant tout satisfaire les intérêts des bénéficiaires.

3) Les pays membres de l'OPEP ont amassé des revenus financiers ou encore des rentes externes leur permettant d'amorcer rapidement leur développement économique et social national respectif tout en générant des surplus monétaires. Ce développement économique devrait se concentrer selon les spécialistes arabes sur l'édification d'une base productive intégrée susceptible de prendre à terme la relève du secteur pétrolier. Les pays membres de l'OPEP, producteurs de produits de base, se voyaient la possibilité de se transformer en pays producteurs de biens d'équipement, manufacturés et même à technologie de pointe. Les rentes externes provenant des exportations de pétrole permettaient aux pays membres de l'OPEP d'acquérir par achats les importations nécessaires pour l'amorcement de leur développement économique respectif sans que ceux-ci soient contraints à emprunter auprès des institutions de financement publiques ou privées, ces emprunts étant souvent liés à des conditions défavorables à un développement national autodynamique. Ceux-ci pouvaient transcender leurs positions en tant que pays du Tiers-Monde dépendant des pays développés.

4) L'expérience des pays membres de l'OPEP offrait aux pays

sous-développés un modèle d'imitation ou encore d'émulation. Les associations de producteurs se sont multipliées depuis 1973, en 1974, l'Association internationale pour la bauxite (IBA sigle anglais), l'Association internationale des producteurs de mercure, le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIREC), en 1975 l'Association des pays exportateurs de minerai de fer (AIOEC sigle anglais), l'Association des pays producteurs de tungstène, dans les produits agricoles nous avons entre autres Café Mondial, Union de Productores y Exportadores de Banano (UPEB). Toutes ces associations visaient en premier la stabilisation et l'augmentation si possible des prix de leurs produits de base exportés, souvent l'un de ces produits leur procurant plus de 50% des revenus monétaires, et finalement l'amélioration de leurs termes d'échange et ce en vue d'amasser les revenus indispensables pour financer de manière plus flexible leurs programmes de développement économique.

La quatrième implication de la deuxième conséquence ne sera pas développée au chapitre III (soit l'analyse empirique des hypothèses) mais dans les lignes qui suivront.

L'émergence politico-économique de l'OPEP, surtout à partir de 1973, a réactivé le dialogue Nord-Sud de par la position de force d'un groupe de pays du Tiers-Monde, soit l'OPEP au sein de ce dialogue.

Cependant, le pouvoir politico-économique de l'OPEP au sein du dialogue Nord-Sud règne dans une situation de récession économique internationale qui affectera en premier lieu le dialogue Nord-Sud et en deuxième lieu le pouvoir politico-économique de l'OPEP.

c) La crise internationale contemporaine et ses conséquences

La crise économique internationale déclenchée mais non engendrée par les crises pétrolières (1973-74 et 1978-79) a créé premièrement une situation non propice au dialogue Nord-Sud. Mais en plus, les comportements économiques des trois parties, à savoir, les pays membres de l'OPEP, les pays sous-développés importateurs de pétrole et les pays membres de l'OCDE, de par leurs situations économiques aggravant leurs conflits d'intérêts nuisent au dialogue Nord-Sud. Les comportements économiques des trois parties sont compris dans la situation subjective dans son sens philosophique du terme, c.a.d., relatif au sujet pensant, par opposition à objectif qui se rapporte au sujet pensé, celle-ci étant la conséquence subjective de la situation objective mentionnée ci-dessus.

La situation objective comprend les conditions internes (récession économique interne mesurée selon les taux de croissance économique et industrielle, les taux d'inflation, de chômage, etc.) des trois parties chacune unifiée, les pays membres de l'OCDE, les pays sous-développés importateurs de pétrole et les pays membres de l'OPEP ainsi que les conséquences externes de celle-ci [le problème de la dette extérieure (déficit dans la balance des paiements dû en partie par la hausse des prix des importations de pétrole brut), l'état de la balance commerciale d'un pays, etc.] en plus des conditions économiques internationales (la crise financière internationale, la récession économique internationale, etc.) et en particulier la situation actuelle (début des années 80) du marché du pétrole ainsi que l'échec des tentatives d'associations de producteurs des produits de base.

Selon Ibrahim F.I. Shihata (ancien directeur-général du Fonds international de l'OPEP) ainsi que d'autres spécialistes en économie politique internationale tels Messieurs Jean Masini et Peter M. Oppenheimer, les origines de la crise économique internationale actuelle peuvent être retracées dans les années précédant le choc pétrolier de 1973-74.

Nous avons mentionné au début de la problématique générale le rapport causal entre le mode de consommation suivi par les pays développés dans les années 50 et 60 et la nature épuisable de la matière première ou ressource naturelle qu'est le pétrole brut, ce rapport amenant à une hausse des prix du pétrole.

Mais aussi, la crise du dollar américain en 1971 déclenchera les crises à venir. La déclaration du Gouvernement des Etats-Unis d'inconvertibilité en or du dollar américain le 15 août 1971 va provoquer un accroissement sensible du \$ américain dans les transactions financières ou commerciales internationales. Les réserves monétaires internationales enflèrent et de ce fait, provoquèrent l'inflation internationale. En effet, les prix mondiaux des exportations augmentèrent de 30% dans les 12 mois précédant la hausse majeure des prix du pétrole en 1973-74.¹⁴ Cette hausse est en partie la conséquence de tendances inflationnistes déjà existantes sur les marchés internationaux mais aussi la conséquence des événements politiques et conditions économiques que nous vous avons présentés aux pages 24-28. La crise du \$ américain de 1971 a ébranlé le système monétaire international de Bretton Woods amenant à une perspective incertaine du système financier international.

Parallèlement à la crise financière internationale, émergent au début

des années 70 les crises nationales des pays développés. Selon le groupe de Cambridge (Cambridge Economic Policy Group)¹⁵, la hausse des prix de pétrole de 1973-74 a été le choc principal causant le ralentissement de la croissance économique occidentale. Cette affirmation sera rejetée. En effet, selon plusieurs spécialistes en microéconomie tels Ian Tumlir et Martin Wolf (World Economy, juin 1983), le modèle de croissance économique établi dans les années 50 et 60 dans les pays développés (à économies de marché) se heurtera dans les années 70 à plusieurs problèmes. Les gouvernements occidentaux se sont voués à accomplir l'Etat-providence (les programmes sociaux, le plein-emploi, etc.) et ce à travers un accroissement de leurs dépenses publiques, celles-ci étant surtout dans les services publics non profitables dans le sens économique du terme (ne générant pas des profits monétaires). Ces dépenses, étant alimentées en grande partie par les impôts sur les individus et les entreprises et l'émission de monnaie, ont dépassé les ressources disponibles amenant aux déficits budgétaires gouvernementaux.

L'intervention étatique dans la réglementation des salaires, soit leurs augmentations, afin de contrebalancer l'accroissement des impôts a engendré un processus inflationniste, celui-ci étant favorisé par les gouvernements à la recherche de ressources disponibles pour leurs dépenses.

Nous avons donc deux sources d'inflation. L'inflation provenant de l'augmentation de la demande totale et l'inflation provenant de l'augmentation des coûts totaux. En effet, la première augmentation, soit celle de la demande totale, survenant dans un marché de quasi plein-emploi

et étant reliée aux ménages et entreprises doit être comblée en partie par des dépenses gouvernementales. Le gouvernement finance ses dépenses par l'émission de monnaie sous forme de liquidité, d'obligations, etc. et par l'augmentation des impôts. La première politique engendre l'inflation (l'augmentation des prix de production par afflux de liquidité dans le secteur réel). La deuxième, accompagnée d'augmentation des salaires engendre l'inflation (l'augmentation des coûts variables). La deuxième augmentation, soit celle des coûts totaux est engendrée par l'augmentation des prix de production et de consommation et des coûts variables. Les deux formes d'inflation sont reliées et forment un cercle vicieux.¹⁶

Les taux d'inflation ont porté préjudice à la stabilité des prix. Le secteur privé pouvant de moins en moins compter sur l'information provenant du système des prix et voyant à travers la hausse des coûts constants et variables ses profits diminuer (sans compter les entreprises traditionnelles étant devenues non profitables) freine les investissements dans l'économie. La diminution des taux d'investissements et d'épargnes accompagnée par l'inflation et la baisse de la consommation engendra le chômage.

La coexistence de l'inflation et du chômage, soit la stagflation, amène les gouvernements occidentaux à appliquer des politiques conservatrices déflationnistes pour lutter contre l'inflation mais par la même occasion aggravent le chômage.

Ce processus global produisit la baisse des taux de croissance annuels

des pays développés. Le choc pétrolier de 1973-74 a aggravé ce processus vue d'une part, la dépendance (importations de pétrole brut élevées par rapport aux importations énergétiques) des pays développés à l'égard du pétrole brut (en 1973 la part du pétrole importée par les pays de l'OCDE revenait à 53% de la demande mondiale d'énergie primaire)¹⁷ et d'autre part, l'augmentation du taux d'inflation par la hausse des coûts de production.

Mais aussi, le retrait de l'intervention des gouvernements occidentaux de la macroéconomie internationale, dû en partie aux crises internes et à la crise du dollar américain de 1971 accompagné du renflouement des banques privées nationales et internationales de surplus de pétrodollars a amené à une délégation non-volontaire du rôle de financement international des organismes financiers internationaux officiels tels le FMI, la banque mondiale, etc. aux banques privées mentionnées ci-dessus. Celles-ci participèrent démesurément au financement des programmes de développement économique des pays sous-développés sous formes de prêts internationaux. La dette combinée de tous les pays sous-développés est passée de 100 milliards de dollars à la fin de 1972 à 500 milliards de dollars à la fin de 1981.¹⁸

Deux événements internationaux vont venir aggraver la crise mondiale et les crises nationales des pays sous-développés et des pays développés.

En octobre 1979, les autorités américaines décident de contrôler étroitement la masse monétaire américaine ou encore les réserves des banques américaines. Premièrement, la politique monétaire interne vise à

freiner l'inflation en réduisant la circulation monétaire du dollar à travers plusieurs mesures, entre autres l'accaparement de l'épargne intérieure pour les besoins publics telles les dépenses militaires et spatiales. Ceci entraîne un manque d'épargne pour le secteur privé, qui provoque un accroissement de la demande de capitaux et donc une hausse des taux d'intérêts puisque la masse monétaire est non élastique. Depuis la crise du dollar américain de 1971, les taux d'intérêts étaient restés bas. Deuxièmement, la politique monétaire internationale vise à redonner au dollar le leadership international, soit en réactivant la demande internationale du dollar américain s'étant estompée en 1971. Ceci contribue à élever la valeur internationale du dollar ou encore au retour à des taux de change du dollar élevés. En conséquence, ces deux transformations sont venues bouleverser le marché financier international dont la conséquence très importante est la montée de l'endettement. Les taux d'intérêts des prêts internationaux augmentent, les dettes contractées en dollar américain s'enflent et surtout les remboursements des dettes se confrontent à des taux d'intérêts élevés.

Le deuxième choc pétrolier de 1979-80 doublant les prix du pétrole à court terme aggrava l'inflation mondiale. La majorité des pays sous-développés importateurs de pétrole se heurtèrent à de graves déficits dans leurs balances de paiement et ceux-ci accablés par leurs endettements externes se déclarèrent en faillite économique. Les pays développés pour contrecarrer la hausse dans leurs prix d'importations amenèrent des réductions à leurs capacités productives.

La récession économique s'est ancrée dans les années 80. Le rapport annuel de l'OPEP nous fait un bilan des conditions économiques en 1982 des trois parties, chacune unifiée.

Pour les pays membres de l'OPEP en matière de croissance : le PNB diminue de 1%. La chute dans la demande internationale du pétrole a été due à plusieurs facteurs : la récession prolongée dans les pays développés, l'économie du pétrole et sa substitution pour d'autres combustibles et autres. En matière d'inflation, le taux annuel des pays membres de l'OPEP a été réduit de 1.5% et ceci à travers la baisse des importations ou encore la substitution des importations par des biens et services nationaux. De plus, la diminution dans les revenus provenant du pétrole de 54 milliards de dollars en 1982 a amené à un déficit collectif de 13 milliards de dollars.

Pour les pays sous-développés en matière de croissance : la performance économique de ceux-ci a été encore une fois entravée par la récession générale dans les pays développés et la chute conséquente dans la demande des produits de base représentant une forte part de leurs revenus. Leur croissance économique est en baisse continue et l'inflation atteint des taux faramineux. En ce qui concerne la dette externe, les taux d'intérêts élevés régissant les paiements de la dette ont accablé les pays sous-développés devant poursuivre plusieurs politiques restrictives allant à l'encontre du développement économique interne. La dette collective en 1982 est revenue à 520 milliards de dollars.

Pour les pays développés en matière d'activité économique : la production industrielle dans la plupart des pays est en déclin, la confiance

des hommes d'affaires s'est amenuisée et de ce fait a engendré des réductions dans l'investissement privé, les exportations ont diminué, le chômage s'est aggravé, soit 9.2 en 1982 comparé à 7.8% en 1981 et la demande globale est en baisse. Le PNB a été de 1%, soit une réduction de 0.5% comparé à 1981. Le déficit collectif des comptes courants a augmenté de 29 milliards de dollars en 1981 à 31 milliards de dollars en 1982. En termes d'inflation, certains progrès ont été faits aux dépens de la production et de l'emploi.

Quelles en sont les conséquences sur le marché international? La plupart des pays sous-développés dépendant sensiblement du commerce extérieur sont des monoproducteurs ou encore des monoexportateurs. En 1978, environ 40 pays tombaient dans cette catégorie et environ 20 pays tombaient dans la catégorie de deux produits.¹⁹ Depuis 1978, ces pays ainsi que ceux exportant plus de deux produits de base sont accablés par des termes d'échange défavorables car alors que les prix des produits de base (leurs exportations) fluctuent ou baissent (mis à part le pétrole) les prix des importations ne cessent d'augmenter. La CNUCED a fortement conseillé aux pays sous-développés de s'industrialiser en vue de pallier à ces problèmes. D'une part, certaines importations pourraient être substituées, d'autre part, les NPIs pourraient tirer des revenus plus stables de leurs produits manufacturés pénétrant surtout les pays développés.

Cependant, depuis 1979-80, les pays développés se sont renfermés dans le protectionnisme, freinant les importations de produits

manufacturés provenant des NPIs. Comme nous le dit R.N. Gwyne : «When trade stops being the engine of growth».

Mais aussi, la plupart des tentatives d'émulation des pays sous-développés quant à l'OPEP ont échoué. Plusieurs facteurs ont causé ces échecs. Premièrement, la récession dans les pays développés a engendré une stabilisation, si ce n'est une baisse dans la demande internationale de produits de minerais et agricoles. De plus, l'offre de la plupart des produits de base a dépassé la demande et a donc amené à des fluctuations et baisse de prix. Selon Jean Masini,

Les échanges des produits agricoles et de minerais ont approximativement progressé au rythme de la production mondiale entre 1967 et 1980, passant de 1,6 à 1,7% du PIB mondial. C'est la stabilité de la demande qui a provoqué la non-croissance des exportations, alors que les produits manufacturés et l'énergie accroissaient leurs parts dans le commerce mondial.²⁰

L'index-prix des produits de base a diminué de 20% en 1981.²¹ La nature de la demande pour ces produits ajoutée à la récession économique n'ont pas permis aux associations de producteurs de produits de base de stabiliser les prix de leurs produits en vue d'obtenir les revenus nécessaires pour leurs programmes de développement économique.

Pour conclure, la crise économique internationale, quelque soit ses sources, a profondément nuit au dialogue Nord-Sud. En effet, les récessions économiques internes se retrouvant dans les économies des pays développés, les crises financières se retrouvant dans les économies des pays sous-développés et les fluctuations, surtout de tendances décroissantes, touchant la demande de pétrole et par la même occasion les

revenus pétroliers des pays de l'OPEP et par dessous tout la récession économique internationale, ont établi une situation économique objective qui sera reçue par les trois parties de manière négative pour le dialogue Nord-Sud.

Les conséquences subjectives des conditions économiques objectives présentées ci-dessus seront dès lors présentées.

Les comportements économiques conflictuels et non-coopératifs des trois parties de par leurs situations économiques aggravant leurs conflits d'intérêts nuisent au dialogue Nord-Sud. Selon Walter Goldstein :

UN hopes for... a New International Economic Order stand minimal chances of success. Members of OECD, ... and OPEC have ignored third world voices at the UN, IMF and elsewhere, for short-sighted, perilous reasons of self-protection.²²

L'inflation s'ancrant dans les structures économiques des pays développés engendra de graves déficits dans leurs balances courantes et instaure la récession dans leurs activités économiques. Le commerce international qui avait augmenté de 5% à 8% entre 1949 et 1974, est tombé depuis sous une croissance zéro.

Trois développements ont apparu aggravant la situation économique des pays sous-développés : a) vue la récession à l'Occident, les pays de l'OCDE ont réduit leurs importations de matières premières, sources importantes de revenus externes des pays sous-développés; b) ces derniers sont accablés par des taux d'inflation montant jusqu'à 100 à 200% annuellement arrêtant décisivement leurs croissances économiques; et c) des problèmes sociaux urgents détruisent l'entité sociale de ces pays tels les problèmes

nutritifs, urbains, hygiéniques, etc. Quelles sont les réponses des pays membres de l'OCDE et de l'OPEP à ses problèmes. Walter Goldstein nous les résume :

The oil nations refused to meet these requests for three plausible reasons that emphasise the self-centred policies of OPEC & OECD alike.

. The OECD bloc refused to lower tariffs on North-South trade, to cure its own balance of payments deficit, and to stop the wilful printing of money; this meant that OPEC had to raise oil prices each year simply to keep up with Western levels of inflation and the soaring costs of their industrial products.

. OECD would not call for a stabilising of oil prices when it refused to index its own prices of manufactured goods against an international basket of currencies; if OECD ever agreed to control the exchange fluctuations among Western currencies and to firmly index its inflation, the oil exporters might then agree to regulate their own prices and supply flows.

. Western nations had refused to provide better trade opportunities to the LDCs, or to create greater credit facilities through IMF or the multinational banks, there was no reason for the OPEC group to recycle its credit balances or to give generous assistance while the West refused to share its own wealth.²³

Le protectionnisme de la part des pays membres de l'OCDE, surtout en ce qui a trait au commerce (des accords volontaires de restrictions, des mécanismes d'index-prix, des contingents et droits de douane, etc.) engendre le retrait politico-économique (vis-à-vis de leurs concessions et solutions à apporter pour le développement international) des pays membres de l'OPEP.

Ces conditions objectives et subjectives ont affaibli le lien entre les politiques de fixation des prix du pétrole par les producteurs de pétrole et

la question des concessions des pays développés au Tiers-Monde.

Nous avons présenté l'environnement structurel du rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud. Nous analyserons l'aspect volontariste de ce rôle dans le chapitre III (soit l'analyse empirique des hypothèses) en nous posant la question, le rôle entrepris par l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud pourrait-il renverser l'OEI et établir le NOEI? Car le succès du dialogue Nord-Sud est la condition *sine qua non* du passage de l'OEI au NOEI.

CHAPITRE II : Formulation des hypothèses et définition des concepts

Nous formulerons dans ce chapitre nos hypothèses et définirons nos concepts.

1) Formulation des hypothèses.

H.1. Hypothèse principale : Le rôle exercé par l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud depuis 1973 à nos jours ne permet pas le progrès de ce dernier et de ce fait, le passage de l'OEI au NOEI. Ce rôle, qui est concrétisé par les stratégies (prises de position et d'action) des pays membres de l'OPEP destinées à satisfaire les revendications et objectifs visés du G-77 et de la CNUCED, est déterminé d'une part par la position de dépendance des pays membres de l'OPEP dans la DIT, soit la déterminante principale macroscopique, structurelle et externe, et d'autre part par la position des dirigeants des pays membres de l'OPEP et des experts appartenant au Secrétariat et à la Conférence de l'OPEP, soit la déterminante intermédiaire, microscopique, psychologique et intérieure. La conséquence est l'intégration des pays membres de l'OPEP dans l'OEI.

H.1.A. Sous-hypothèse A : Les stratégies entreprises par l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED et autres conférences perpétuent les structures et institutions de l'OEI ainsi que les rapports politico-économiques entre les pays développés et sous-développés et ce, de par les déterminantes macroscopique et microscopique.

H.1.B. Sous-hypothèse B : Les programmes de coopération économique Sud-Sud (dans le contexte de notre thèse, entre pays membres de

l'OPEP et les pays sous-développés importateurs de pétrole) ne favorisent pas une voie indépendante ou encore autodynamique de développement économique et social de et entre ces dits pays, et ce à la lumière des déterminantes macroscopique et microscopique.

H.1.C. Sous-hypothèse C) : Les programmes nationaux socio-économiques respectifs aux pays membres de l'OPEP ne favorisent pas une voie indépendante ou encore autodynamique de développement économique et social de ces dits pays, et ce à la lumière des déterminantes macroscopique et microscopique.

N.B. : Nous reconnaissons eu égard aux énoncés des hypothèses certains facteurs pertinents à ceux-ci mais qui ne rentrent pas dans le cadre limité de notre thèse (pour plusieurs raisons : méthodologique, théorique, temporelle, etc.). Ces facteurs sont en ce qui concerne les éléments qui maintiennent la stabilité de l'ordre économique international : les réseaux productifs et commerciaux, les institutions politico-administratives et économiques, le système financier international, les organisations militaires, ceux-ci étant établis par les pays développés (à économies de marché et à économies planifiées) et maintenant la stabilité de l'OEI.

2) Définition des concepts

1. Division internationale du travail : Structure internationale de production et d'échange basée sur la spécialisation nationale engendrée au début du XIX^e siècle divisant les pays entre ceux du centre et ceux de la périphérie, les premiers reposant sur des économies industrielles et les derniers reposant sur des économies agro-minières.

2. Dépendance : Les rapports politico-économiques établis par les pays du centre avec les pays de la périphérie reposant sur la DIT ont relégué ces

derniers à une position politico-économique subordonnée aux besoins des pays du centre. La dépendance est une situation structurelle dans laquelle l'économie des pays de la périphérie est conditionnée par le dynamisme du centre. Plusieurs volets peuvent être distingués : commercial, financier, technologique, culturel et militaire*.

3. Développement et sous-développement : Condition socio-économique des pays qui les situe dans la structure internationale de stratification. Les deux éléments essentiels de la condition socio-économique, soit le développement contre le sous-développement sont A. le niveau élevé de la production matérielle économique et B. l'équité sociale par (1) l'égalité dans la distribution de la richesse et (2) la promotion de la justice sociale.

4. Ordre économique international : OEI se définit structurellement par la DIT et par la dépendance et institutionnellement par les relations politico-économiques entre pays au sein des institutions et organismes internationaux (ex. FMI, ONU, etc.).

5. Interdépendance : Selon les spécialistes arabes, rapports économiques entre les pays développés et sous-développés reposant sur des structures productives et commerciales complémentaires et générant des avantages mutuels et réciproques aux trois parties à promouvoir équitablement. La différence entre la dépendance et l'interdépendance est que pour cette dernière non seulement, l'économie des pays sous-développés est conditionnée par le dynamisme des pays développés mais aussi, l'économie de ces derniers dépend de certaines composantes de

* Cette définition est formulée en tant que proposition et correspond à l'auteur Dos Santos.

l'économie de ces premiers*.

6. Intégration : L'intégration se définit d'une part économiquement, soit le rattachement et l'insertion des pays membres de l'OPEP aux mécanismes institutionnels de l'OEI et aux structures de production et d'échange de la DIT et d'autre part politiquement, soit le rapprochement politique entre les pays membres de l'OPEP et de l'OCDE (donc différent d'un marché commun et d'une alliance militaire régionale).

7*) Le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud : Stratégies (prises de position et d'action) des pays membres de l'OPEP destinées à satisfaire les revendications du G-77 au sein des conférences de la CNUCED et séminaires sur le développement international.

3) Présentation de la Méthode d'analyse de la thèse

En ce qui concerne les démarches méthodologiques, nous voulons signaler que l'objectivité dans la méthode d'analyse n'est pas absolue. En effet, l'analyse empirique des hypothèses se basera d'une part sur une recherche qualitative alimentée par des données statistiques récoltées dans divers documents officiels publiés par l'OPEP et des institutions internationales telles la Banque mondiale, la CNUCED, etc. et d'autre part, vue l'envergure d'une telle thèse, sur les recherches d'experts reconnus dans la matière dont plus particulièrement Dr Ibrahim F.I. Shihata qui occupait jusqu'en juillet 1983 le poste de directeur-général du Fonds de l'OPEP et qui depuis est devenu vice-président et conseiller général à la Banque mondiale.

* Cette définition est perceptible et subjective.

La méthode d'analyse est d'une part A., déductive théorique, et d'autre part B., inductive empirique.

A. Les thèses de l'école dépendantiste ont guidé la recherche qualitative et systémique. Cette dernière a contribué à la formulation des idées de base qui se retrouvent dans les problématiques générale et spécifique ainsi que dans l'articulation des deux variables indépendantes, plus spécifiquement la principale, soit la position de dépendance des pays membres de l'OPEP dans la DIT. L'hypothèse principale est formulée en termes des idées de base : Le rôle exercé par l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud ne permet pas le progrès de ce dernier et de ce fait, le passage de l'OEI au NOEI car ce rôle est déterminé, d'une part, par la position de dépendance des pays membres de l'OPEP dans la DIT, et d'autre part, par la position des dirigeants de l'OPEP reposant sur le concept d'interdépendance.

B. La vérification de l'hypothèse principale divisée pour cela en trois sous-hypothèses repose sur une recherche empirique et quantitative. Cependant, pour reprendre la mise en garde formulée à la page précédente, les sous-hypothèses son vérifiées, d'une part, à partir des données statistiques et d'exemples concrets, et d'autre part, à partir d'énoncés d'experts dans la matière. Aussi, l'insertion de l'analyse qualitative des prises de position et déclarations des dirigeants de l'OPEP amène à l'utilisation de deux approches parallèles lors de la vérification des trois sous-hypothèses. De plus, la vérification des sous-hypothèses a engendré la formulation d'idées concluantes et spécifiques.

La première sous-hypothèse est mise à l'épreuve à travers, d'une

part, l'analyse des prises de position et déclarations des dirigeants membres de l'OPEP se réunissant aux réunions de la Conférence et du Conseil des Gouverneurs et à travers, d'autre part, l'analyse des prises d'action des pays membres de l'OPEP en matière de politique financière et de politique d'aide multilatérale au développement. Les données statistiques (dimension quantitative) soutenant la dimension qualitative des prises de position et d'action sont tirées de divers documents officiels de l'OPEP, d'institutions internationales et d'énoncés d'experts. Celles-ci présentent la répartition significative pour notre première sous-hypothèse (le rôle de l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED et autres sur le développement international) des revenus pétroliers qui pourraient contribuer financièrement au programme d'action concernant l'instauration du NOEI.

L'analyse de la deuxième sous-hypothèse est également liée à la mise à l'épreuve de la première sous-hypothèse dans la ligne des politiques financière et d'aide bilatérale au développement. Aussi, le contenu et la nature non-intégrationniste des projets de coopération Sud-Sud sont tirés de documents officiels de l'OPEP et de la CNUCED et d'énoncés d'experts, plus particulièrement d'F.I. Shihata.

L'analyse de la troisième sous-hypothèse se concentre sur la nature et les caractéristiques des économies rentières et sur les mécanismes de perpétuation de celles-ci à travers les programmes de développement socio-économiques respectifs aux pays membres de l'OPEP. Trois aspects structurels principaux sont étudiés, soit financier, commercial et industriel, et un aspect décisionnel principal, soit les prises de position et

d'action des dirigeants des pays membres de l'OPEP vis-à-vis des programmes de développement socio-économiques.

L'analyse des trois sous-hypothèses nous amène à confirmer l'hypothèse principale.

La présentation, au début des trois sous-parties, correspondant respectivement aux trois sous-hypothèses de l'aspect positif du rôle de l'OPEP i) au sein des conférences de la CNUCED et autres conférences, ii) dans la coopération Sud-Sud et iii) dans les programmes nationaux socio-économiques, n'infirme pas l'hypothèse principale. L'aspect positif du rôle, en grande partie virtuel, de l'OPEP inséré dans un cadre général d'analyse est mesuré qualitativement et quantitativement selon son impact sur le progrès du dialogue Nord-Sud et la promotion du NOEI par deux variables indépendantes principale et intermédiaire. Aussi, la recherche exhaustive de données qualitatives et quantitatives n'a pas rencontré de preuves pouvant infirmer l'aspect négatif du rôle concrétisé de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud selon le cadre général d'analyse.

En outre, les sources des données statistiques et documents se répartissent entre les sources de l'OPEP, les sources de la CNUCED et les sources d'autres organismes : FMI, GATT, etc. Aussi, la plupart des données ont été comparées entre les diverses sources officielles pour en mesurer la fiabilité et ont été retenues selon cette qualité.

Après avoir formulé les hypothèses, défini les concepts et présenté la méthode d'analyse, nous passons au Chapitre III, soit l'analyse empirique des hypothèses.

4) Thèse simplifiée schématiquement

Le rôle structurel de l'OPEP dans la DIT : position de dépendance (variable indépendante principale : la déterminante).

La prise de position des dirigeants de l'OPEP : concept d'interdépendance (variable indépendante intermédiaire : la déterminante).

Choix et mise en vigueur de stratégies interdépendantes et pacifiques de développement socio-économique international des pays membres de l'OPEP (variable indépendante explicative et variable dépendante : le résultat)

H.I.A. L'intégration étroite de l'OPEP dans la DIT et le rapprochement OPEP/OCDE dans le dialogue Nord-Sud (CNUCED Nord-Sud).

H.I.B. La coopération faible et non-structurée Sud-Sud (OPEP et pays sous-développés) (coopération Sud-Sud).

H.I.C. Programmes nationaux de développement économique et social des pays membres de l'OPEP non-autodynamiques (OPEP/développement autodynamique).

CONCLUSION : Progrès dans le dialogue Nord-Sud (Adoption des mesures du programme d'action concernant l'instauration du NOEI, B. & C. développement autodynamique et coopératif Sud-Sud : OPEP/pays sous-développés importateurs de pétrole).

Passage de L'OEI au NOEI

+ les rapports positifs

- les rapports négatifs

CHAPITRE III : Analyse empirique des hypothèses

Le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud, celui-ci étant défini en termes de stratégies (prises de position et prises d'action) des pays membres de l'OPEP en ce qui a trait aux revendications du G-77 contre l'OEI et aux propositions du G-77 pour l'instauration du NOEI, est la variable dépendante, soit le résultat. Celui-ci sera analysé critiquement, c'est-à-dire l'écart entre, d'une part, le pouvoir potentiel politico-économique de l'OPEP au sein du dialogue Nord-Sud et les déclarations à cet effet des dirigeants des pays membres de l'OPEP du Secrétariat de l'OPEP*, et d'autre part, la concrétisation/matérialisation de ce pouvoir potentiel et les politiques concrètes avancées par ces dirigeants. Les deux variables indépendantes, soit les déterminantes qui expliqueront cet écart sont en premier lieu, la déterminante principale structurelle, macroscopique et externe, soit la position de dépendance des pays membres de l'OPEP dans la DIT et en deuxième lieu, la déterminante intermédiaire microscopique, psychologique et interne, soit la position des dirigeants des pays membres de l'OPEP et des experts appartenant au Secrétariat et à la Conférence de l'OPEP.

Qu'entendons-nous par la position de dépendance des pays membres de l'OPEP dans la DIT?

* Veuillez vous référer aux trois des quatre implications primordiales pour le succès du dialogue Nord-Sud et de ce fait, le passage de l'OEI au NOEI de la deuxième conséquence de l'émergence de l'OPEP aux pages 29 à 35 dans la présentation de la problématique spécifique de la thèse.

Les économies nationales des pays membres de l'OPEP ont été assujetties au contrôle des multinationales occidentales, d'une part, sous le système des concessions établi dès la fin du XIX^e siècle, c'est-à-dire la formulation d'accords entre les compagnies pétrolières («the Majors» ou «the seven big sisters») et les Etats-hôtes permettant aux premières la quasi-totalité de l'exploitation des ressources pétrolières des Etats-hôtes en retour de redevances à ces derniers, et d'autre part, à travers l'intégration verticale des diverses étapes de l'exploitation du pétrole, exploration, extraction, raffinage, valorisation des hydrocarbures, transports et commercialisation, etc. et ce, par une structure quasi-monopolistique du marché mondial du pétrole.

De plus, l'extraversion des économies pétrolières reposant sur l'exportation à dominance minière et le contrôle de ces dernières par les multinationales occidentales tendent à engendrer une situation de croissance dépendante sans développement.

Cette situation sera analysée dans la troisième sous-partie du Chapitre III lors de la présentation des caractéristiques de l'économie d'exportation primaire.

De plus, l'hypothèse principale sera explorée indirectement à travers l'analyse empirique des trois sous-hypothèses. Aussi, nous commencerons au début de chaque sous-chapitre correspondant au trois sous-hypothèses par une présentation positive du rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud pour ensuite analyser critiquement les composantes de ce rôle.

Ceci dit, la première sous-hypothèse est d'ordre général; soit l'étude

du rôle de l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED et autres séminaires sur le développement international alors que les deux sous-hypothèses sont d'ordre spécifique, soit le rôle de l'OPEP dans les programmes et coopération économique Sud-Sud et le rôle des pays membres de l'OPEP en rapport aux programmes nationaux de développement économique et social. Nous justifions ces deux spécificités de par l'importance primordiale de l'encouragement de la coopération Sud-Sud et du développement économique et social national dans le programme d'action concernant l'instauration du NOEI.

Avant d'aborder l'analyse empirique des sous-hypothèses, il serait nécessaire d'examiner les aspects institutionnels de l'OPEP.

L'OPEP se compose de trois organismes, à savoir la Conférence, le Conseil des Gouverneurs et le Secrétariat.

La Conférence est l'autorité suprême de l'OPEP. Celle-ci est responsable pour la formulation des politiques principales. Elle se compose de représentants de chaque pays membres, la plupart de rang ministériel. Celle-ci repose sur les principes d'unanimité et de droits égaux de vote pour tous les membres. La Conférence se réunit deux fois par an.

Le Conseil des Gouverneurs se composant également de représentants de chaque pays membres est responsable de l'application des décisions de la Conférence et de l'encadrement administratif du Secrétariat.

Le Secrétariat remplit les fonctions exécutives de l'organisation, soit organiser et diriger les travaux de l'organisation. Il comprend le

secrétaire général, le secrétaire général adjoint et les chefs de départements ainsi que les cadres et employés de ceux-ci. Les départements sont : de l'administration et du personnel, des finances et de l'économie, des affaires légales, d'information publique, d'informatique et des études énergétiques.

Cependant, certaines réserves sont à émettre. Le Secrétariat de l'OPEP représente les intérêts mutuels des états membres alors que la Conférence représente les intérêts individuels des gouvernements membres. Or, les gouvernements membres n'ont pas fourni au Secrétariat de l'OPEP les pouvoirs suffisants qui lui permettraient d'entreprendre un dialogue en termes égaux avec la Conférence. Ceci influence les prises de position et d'action de l'OPEP comme nous le verrons plus tard.

Nous passons dans les lignes qui suivent à l'analyse empirique des sous-hypothèses tout en révoquant préalablement l'hypothèse principale.

Hypothèse principale : Le rôle exercé par l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud depuis 1973 à nos jours ne permet pas le progrès de ce dernier et de ce fait, le passage de l'OEI au NOEI. Ce rôle, qui est concrétisé par les stratégies (prises de position et d'action) des pays membres de l'OPEP destinées à satisfaire les revendications et objectifs visés du G-77 et de la CNUCED, est déterminé d'une part par la position de dépendance des pays membres de l'OPEP dans la DIT, soit la déterminante principale macroscopique, structurelle et externe, et d'autre part par la position des dirigeants des pays membres de l'OPEP et des experts appartenant au Secrétariat et à la Conférence de l'OPEP, soit la déterminante

intermédiaire, microscopique, psychologique et interne. La conséquence est l'intégration des pays membres de l'OPEP dans l'OEI.

1) Analyse empirique de la première sous-hypothèse.

Nous récapitulons la première sous-hypothèse que nous analyserons empiriquement dans les lignes qui suivent.

Sous-hypothèse A) : Les stratégies entreprises par l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED et autres conférences perpétuent les structures et institutions de l'OEI ainsi que les rapports politico-économiques entre les pays développés et sous-développés et ce, de par les déterminantes macroscopique et microscopique.

Nous présentons avant tout le pouvoir potentiel politico-économique de l'OPEP au sein du dialogue Nord-Sud ainsi que les déclarations à cet effet des dirigeants des pays membres de l'OPEP du Secrétariat de l'OPEP et de la Conférence.

a) L'aspect relativement positif du rôle de l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED et autres conférences.

Les pays membres de l'OPEP ont lié dès 1973 toutes négociations concernant les questions énergétiques entre ceux-ci et les pays développés aux questions plus générales de développement international. Le pétrole devenait une arme de chantage utilisée pour tirer des concessions des pays développés destinée à satisfaire les revendications du G-77.

Plusieurs auteurs ont étudié le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud. Nous présenterons leurs études successivement,

Ian Seymour, dans le Chapitre XII de son ouvrage, OPEC : Instrument of Change²⁵, nous résume par étapes les différentes conférences.

Les contacts initiaux se tinrent entre les pays membres de l'OPEP et ceux de l'OCDE. Cependant, l'OPEP réalisa qu'un dialogue ne pouvant être faisable sans la participation du reste du Tiers-Monde et les contacts successifs se tinrent entre les trois parties. Le rapprochement entre les pays membres de l'OPEP et les pays sous-développés importateurs de pétrole offrait des avantages mutuels. Les premiers accueillaient un soutien politique du reste du Tiers-Monde afin de contrecarrer aux pressions provenant des pays développés et les derniers accueillaient le pouvoir de négociation que le pétrole leur offrait afin d'impressionner les pays développés.

Mais aussi, comme nous l'affirme Ian Seymour :

The OPEC Members had always been highly conscious of themselves as an integral part of the Third World. Moreover, as the recent victors in the oil price battle, which marked the first time that a group of Third World raw material producers had through collective action, scored a resounding economic success against the west, the oil exporters saw themselves as the vanguard which alone had the necessary global weight to lead their fellow developing countries towards the attainment of a better economic deal vis-à-vis the industrialized world.²⁶

La première étape a été le Sommet d'Alger en mars 1975.²⁷ En résumé, un plan pour une nouvelle relation entre le Tiers-Monde (incluant l'OPEP) et les pays développés a été proposé au Sommet de l'OPEP à Alger comprenant des garanties de la part de l'OPEP en ce qui concerne la stabilisation des prix, l'approvisionnement adéquat de pétrole et le recyclage des pétrodollars en retour de certains engagements de la part des pays développés favorisant les pays sous-développés.

En l'espace d'un mois, a suivi la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI) ayant eu lieu à Paris en avril 1975. Celle-ci fut ajournée au mois d'octobre 1975 suite à une dispute administrative. Trente-cinq pays participèrent : sept pays exportateurs de pétrole, douze pays sous-développés importateurs de pétrole et seize pays développés. Quatre commissions furent établies, portant sur l'énergie, les produits de base, le développement et les affaires financières. Les pays membres de l'OPEP refusèrent toutes négociations sur leurs prix de pétrole au sein de la commission sur l'énergie, déclarant ceux-ci comme étant de leurs entières prérogatives. En réponse, les pays développés refusèrent de considérer l'indexation comme un moyen de protection du pouvoir d'achat des revenus à l'exportation des pays du Tiers-Monde, aussi bien pour le pétrole que pour tout autre produit de base.

Entre décembre 1975 et juillet 1976, les quatre commissions se réunirent sans achever de solutions concrètes. Celles-ci coïncidèrent avec la CNUCED IV de Nairobi et les pays sous-développés é mirent leurs désapprobation sur la lenteur et les résultats décevantants de la CCEI et la CNUCED IV.

La CCEI qui continua jusqu'au printemps 1977 ne fut qu'un débat vain et stérile. Trois accords mineurs échappèrent à ce débat : les pays développés acceptèrent de contribuer jusqu'à un milliard de dollars au programme spécial, ceux-ci acceptèrent également par principe le Fonds commun destiné à financer des stocks régulateurs pour certains produits de base (les négociations postérieures sur celui-ci devant être entreprises au

sein des conférences de la CNUCED) et les pays développés promirent d'augmenter leurs aides publiques au développement (APD) afin d'atteindre le quota posé par l'ONU, soit 0,7% du PNB.

Aussi, la récession économique succédant à la crise de pétrole de 1973-74 engendra la baisse de la demande de cette matière première causant des surplus aux niveaux de l'offre de celle-ci et par conséquent réduisit le pouvoir de négociation du pétrole.

Cependant, la deuxième crise du pétrole de 1979-80 avec la hausse sensible des prix du pétrole, rehaussa l'espoir des pays membres de l'OPEP de relancer le dialogue Nord-Sud.

Ibrahim F.I. Shihata, dans le Chapitre 6 «The OPEC Fund and the North-South Dialogue» de son ouvrage²⁸, nous précise certains points.

Suite à la Conférence de Paris, les négociations entre les pays développés et les pays sous-développés importateurs de pétrole et les pays membres de l'OPEP s'éparpillèrent, soit la question des produits de base vers la CNUCED, la question de la dette vers le FMI et la BIRD, la question de l'accès aux marchés industriels vers la GATT, etc.

Le Sommet de Bagdad en novembre 1980 reprit les propositions du Sommet d'Alger en mars 1973.

Cependant, les CNUCED V et VI se caractérisèrent par des monologues collectifs où chaque participant présenta ses problèmes tout en assumant l'importance primordiale de ceux-ci pour ses interlocuteurs.

Les pays membres de l'OPEP contribuent au dialogue Nord-Sud et plus particulièrement au développement international à travers les institutions

d'aide de l'OPEP. Nous présenterons celles d'ordre multilatérale dans les lignes qui suivent.

L'aide multilatérale de l'OPEP aux pays sous-développés s'est élevée de la période 1973-81 à 59 milliards de dollars, soit 25.4% du total de l'APD. Ce montant représente une moyenne annuelle de 2.17% du PNB des pays membres de l'OPEP comparé à 0.34% pour les pays membres de l'OCDE et 0.12% pour les pays membres du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM).²⁹

Les données de la Banque mondiale confirment approximativement les données ci-dessus provenant de l'OPEP. De 1970 à 1981, l'aide de l'OPEP aux pays sous-développés s'élevait à 58.6 milliards de dollars, soit 29.73% du total de l'APD.³⁰

Les institutions d'aide de l'OPEP sont classées de la manière suivante :

Six institutions multilatérales de financement international approvisionnées exclusivement ou quasiment par l'OPEP dont :

- L'«Arab Authority for Agricultural Investment and Development» (AAAID), fondée en novembre 1976. Celle-ci comprenant douze états-membres, finance des programmes dans les productions agricole, animale et forestière, dans le transport et storage des produits, etc. afin de développer les ressources agricoles des états-membres;
- La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), fondée en novembre 1973. Celle-ci encourage la coopération économique, financière et technique entre les pays africains et le monde arabe tout en finançant des programmes de développement économique en Afrique. BADEA est approvisionnée par les gouvernements arabes. Ses opérations comprennent des prêts,

pour projets et l'assistance technique pour ces projets à long terme moyennant un taux d'intérêt d'environ 5% ;

- L'«Arab Fund for Economic and Social Development» (Arab Fund), fondé en décembre 1971. Celui-ci comprend les 12 membres de la Ligue arabe et finance des projets de développement économique et social dans les pays arabes. Ses opérations sont des prêts pour projets aux gouvernements et institutions privées et publiques qui sont vitaux au monde arabe et l'assistance technique pour ces projets;

- L'«Islam Development Bank» (IsDB), fondée en octobre 1975. Celle-ci encourage le développement économique et le progrès social au sein des communautés islamiques et comprend 42 des membres de la Conférence islamique. Celle-ci finance des projets par quatre techniques : des prêts pour projets de développement de l'infrastructure, l'assistance technique, la participation dans les actions de projets agro-industriels et l'aide financière pour les achats d'importations des pays membres;

- L'«Islam Solidarity Fund» (ISF), fondé en 1974. Celui-ci encourage le progrès social des communautés islamiques à travers des dons; et

- Le Fonds de l'OPEP pour le développement international (le Fonds de l'OPEP).

En plus des six institutions énumérées ci-dessus nous avons :

- L'«Arab Gulf Program for U.N. Development Organizations» contribuant aux agences de l'ONU.*

* Certains titres sont en français et d'autres en anglais. Nous avons gardé la traduction officielle des titres arabes selon la langue choisie par l'institution à l'exception du Fonds de l'OPEP dont le titre est traduit dans les deux langues.

Nous présenterons les institutions nationales d'aide au développement de l'OPEP dans le paragraphe de l'analyse empirique de la deuxième sous-hypothèse car celles-ci s'occupent exclusivement des projets de coopération Sud-Sud établis bilatéralement entre le pays membre de l'OPEP en question et un autre pays sous-développé importateur de pétrole contrairement aux six institutions énumérées ci-dessus qui opèrent dans un cadre multilatéral souvent de concert avec les institutions de l'aide au développement et financières internationales (FMI, BIRD, AID, etc.).

Nous présenterons avec plus de détails l'aide au développement de l'OPEP.

Le Fonds de l'OPEP pour le développement international, dans un de ses pamphlets, nous présente succinctement les lignes importantes sur l'aide de l'OPEP aux pays sous-développés importateurs de pétrole.³¹

En plus des institutions d'aide de l'OPEP multilatérales classifiées ci-dessus, ce pamphlet étudie les contributions de l'OPEP aux agences internationales de financement pour le développement. Les pays membres de l'OPEP ont recyclé une part de leurs surplus monétaires dans plusieurs de ces agences. Premièrement, les facilités du FMI en ce qui concerne le pétrole ou encore les mécanismes pétroliers du FMI financés en grande partie par les pays membres de l'OPEP ont pour objet d'aider les pays gravement déficitaires en conséquence des crises pétrolières à travers des crédits et prêts. Les pays membres de l'OPEP co-financent avec la BIRD des projets de développement économique.

Nous étudierons en détails subséquemment la relation entre le Fonds

de l'OPEP et les institutions internationales.

Le tableau qui suit nous apporte quelques détails numériques sur les déboursements de l'OPEP aux institutions internationales en comparaison au Comité d'aide au développement (CAD) de 1973 à 76. Nous remarquons un accroissement sensible des déboursements de l'OPEP au cours de ces quatre dernières années.

TABEAU III³²

Les déboursements officiels de l'OPEP et de la CAD aux institutions internationales (millions de dollars)

	1973	1974	1975	1976
1) OPEP	.406	3.834	5.049	3.465
2) CAD	2.658	3.318	4.949	5.508
3) Total (1+2)	3.064	7.152	9.998	8.973
4) Part de l'OPEP (%)	13.3	53.6	50.5	38.6

Il serait intéressant de s'attarder sur le Fonds de l'OPEP pour le développement international (Fonds de l'OPEP):

Nous nous référons aux études de Ibrahim, F.I. Shihata et les publications du Fonds de l'OPEP.

Le Fonds de l'OPEP pour le développement international a été fondé par les pays membres de l'OPEP en janvier 1975. Son mandat est de renforcer la coopération entre les pays membres de l'OPEP et les pays sous-développés importateurs de pétrole. A cette fin, le Fonds de l'OPEP

contribue financièrement au développement économique et social de ces derniers.

Le Fonds de l'OPEP est approvisionné par les contributions de ses membres. Les opérations du Fonds comprennent des prêts, subventions et contributions à des programmes spéciaux.

Le tableau suivant présente numériquement les opérations du Fonds sur une période de six ans. Nous remarquons les sommes substantielles qui rentrent en jeu. De plus, l'écart entre les engagements actuels et les déboursements n'est pas exagéré.

TABLEAU IV³³

**Engagements et déboursements jusqu'au 31 décembre 1983
(millions de dollars américains)**

	Engagements approuvés	Engagements actuels	Déboursements
1. Opérations de prêts			
- Financement de projets	1,117.833	1,062.123	494.253
- Soutien des balances de paiements	687.370	687.370	677.870
- Financement de programmes	62.500	62.500	44.003
Sous total	1,867.703	1,811.993	1,216.126
2. Programme de subventions			
- Assistance technique	63.890	63.890	42.606
- Programme de l'alimentation mondiale	25.000	25.000	25.000
- Contribution spéciale à FIDA	20.000	20.000	20.000
- Recherche et développement	1.248	1.248	1.071
Sous-total	110.138	110.138	88.677
3. FIDA	861.142	861.142	653.156
4. Le Fonds fiduciaire du FMI*	110.721	110.721	110.721
5. Fonds commun	83.560	28.850	-
TOTAL	3,033.264	2,922.844	2,068.680

* Créé en 1976, ce Fonds est financé en partie par les ventes d'or du Fonds et permet d'accorder des crédits additionnels à des conditions extrêmement avantageuses.

Les pays africains reçurent 188 prêts, soit 810.20 millions de dollars, les pays asiatiques reçurent 97 prêts, soit 803.06 millions de dollars et les

pays d'Amérique latine reçurent 51 prêts, soit 192.02 millions de dollars. Les secteurs concernés sont l'énergie, les transports, l'agriculture et l'industrie agricole, les banques nationales de développement, l'industrie, la distribution d'eau et les systèmes d'égouts, les télécommunications et l'éducation.³⁴

Le Fonds de l'OPEP contribue au dialogue Nord-Sud à travers sa collaboration avec FIDA, le Fonds commun et PNUD.

FIDA qui a été fondée en 1974 est une agence spécialisée des NU finançant des projets de développement agricole en vue d'augmenter la production agricole des pays sous-développés. La contribution du Fonds de l'OPEP qui en 1974 était de 435.5 millions de dollars, soit une somme minime, a malgré tout servi de catalyseur. Le Fonds de l'OPEP suit étroitement les progrès de FIDA en contribuant à plusieurs de ses projets.³⁵

Le Fonds commun fait partie du programme intégré des produits de base qui a été établi lors de la CNUCED IV à Nairobi en 1976.* Lors de la seconde réunion ordinaire du Comité ministériel de l'OPEP sur les affaires financières et monétaires le 4 août 1977 à Vienne, ce dernier annonça la contribution permanente du Fonds de l'OPEP au Fonds commun.

Le PNUD établi par l'Assemblée générale des NU en vue d'entreprendre le programme d'action pour l'instauration du NOEI est soutenu financièrement dans ses projets par l'OPEP afin d'encourager la

* Nous vous l'avons présenté au Chapitre I à la page 15.

coopération technique entre pays du Tiers-Monde.

De plus, le Fonds finance des centres de recherche tels le Centre international sur le développement des engrais, le groupe consultatif de recherche internationale sur l'agriculture, le séminaire sur l'énergie d'Oxford, ce financement est classifié par l'OPEP sous subventions pour l'assistance technique.

Le Fonds de l'OPEP privilégie les pays les plus défavorisés dans ses programmes de subventions.

Ibrahim F.I. Shihata nous décrit en quelques lignes la philosophie du Fonds :

The Fund's philosophy of development is based on the conviction that development must start at home through domestic discipline and efforts. Although external assistance is necessary for many LDCs, it should not be considered as an endless process, but a support during a transitional period leading eventually to mutually beneficial economic cooperation. Given the inequities of the present world order, balanced economic growth in LDCs can only be achieved beyond the problems of finance - through processes of change. Therefore, the Fund is promoting new institutions, and developing and testing new concepts. The main objectives of all these endeavours are to provide the prerequisites of progress by enlarging the institutional infrastructure which is essential for more constructive and successful international collaboration.³⁶

Vous trouverez à l'annexe I des exemples d'opérations financières du Fonds de l'OPEP.

Les pays membres de l'OPEP ont pris part et prennent toujours part à diverses conférences et séminaires étudiant des questions importantes sur le développement international. Du mois de janvier 1984 au mois de

septembre 1984, selon les bulletins de ces mêmes périodes publiés par le Secrétariat de l'OPEP, ce dernier a participé à la 13^{ième} session spéciale de la CNUCED qui s'est tenue à Genève du 2 au 6 avril, à la 29^{ième} session régulière de la CNUCED qui s'est tenue à Genève du 6 au 13 avril et à la 4^{ième} conférence générale de l'ONUDI qui s'est tenue à Vienne du 2 au 18 août.

Cependant, les espoirs de plusieurs pays du G-77 et de l'OPEP, en ce qui concerne le succès du dialogue Nord-Sud de par le rôle de l'OPEP dans celui-ci, ne se sont pas réalisés. Nous verrons dans le prochain paragraphe, les raisons du quasi-échec du rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud.

b) Analyse critique du rôle de l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED et autres conférences

Nous présenterons en premier lieu la déterminante microscopique, psychologique et interne, soit la position des dirigeants des pays membres de l'OPEP et des experts appartenant au Secrétariat et à la Conférence de l'OPEP.

i) Les dirigeants des pays membres de l'OPEP et le concept d'interdépendance

Deux perspectives de développement économique international sont perçues auprès des dirigeants au sein de l'OPEP, ces perspectives étant reliées aux nécessités politico-économiques internes de leurs pays respectifs.

La première perspective est celle du développement économique centripète, soit vers le centre national de l'Etat. Cette perspective suppose que le développement économique interne des pays membres de

l'OPEP impliquerait le développement des pays sous-développés. L'Algérie, l'Irak prônent cette perspective de développement économique international où celui-ci est engendré par l'accroissement du potentiel économique des pays membres de l'OPEP.

La deuxième perspective est celle du développement économique centrifuge, soit vers l'OEI. Cette perspective suppose que l'implication des pays membres de l'OPEP dans l'OEI amènerait au développement économique interne de ces derniers.

L'Arabie Saoudite, les E.A.U. prônent cette perspective de développement économique international où celui-ci est engendré par l'interdépendance des trois parties : les pays membres de l'OPEP, de l'OCDE et les pays sous-développés importateurs de pétrole. Nous verrons, lors de l'analyse empirique de la troisième sous-hypothèse, le lien entre ces deux perspectives et les nécessités politico-économiques internes des pays membres de l'OPEP.

Le concept d'interdépendance a été adopté par la plupart des dirigeants et experts de l'OPEP.

Nous reproduisons certaines parties du discours d'introduction de Sheikh Ahmed Zaki Yamani, Président du Séminaire de l'OPEP qui s'est tenu à Vienne en novembre 1981, ce discours ouvrant les débats de la partie VII de ce séminaire intitulée : «Towards a more equitable interdependence».

Ce discours nous définit trois concepts tel interprétés par Sheikh Yamani (ministre des ressources pétrolières et minières de l'Arabie Saoudite), le concept de développement, d'interdépendance et d'équité. Ce

discours et la définition de ces concepts dépeignent la perspective de l'Arabie Saoudite (Sheikh Yamani en est le porte-parole officiel) en développement international qui s'associe à la position de Willy Brandt.

Citons Willy Brandt à cet effet :

In this report we stick to the thesis that they are growing mutual interests. These require a change in the character of cooperation. We are becoming more aware that a quickened pace of development in the South also serves people in the North.³⁷

Cette perspective, tout en remettant en question l'OEI, propose des solutions réformistes pour son redressement impliquant des responsabilités mutuelles des trois parties, à savoir les pays membres de l'OCDE, les pays membres de l'OPEP et les pays sous-développés importateurs de pétrole.

Citons à cet effet Sheikh Amed Zaki Yamani :

The subject this afternoon is «Towards A More Equitable Interdependence». As you all know, the theme of this Seminar is «Energy and Development : Options for Global Strategies». I intend to make some opening remarks and then to invite my colleagues on this panel to do the same...

The way I look at this sort of interdependence is through development : that is the theme of this Seminar. My opening remarks are, therefore, concerned with development in the context of a more equitable interdependence. This means that we have three different elements which we have to define. These are development, interdependence and equity.

It is easy to define what we mean by development. This signifies the process undergone by developing countries and aimed towards the achievement of accelerated rates of economic output through a relatively short period of time, by the massive harnessing of available human and natural

resources with the necessary support of foreign countries in technology and financial aid.

Developing countries, in their quest for technology and financial aid from developed countries are, in fact, seeking more equitable terms for exchanging their raw materials for the technology and capital goods of the industrialized nations. These categories of goods highlight the interdependence existing between the two groups.

The developing countries are dependent on the industrialized countries for capital goods, technology and finance; the developed countries are dependent on the developing nations for raw materials. In fact, however, this interdependence is inequitable in many ways. For instance, there is the everwidening trade gap between the two groups, as manifested by the unfair terms of trade vis-à-vis the developing countries. Then there is the financial gap, as demonstrated by the unfavourable credit terms extended to the developing countries, since it is the industrialized nations that control credit, interest rates and currency values - and they do so in such a way as to favour their own interests. Then there is the high cost of technology and its inaccessibility. Developing countries are more dependent on developed countries under the existing pattern of interdependence than the other way round. Developing countries are dependent on the markets of developed countries much more than the developed nations depend on the former - except for oil...

How to achieve more equity? There seems to be no way of rectifying the existing imbalances in the trade gap except through the massive transfer of resources from developed to developing countries. I do not want to frighten my colleagues from the developed countries: the aim of such transfer would not primarily be to reverse the trade gap in favour of developing countries, but to arrest its further deterioration...

It must be realized, however, that the aim of economic assistance is not the redistribution of world income, but the increase of world output. The mere redistribution of wealth would in fact

cause world output to stagnate. Developed and developing countries should realize that the aim of transfer of resources is to create a wide production base and to increase world output.³⁸

Le concept d'interdépendance stipule que les rapports économiques des trois parties reposent sur des structures productives et commerciales complémentaires qui pourraient générer des avantages mutuels et réciproques aux trois parties qui sont à promouvoir équitablement.

Nous avons présenté la position de l'Arabie Saoudite. Celle-ci est prédominante dans toutes décisions prises par l'OPEP de par son rang économique reposant sur sa capacité productive, ses surplus pétroliers, son PNB, etc.

Aussi, l'Arabie Saoudite est le seul pays au sein de l'OPEP à pouvoir contrôler ses quotas de production, à savoir les réduire considérablement en proportion nécessaire à la diminution de la demande globale de pétrole en vue de stabiliser les prix du marché libre. L'Arabie Saoudite est considérée comme le «Swing producer» qui adapte sa production de pétrole brut au niveau de la demande globale de pétrole brut en vue de stabiliser les prix de pétrole. Lors de récession économique internationale sur le marché pétrolier international, le pouvoir décisionnel de l'Arabie Saoudite au sein des réunions de l'OPEP est renforcé.

Louis Turner nous éclaire sur la position et les motifs de l'Arabie Saoudite :

America ... needed a partner in OPEC with whom the industrialized world could find common ground. The Saudis ... were willing to cooperate.^{39a}

Such a strategy* could call for maximum pressure on the Israelis to accede to some form of Middle, Eastern settlement which would satisfy moderate Arab opinion...; guarantees of continuing and adequate military supplies to the value of their financial assets in the industrialized world in recognition that she is producing oil at a rate which is currently in advance of her financial needs giving her a place within bodies like the IMF which would be commensurate with her economic and regional importance. In return, the Saudis would be expected to moderate future price rises within OPEC... to act as a moderating force in Arab circles on the Israeli issue and to endure steadily increasing supplies of oil to the developed world over the next decade...^{39b}

Sur ce dernier point, Ibrahim F. I. Shihata nous précise :

In fact, the continued supply of oil has been officially regarded by Arab oil-exporting countries as an international responsibility of the highest moral order. The moral obligation inherent in the supply of such an indispensable product to the industrialized world has frequently been recognized by Arab oil-producers and may thus be considered as part of their understanding of the principle of co-operation that is necessary to the international order.⁴⁰

La prise de position de certains membres de l'OPEP, et surtout de l'Arabie Saoudite, a amoindri l'efficacité du pouvoir de négociation qu'est le pétrole de par le principe de coopération reposant sur la responsabilité d'approvisionnement du pétrole des pays membres de l'OPEP aux pays membres de l'OCDE.

Que pouvons-nous conclure?

Cette déterminante intermédiaire microscopique, psychologique et interne a influé sur les stratégies ou encore prises de position et d'action

* Note de l'auteur : de l'Arabie Saoudite.

des pays membres de l'OPEP destinées à satisfaire les revendications du G-77 et les impératifs du développement international.

Ces stratégies interdépendantes engendrent des prises de position coopératives et des prises d'action pacifiques de la part des pays membres de l'OPEP. Aussi, cette déterminante intermédiaire est le résultat de la déterminante principale, macroscopique, structurelle et externe, à savoir la position de dépendance des pays membres de l'OPEP dans la DIT. De ce fait, ces deux déterminantes en influant sur les stratégies ont engendré des prises d'action ou encore des politiques des pays membres de l'OPEP qui ont nuit au succès du dialogue Nord-Sud et de ce fait au programme d'action sur l'instauration du NOEI.

ii) les prises d'action ou encore politiques des pays membres de l'OPEP

Deux politiques vont être examinées : la politique financière et la politique d'aide au développement.

A. Plusieurs critiques peuvent être formulées sur la politique financière des pays membres de l'OPEP.

Les surplus pétroliers sont surévalués pour plusieurs raisons.

Les surplus provenant de certains pays membres de l'OPEP sont en réalité une accumulation de valeurs disponibles qui seront éventuellement indispensables pour le financement de leurs propres impératifs de développement qui s'amplifient continuellement. En effet, les surplus courants de l'OPEP se sont amoindris en 1978 d'un tiers de leurs montants en 1974. En fait, les surplus courants de plusieurs pays membres de l'OPEP se sont transformés en déficits, tels l'Algérie, l'Equateur,

l'Indonésie, le Nigéria et le Venezuela.

De plus, les surplus pétroliers ne sont pas considérés comme un revenu mais comme une liquidation de ressources épuisables, ceci étant l'antithèse du revenu. Ces surplus représentent une transformation de ressources naturelles en avoirs financiers sujets aux caprices de l'inflation internationale et non une production excédentaire de biens et services renouvelables tels ceux des pays développés. Cette transformation en avoirs financiers a été entreprise pour rencontrer les nécessités de l'économie mondiale et plus spécifiquement des économies des pays développés et non les impératifs financiers et économiques immédiats des pays membres de l'OPEP. Nous reviendrons sur ce point lors de la critique de la politique financière de l'OPEP.

Le tableau suivant indique les surplus pétroliers des pays de l'OPEP entre 1973 et 75. Nous remarquons l'amoindrissement de ces surplus ainsi que des déficits.

A l'exception de l'Arabie Saoudite, qui en 1975 avait un surplus de l'ordre de 20 milliards de dollars américains et de l'Iran et du Koweït ayant tous deux un surplus dépassant 5 milliards de dollars, les autres pays membres de l'OPEP se trouvent entre des déficits jusqu'aux surplus ne dépassant pas pour la plupart deux milliards de dollars. Aussi, selon Sid-Ahmed (1980, p.205), le surplus combiné de tous les pays membres de l'OPEP était en 1978 de 1 milliard de dollars.

TABLEAU V⁴¹

**Surplus pétroliers des pays de l'OPEP
(en milliards de dollars)**

	1973			1974			1975		
	Revenu pétrolier	Impor- tations	Surplus	Revenu pétrolier	Impor- tations	Surplus	Revenu pétrolier	Impor- tations	Surplus
Algérie	1,0	-2,1	-0,9	3,7	-3,7	0,4	3,6	-5,7	-2,0
Equateur	0,1	-0,5	-0,1	0,5	-0,8	0,1	0,4	-0,9	-0,1
Indonésie	1,2	-2,4	-0,4	3,4	-3,9	0,2	3,7	-4,7	-0,3
Iran	4,5	-3,6	1,1	18,7	-8,0	10,7	19,9	-10,6	9,6
Irak	1,7	-1,2	0,5	5,7	-3,5	2,0	7,6	-6,6	0,5
Koweït	1,9	-0,9	1,5	8,0	-1,5	7,3	7,9	-2,1	7,1
Libye	2,3	-2,2	-0,6	6,2	-3,0	2,5	5,2	-4,1	0,6
Nigéria	2,4	-1,8	0,3	7,6	-2,5	5,2	6,7	-5,1	1,9
Qatar	0,4	-0,2	0,1	1,6	-0,3	1,3	1,8	-0,4	1,3
Arabie Saoudite	5,5	-1,8	3,1	24,6	-3,5	20,8	26,7	-5,7	20,1
Emirat arabes unis	1,2	-0,9	0,3	6,0	-1,6	4,4	6,5	-2,2	4,2
Vénézuela	3,0	-2,8	-0,1	8,9	-4,7	4,0	8,3	-6,5	1,8
TOTAL	25,2	-20,4	4,8	94,9	-37,0	58,9	98,3	-54,6	44,7

En outre, à l'exception des années 1979-80 qui témoignent de hausses sensibles des prix de pétrole, cette tendance à l'amoindrissement s'est prolongée jusqu'à nos jours.

Selon les données tirées du prospectus de l'OPEP, OPEC Facts & Figures, publié à Vienne vers la fin 1980, le déficit global des pays

membres de l'OPEP s'amplifie pour atteindre en 1982 le montant de 35.9 milliards de dollars.

L'accroissement numérique et valorique des importations surplantant les exportations est due d'une part aux nécessités de développement économique des pays membres de l'OPEP et l'inflation nationale des pays développés. Depuis 1974, l'index des prix aux importations de l'OPEP a plus que doublé.

Plusieurs critiques peuvent être émises sur la politique financière de l'OPEP.

La majeure partie des surplus pétroliers (pétrodollars) a été déposée dans des banques privées en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis permettant à ces dernières de contrôler le recyclage de ceux-ci, surtout dans les économies occidentales. Le tableau suivant illustre cette tendance.

TABLEAU VI⁴²**Mouvement des revenus de l'OPEP vers le Nord, 1974**

Dépôts en monnaies européennes	21,0 milliards de \$
Dépôts en monnaies américaines	4,0 milliards de \$
Dépôts en monnaies et bons anglais	7,5 milliards de \$
Bons américains	6,0 milliards de \$
Bons européens et japonais	9,0 milliards de \$
Crédits aux pays industriels	5,5 milliards de \$
BIRD/FMI	3,5 milliards de \$
Valeurs de banques américaines	1,0 milliards de \$
TOTAL	57,5 milliards de \$

Le tableau V de la page 81 indique pour 1974 une somme de 94,9 milliards de dollars en revenus pétroliers alors que le tableau VI indique un recyclage de ces revenus dans les mécanismes financiers des pays développés de 57,5 milliards de dollars, soit plus que la moitié ou approximativement 61% et ceci sans compter les paiements faits par l'OPEP pour les importations des pays développés qui sont montés à environ 31% des revenus pétroliers de 1974. Selon William O. Tyler, seulement 6,9 milliards de dollars son allés directement aux pays sous-développés, soit environ 7% des revenus pétroliers.⁴³

Les avoirs financiers de l'OPEP déposés dans les banques des pays développés se sont depuis 1974 érodés en valeur du fait que les taux d'intérêts offerts par les banques sont pour la plupart inférieurs aux taux d'inflation des pays développés et mondial.

Le tableau ci-dessous indique la distribution géographique des surplus financiers de l'OPEP depuis 1974.

TABLEAU VII⁴⁴

Distribution géographique des surplus financiers de l'OPEP depuis 1974

en milliards de \$	1974	1975	1976	1977	1978 janv.-juin juill.-oct.	total 1974 juin 1978
Etats-Unis						
Dépôts bancaires et autres (paiements directs des exportations américaines)	12.53	9.47	12.32	9.30	-0.03 -0.04	43.59
Marché bancaire européen	22.50	8.00	11.00	12.00	1.25 n.d.	54.75
Pays développés	13.50	8.00	7.00	8.75	2.25 n.d.	39.50
Pays sous-développés (inc. subventions)	6.50	9.25	8.75	10.00	2.50 n.d.	37.00
Institutions financières internationales	3.75	4.25	1.75	0.50	n.n. n.d.	10.25
TOTAL	58.78	38.97	40.82	40.55	5.97 n.d.	185.09

Le tableau ci-dessus illustre l'envergure du recyclage des surplus pétroliers dans les institutions financières des pays-développés. Ce recyclage s'est fait et se fait toujours à travers divers mécanismes que nous présentons dans les lignes qui suivent.

Selon Jorge Lozoya et A.K.BhattaCharya :

With the massive accumulation of OPEC surplus, the rich nations had to face a simple choice. They

could have allowed OPEC countries to convert their financial claims (held in national currencies) to tangible assets in their countries, which would have meant OPEC's financial power getting rapidly converted to industrial power, through transfer of ownership of rights. OECD countries prevented such a market solution, so that the international economic system witnessed... the separation between industrial and financial power.⁴⁵

En effet, Michael Hudson, dans son ouvrage Global Fracture⁴⁶, nous explique les mécanismes employés par les pays développés tels les promulgations de lois interdisant les achats directs d'actions dans des compagnies privées et publiques pour raison de sécurité nationale, ainsi que la stratégie des Etats-Unis visant à diriger une partie des surplus pétroliers dans l'achat de leurs bons de trésor et d'autres.

Lors de la crise pétrolière de 1973-74, les structures financières des pays membres de l'OPEP étaient rudimentaires et incapables de gérer le flux de surplus pétroliers. Aussi, les banques consortiales comblèrent cette incapacité. Les banques consortiales ont pour objectif d'assurer le montage de financements internationaux à partir de ressources collectées sur le marché des euro-devises. Celles-ci se sont tenues responsables d'assurer le recyclage des surplus pétroliers des pays membres de l'OPEP dans les économies des pays développés. Les banques consortiales qui intéressent notre thèse sont des unités financières multinationales groupant un certain nombre de banques des pays membres de l'OPEP et de l'OCDE dont les sièges sont localisés dans les grands centres financiers et s'occupent de montage de crédits internationaux, soit le recyclage des surplus pétroliers dans les économies des pays développés. La Frab Bank (French Arab Bank for International Investment) est une des plus importantes

banques consortiales, celle-ci a pour actionnaires la Société Générale, la Société de Banque Suisse, la banque Urquijo, la Société Générale des Banques, l'Industrial Bank of Japan, l'AMRO Bank et la National Investment Bank for Industrial Development; le reste du capital étant réparti entre des investissements privés arabes et la Banque Arabe et Internationale d'investissements, celle-ci étant la filiale commune du groupe BNP et de la Société Financière Européenne dont le solde est réparti entre 11 banques (dont 7 arabes).

Pour conclure, la déterminante principale, soit la position de dépendance des pays membres de l'OPEP dans la DIT, a engendré l'intégration financière étroite des pays membres de l'OPEP dans le système financier international et des pays membres de l'OCDE.

En outre, la déterminante intermédiaire, soit la position des dirigeants membres de l'OPEP reposant sur le concept d'interdépendance influe sur l'intégration financière étroite. En effet, les pays membres de l'OPEP, réformistes dans leurs stratégies sont peu dynamiques dans le perfectionnement d'un système financier qui leur est propre et reposant sur des banques privées et institutions financières publiques arabes, celles-ci pouvant manipuler une grande partie des surplus pétroliers.

Plusieurs critiques peuvent être formulées sur la politique d'aide au développement des pays membres de l'OPEP.

Le tableau VII à la page 84 indique qu'entre 1974 et juin 1978 sur un total de 185.09 milliards de dollars de surplus financiers de l'OPEP, 47.25 milliards de dollars ont été transférés aux pays sous-développés, soit 26%

alors que 137.84 milliards de dollars ont été transférés vers les institutions financières des pays développés, soit 74%. La disproportion entre les deux parties est très grande. La politique financière des pays membres de l'OPEP est pacifique et dépendante des pays développés. Celle-ci nuit à l'efficacité valorique et numérique de l'apport et soutien financiers de l'OPEP aux programmes présentés par la CNUCED.

La Résolution XXXIV de l'OPEP le 28 juin 1973, lors de la 34^{ème} réunion ordinaire de la Conférence de l'OPEP à Vienne, appelait les pays membres à mettre en œuvre les actions appropriées dans un cadre bilatéral ou multilatéral pour renforcer la coopération avec les autres pays sous-développés.

Aussi, la critique principale formulée sur la politique de l'aide au développement de l'OPEP repose sur le caractère multilatéral de celle-ci.

En effet, selon Ibrahim F. I. Shihata :

Arab aid is characterized by the fact that a large part of it reaches the beneficiary countries by way of institutions in the running of which Arab countries do not have any great role, such as the World Bank Group or the International Monetary Fund. The sums paid by the Arab countries in the form of loans... are disposed of thereafter according to the decisions made by the individuals administering the institutions, without the Arab countries having an effective say on the boards of management, or a preminent role in the administrative organs.⁴⁷

Le tableau suivant présente les proportions de l'aide de l'OPEP allouées à diverses institutions financières pour le développement international. Les déboursements concessifs sont en partie alloués aux institutions nationales et multilatérales de l'OPEP, surtout à partir de 1975, alors que les

déboursements non-concessifs sont pour la plupart alloués aux institutions internationales.

TABLEAU VIII⁴⁸

**Déboursements nets de l'aide de l'OPEP, 1973-76
(en millions de dollars américains)**

Déboursements	1973	1974	1975	1976
- Concessifs	1 145.5	3 504.2	5 472.8	5 239.4
bilatéraux	1 043.0	3 038.3	4 920.9	4 405.5
multilatéraux	102.5	465.9	552.0	833.9
- Non-concessifs	445.9	4 057.0	5 984.3	3 738.6
bilatéraux	142.2	688.9	1 486.7	1 106.2
multilatéraux	303.7	3 368.1	4 497.6	2 632.5
TOTAL	1 591.4	7 561.3	11 437.1	8 978.1

Compte-tenu qu'une partie plus grande de déboursements concessifs est allouée aux institutions internationales qu'une partie plus petite de déboursements non-concessifs est allouée aux institutions nationales et multilatérales de l'OPEP, plus de la moitié de l'aide de l'OPEP se dirige vers les premières institutions. Or, comme nous l'affirme M.Hudson :

The international development lending institutions have proven to be an effective instrument for reducing the U.S.Share of the burden of providing development assistance.⁴⁹

En 1974, la BIRD vendit des bons d'une valeur de 2.3 milliards de dollars à l'OPEP, plus de 2/3 des ventes totales de la BIRD dans cette année-là alors que l'OPEP ne retint que 4.5% des droits de vote dans cette institution.

Quelle en est la conséquence de ce que nous avançons? M.Hudson nous

le résume en une phrase.

At best, oil-deficit Third World countries were to become intermediaries in a triangular relationship in which OPEC members channel part of their surplus to the poor countries, which in turn use them to import from the industrial countries⁵⁰.

ou pour repayer une partie de leurs dettes vis-à-vis des pays industrialisés;

Payments-surplus nations are thus to be exploited by America.⁵¹

La politique d'aide au développement caractérisée par le recours au co-financement est le résultat des deux déterminantes principales et intermédiaires.

En effet, les pays membres de l'OPEP disposant lors de la première crise pétrolière de 1973-74 d'institutions d'aide au développement rudimentaires ont recouru aux grandes institutions internationales traditionnelles : FMI, BIRD, etc. Les pays membres de l'OPEP ont de ce fait implicitement adopté les critères d'évaluation des projets de ces institutions, critères allant souvent à l'encontre des nécessités de développement de par leurs rationalités de rentabilité économique et non socio-politique.

Aussi, les dirigeants des pays membres de l'OPEP n'ont pas amorcé de projets d'envergure pour le perfectionnement des institutions nationales d'aide au développement.

Les pays membres de l'OPEP ne rendent pas hommage à leur pouvoir politico-économique. Le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud, à savoir les stratégies (prises de position et d'action) des pays membres de l'OPEP

connaît plusieurs difficultés.

Le recyclage des surplus pétroliers dans les institutions financières des pays développés a détourné une grande partie des sources financières des pays membres de l'OPEP qui aurait pu soutenir et créer plusieurs réformes, projets, accords et autres dans le cadre du dialogue Nord-Sud et du programme d'action pour l'instauration du NOEI.

Aussi, plusieurs fonds sont versés par les pays membres de l'OPEP aux institutions internationales traditionnelles d'aide au développement, celles-ci servant de piliers pour l'OEI.

Cette mauvaise gestion des surplus pétroliers est le résultat de la position de dépendance financière des pays membres de l'OPEP. Aussi, la politique financière des pays membres de l'OPEP renforce l'intégration financière étroite de ceux-ci dans l'OEI.

Cette position de dépendance a amoindri le pouvoir de chantage du pétrole dans le dialogue Nord-Sud. Les pays membres de l'OPEP, de par la position pacifique de leurs dirigeants et de par leurs besoins croissants de revenus pétroliers ont assumé et assument toujours la responsabilité d'approvisionnement de pétrole aux pays-développés. Les dirigeants des pays membres de l'OPEP ont adopté le concept d'interdépendance pour le développement économique international. Cependant, nous avons affirmé que la déterminante microscopique est intermédiaire de la déterminante macroscopique principale.

En effet, la dépendance financière initiale et l'intégration financière subséquente limitent la marge de flexibilité du processus décisionnel des

dirigeants des pays membres de l'OPEP en matière de stratégie financière pour le dialogue Nord-Sud.

Les deux prochaines parties examineront les politiques d'aide au développement (en matière de coopération Sud-Sud) et de développement économique national. Aussi, la troisième partie étudiera la position de dépendance économique des pays membres de l'OPEP et la conséquence de l'économie de rente pétrolière, à savoir l'intégration commerciale et technologique.

Cette position détermine également les stratégies que prennent les dirigeants des pays membres de l'OPEP aussi bien dans leurs prises de position que d'action.

Pour conclure le premier paragraphe du chapitre III, nous pouvons affirmer avec justification que les stratégies interdépendantes entreprises par l'OPEP en vue d'activer le dialogue Nord-Sud, celles-ci étant déterminées d'une part par le concept d'interdépendance adopté par les dirigeants de l'OPEP et d'autre part par la position de dépendance des pays membres de l'OPEP dans la DIT ont engendré l'intégration économique, surtout financière de ces derniers dans l'OEI. Ceci dit, le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud affaiblit la position du G-77 et perpétue les structures et institutions de l'OEI ainsi que les rapports politico-économiques entre les pays développés et les pays sous-développés, et de ce fait freine le passage de l'OEI au NOEI.

2) Analyse empirique de la deuxième sous-hypothèse.

Nous récapitulons la deuxième sous-hypothèse que nous analyserons

empiriquement dans les lignes qui suivent.

H. 1. B. Sous-hypothèse B) : Les programmes de coopération économique Sud-Sud (dans le contexte de notre thèse, entre pays membres de l'OPEP et les pays sous-développés importateurs de pétrole) ne favorisent pas une voie indépendante ou encore autodynamique de développement économique et social de et entre ces dits pays, et ce à la lumière des déterminantes macroscopique et microscopique.

Nous avons présenté dans la partie précédente du Chapitre III la politique multilatérale d'aide au développement des pays membres de l'OPEP ainsi que les institutions multilatérales de financement international de l'OPEP. Nous allons dans cette partie étudier la politique bilatérale d'aide au développement des pays membres de l'OPEP (soit la coopération économique Sud-Sud) ainsi que les institutions établies au niveau national.

a) L'aspect positif du rôle de l'OPEP dans la coopération Sud-Sud

Les six institutions établies au niveau national sont* :

- L'«Abu Dhabi Fund for Arab Economic Development» (Abu Dhabi Fund), fondé en décembre 1974. Celui-ci offre de l'aide économique aux pays arabes, africains, asiatiques et autres sous formes de prêts, d'assistance technique et de participation dans les actions;
- L'«Iraqi Fund for External Development» (Iraqi Fund), fondé en juin 1974. Celui-ci encourage le développement économique et social des pays sous-développés à travers des prêts pour projets, des investissements dans des projets et l'assistance technique;
- Le «Kuwait Fund for Arab Economic Development (Kuwait Fund), fondé en décembre 1961. Celui-ci assiste les pays sous-développés dans leurs efforts pour le développement économique à travers des prêts et subventions, l'assistance technique et la participation au capital des institutions de développement;

* Les titres sont en anglais. Nous avons gardé la traduction officielle des titres arabes dans la langue choisie par l'institution.

- L'«Organization for Investment, Economic and Technical Assistance of Iran» (Iran Organization), fondée en juin 1975. Celle-ci est une institution nationale de centralisation et réglementation de l'investissement iranien à l'étranger et de l'octroi de prêts et crédits pour le développement économique;

- Le «Saudi Fund for Development» (Saudi Fund), fondé en septembre 1974. Celui-ci octroie des prêts pour le financement de projets qui contribueront au bien-être économique et social des pays récipiends, et

- Le «Venezuelan Investment Fund» (VIF), fondé en juin 1974. Celui-ci promouvoit la coopération financière avec les pays sous-développés importateurs de pétrole à travers des prêts pour projets de développement économique.

En plus des six institutions énumérées ci-dessus, nous avons :

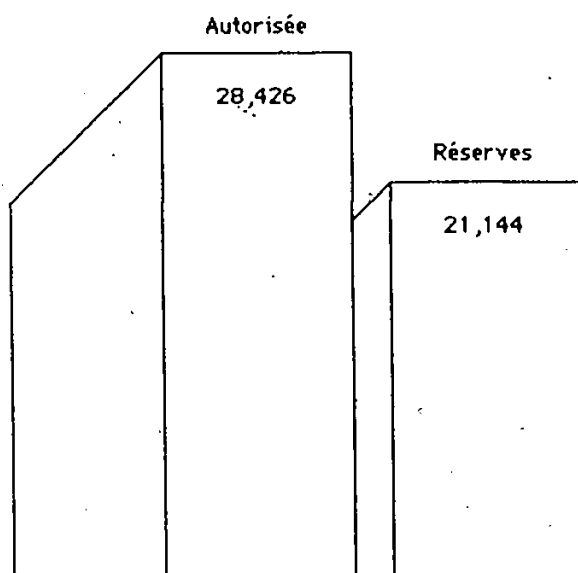
- La «Libyan Arab Foreign Bank», participant au financement pour le développement des pays du Tiers-Monde;

- L'«Arab Monetary Fund», encourageant la coopération entre pays arabes.

Les graphiques suivants donnent des détails supplémentaires sur les douze institutions d'aide de l'OPEP, soit multilatérales et nationales.

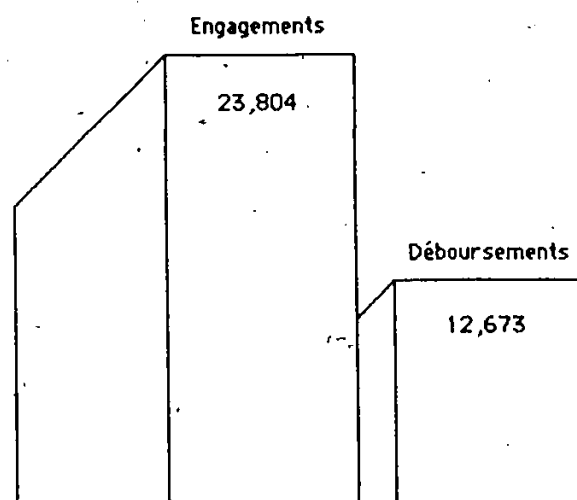
GRAPHIQUE I

Dotation totale en capital
de dix institutions de l'aide
de l'OPEP



GRAPHIQUE II

Engagements et déboursements
totaux de dix institutions de l'aide
de l'OPEP



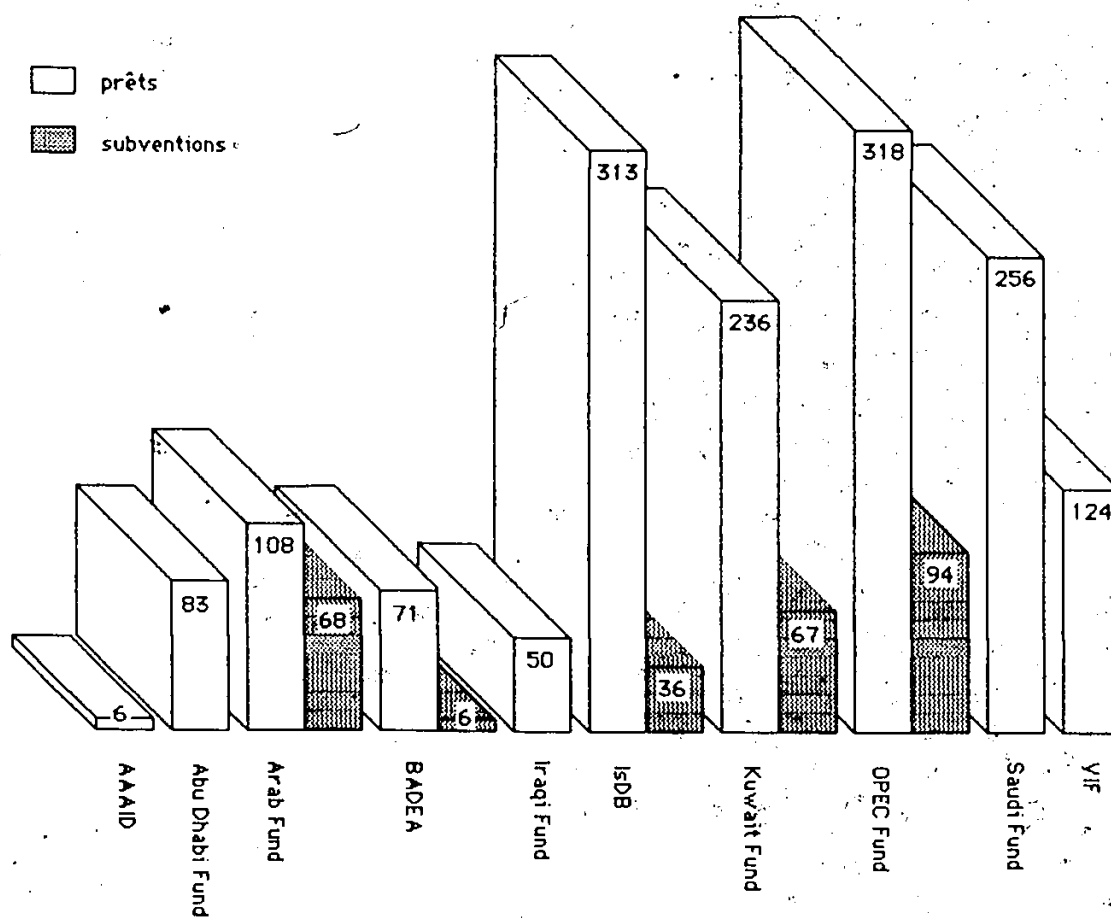
Non inclus : ISF et l'Iran Organization

(Chart 8, p. 27)

(Chart 9, p. 27)

GRAPHIQUE III

Nombre de prêts et subventions octroyés par les institutions
d'aide de l'OPEP à la fin de 1982



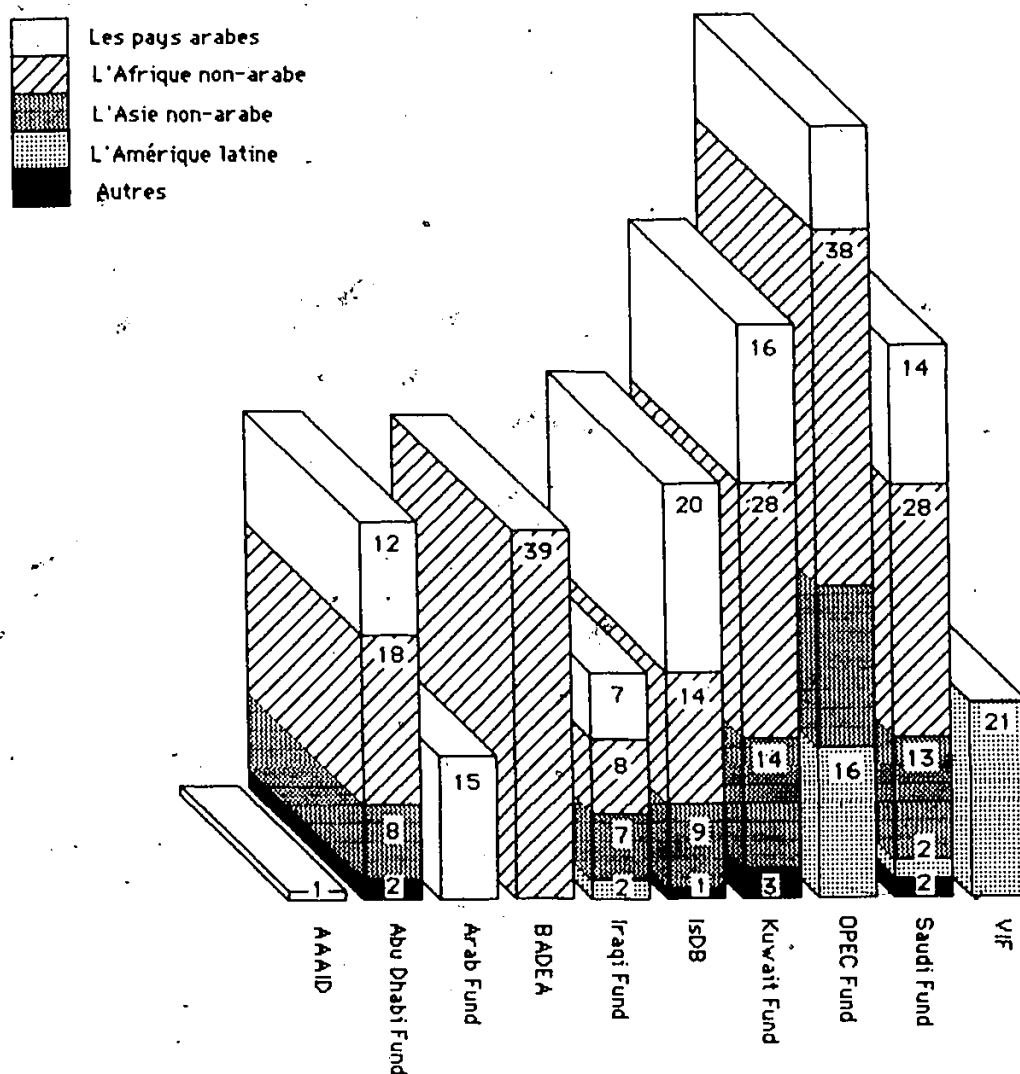
(Chart 13, p. 31)

Les subventions du Fonds de l'OPEP à d'autres agences internationales ne sont pas incluses.

GRAPHIQUE IV

L'étendue de l'aide de l'OPEP

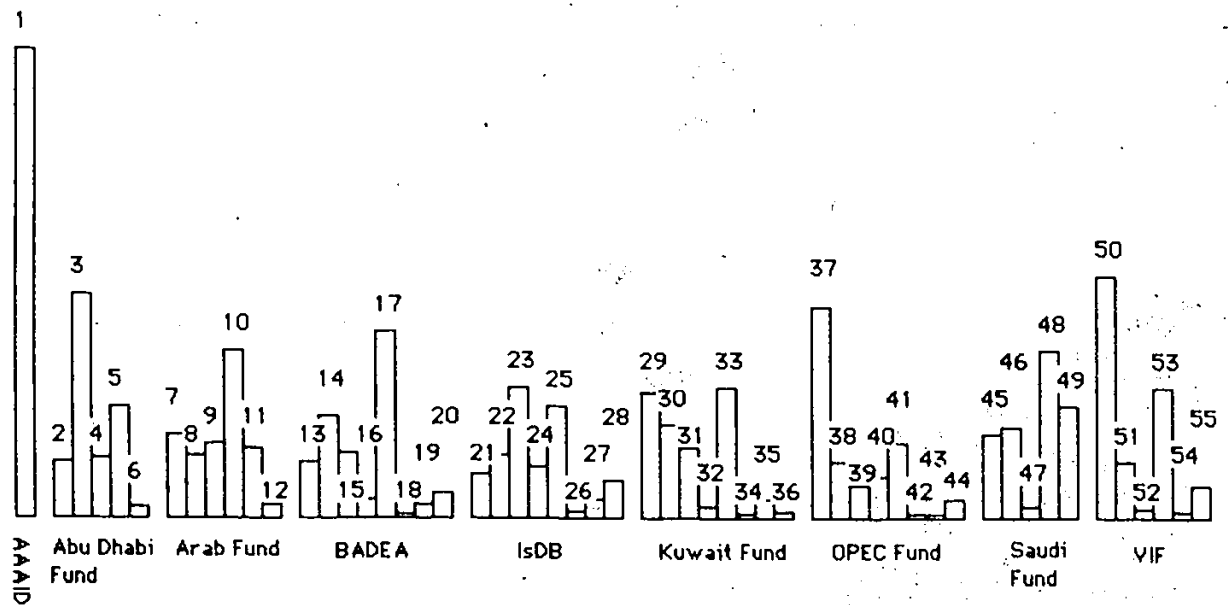
Nombres de pays récipients des dix agences de l'aide de l'OPEP et leur distribution géographique à la fin de 1982



(Chart 14, p. 32)

Nous remarquons dans ce graphique que la distribution géographique est équitablement répartie.

GRAPHIQUE V
Aide pour projets par secteur économique
 Distribution de prêts pour projets de 9 agences de
 l'aide de l'OPEP à la fin de 1982 (en pourcentage)



(GRAPH 15, P.33)

Source pour les 4 graphiques : The OPEC Fund for International Development, OPEC AID and OPEC AID Institutions - A Profile, N° 3, Vienne, 1983, 36 pages.

1.	100%	Agriculture et Industrie agricole
2.	12%	Agriculture et industrie agricole
3.	49%	Industrie
4.	13%	Transports
5.	24%	Distribution d'eau et systèmes d'égouts
6.	2%	Autres
7.	18%	Energie
8.	13,5%	Agriculture et industrie agricole
9.	15,5%	Industrie
10.	35,5%	Transports
11.	15%	Distribution d'eau et systèmes d'égouts
12.	2,5%	Autres
13.	12%	Energie
14.	22%	Agriculture et industrie agricole
15.	14%	Industrie
16.	4%	Banques nationales de développement
17.	39%	Transports
18.	0,5%	Télécommunications
19.	3%	Distribution d'eau et systèmes d'égouts
20.	5,5%	Autres
21.	9%	Energie
22.	15%	Agriculture et industrie agricole
23.	28%	Industrie
24.	11%	Banques nationales de développement
25.	23%	Santé
26.	1,5%	Education
27.	4%	Télécommunications
28.	8,5%	Autres
29.	27%	Energie
30.	21%	Agriculture et industrie agricole
31.	15,5%	Industrie
32.	2,5%	Banques nationales de développement
33.	28,5%	Transports
34.	0,5%	Télécommunications
35.	4%	Distribution d'eau et systèmes d'égouts
36.	1%	Autres
37.	50%	Energie
38.	12,5%	Agriculture et industrie agricole
39.	7%	Industrie
40.	9,5%	Banques nationales de développement
41.	16%	Transports
42.	0,5%	Education
43.	0,5%	Télécommunications
44.	4%	Distribution d'eau et système d'égouts
45.	18%	Energie
46.	19%	Agriculture et industrie agricole
47.	3%	Industrie
48.	37%	Transports
49.	23%	Autres
50.	52%	Energie
51.	11%	Agriculture et industrie agricole
52.	1,3%	Industrie
53.	29%	Transport
54.	1%	Distribution d'eau et systèmes d'égouts
55.	7%	Autres

Nous remarquons dans ce dernier graphique la prépondérance des secteurs d'agriculture et industrie agricole, d'industrie, de transports et d'énergie. Les autres secteurs sont équitablement desservis.

Les principaux domaines pour lesquels l'OPEP emploie ses surplus sont:

- l'exploitation et le traitement de la richesse minière incluant les ressources énergétiques. Le G-77 avait proposé à l'OPEP à l'UNCTAD IV à Nairobi en 1975 de financer des projets d'exploration de ressources minières tout en participant aux actions de telles entreprises.

Exemple :

Kimbiji Hydrocarbon Exploration Project

- . Loan of US \$10.0 million; interest-free; 20-year maturity, including a 5-year grace period; July 15, 1982

- . Financier : OPEC FUND (will also administer loan directly)

- . Executing Agency : Tanzania Petroleum Development Corporation (TPDC) total cost : US \$16.18 million.

The Government of Tanzania will use the loan proceeds for the complementary financing of the Kimbiji Hydrocarbons Exploration Project. The project, which involves technical and financial cooperation between an OPEC member country (Algeria) and another developing country constitutes part of Tanzania's overall program to appraise the hydrocarbon reserves of the Kimbiji region, a coastal area 38 km southeast of Dar-es-Salaam. The program consists of three deep exploration wells, the first of which (Kimbiji East-1) was drilled in 1981-82 using a rig and personnel provided by SONATRACH, the Algerian State Oil Company, and was financed by a US \$10 million loan from the Algerian Government. The Fund's loan aims at assisting the Government of Tanzania in completing the program with the cooperation of SONATRACH.^{52a}

- Production alimentaire

Les pays membres de l'OPEP en collaboration avec les pays sous-développés importateurs de pétrole montent des projets visant l'accroissement de la production alimentaire de ces pays.

Exemples (Veuillez vous référer à l'Annexe I, références, n°84/2 et n°84/7) :

- Les ressources forestières

L'OPEP finance des projets d'exploitation des ressources forestières.

Exemple :

Guyana - OPEC FUND :

Upper Demerara Forestry Project.

. Allocation : US \$2.0 million; July 21, 1982.

The project's aim is to increase exports of marketable wood products and gradually to introduce lesser known species to the international markets. It will also improve the present supply of lumber for domestic construction; particularly housing. For these purposes, the project will utilize the timbers in an area of approximately 152,000 ha. located between the Demerara and Essequibo Rivers, to produce sawn lumber, piles and poles.^{52b}

- L'industrie manufacturière

L'OPEP finance des projets dans l'industrie manufacturière en vue surtout d'augmenter la commercialisation de ces produits entre pays sous-développés.

Exemple :

Afghanistan-OPEC FUND.

Cotton Textile Mill at Kandahar.

. Allocation : US \$3.75 million equivalent;
August 11, 1977

. Total cost : US \$41.7 million

The designed yearly production capacity of this textile plant is 40 million meters of cotton yarn and

10 million meters of grey cloth.

The project is expected to have a financial rate of return of 35%.

Employment will be provided^{52c} for some 4,000 persons^{52c}

- L'infrastructure (transports ou utilisation de ressources énergétiques).

L'OPEP finance pour la plupart des projets dans ce domaine car elle privilégie celui-ci. Les exemples sont nombreux; nous vous présentons des échantillons.

- Exemples : veuillez vous référer à l'Annexe I, références, n°84/4, n°84/5, n°84/6, n°84/9, n°13/84, n°15/84, n°84/20, n°21/84 et n°22/84.

- Le redressement de la balance de paiements des pays sous-développés

L'OPEP finance une partie du déficit dans les balances de paiements des pays sous-développés importateurs de pétrole.

- Exemples : veuillez vous référer à l'Annexe I, références, n°14/84 et n°84/18.

Depuis 1974, le commerce entre les pays membres de l'OPEP et les pays sous-développés s'accroît en moyenne de 40% par an.⁵³

Selon la CNUCED, les instruments principaux permettant de renforcer la coopération entre les pays sous-développés sont :

- un système mondial de préférences commerciales entre pays sous-développés,
- la coopération entre organismes de commerce d'Etat, et
- la création d'entreprises multinationales de commercialisation.

L'OPEP a tenté d'appliquer ces instruments dans la politique bilatérale

d'aide au développement et ce dans la coopération inter-arabe.

La coopération inter-arabe se fait dans le cadre de l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole). L'OPAEP, fondée en 1968 est une organisation inter-arabe de coopération économique et un instrument d'intégration régionale et elle comprend dix membres, soit l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Bahrein, l'Egypte, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Qatar et la Syrie. La politique de l'OPAEP est d'instaurer entre les pays arabes une coopération destinée à promouvoir les investissements, la formation et la recherche technologique dans les pays membres.

De ce fait, plusieurs sociétés mixtes ont été créées dont l'«Arab Maritime Petroleum Transport Corporation» (1972), l'«Arab Ship Repair Yard» (1968), l'«Arab Petroleum Investment Corporation» (1975), l'«Arab Petroleum Service Company» (1977), l'«Arab Petroleum Training Institute» (1979). Le tableau suivant présente quelques exemples de sociétés mixtes inter-arabes

TABLEAU IX⁵⁴

Quelques exemples de sociétés mixtes inter-arabes

Date	Valeur en millions de \$	Objet	Firme	Pays concernés
1974	100	Création de l'Autorité soudano-saoudienne pour l'exploitation commune des ressources de la Mer Rouge	Etat à Etat	Soudan-Arabie Saoudite
1975	n.d.	Société commune pour la réalisation de la raffinerie de pétrole brut de Mogadishio, capacité 10 000 b/j.	Etat à Etat	Irak-Somalie
1976	10	Participation de 5% de la Libye dans la compagnie de potasse arabe à Amman		Jordanie-Libye
mai 1977	440	Création de sociétés mixtes koweïto-yéménites dans les domaines suivants : textiles, hôtellerie, construction, etc. dont une cimenterie de 300 000 tonnes	Firmes publiques et privées	Koweït-Yémen
nov. 1977	30	Création d'une société Irak-Yémen au Sud des pêches	Etat à Etat	Irak-Yémen du Sud
1979	n.d.	Création d'une société irako-koweïtienne de coopération agricole destinée à promouvoir la culture du riz et des légumes et l'élevage des poulets en Irak dans le gouvernorat de Misan		Irak-Koweït
1979	100	Participation de l'Arabie Saoudite au capital de la OMAN Mining and Construction Company pour un complexe cuprifère de 20 000 t/an		Arabie Saoudite OMAN
1979	360	Création de la Société Arabe Minière		Projet Irak-Libye-Pays du Golfe et Mauritanie
1979	1 000	Création d'une société d'investissements		Koweït-Libye
1980	50	Unités communes d'investissements agricoles et industriels		Syrie-Arabie Saoudite

Les exemples donnés ci-dessus illustrent la tentative des pays membres de l'OPEP d'appliquer deux des trois instruments mentionnés ci-dessus.

En ce qui concerne le premier instrument, un système inter-arabe de préférences commerciales entre pays arabes n'a pas encore été établi.

Quelles critiques pouvons-nous apporter à la politique bilatérale d'aide au développement des pays membres de l'OPEP?

b) Analyse critique du rôle de l'OPEP dans la coopération Sud-Sud

La CNUCED à chaque reprise a réaffirmé l'importance de la coopération économique Sud-Sud (pays du Tiers-Monde) pour l'instauration du NOEI.

Cependant, la coopération économique Sud-Sud (pays membres de l'OPEP, pays sous-développés importateurs de pétrole) reste modeste.

Premièrement, celle-ci reste modeste financièrement car comme nous l'avons démontré dans les parties précédentes du Chapitre III, les surplus pétroliers sont en grande partie recyclés dans les économies des pays développés et une grande part des surplus pétroliers destinée à l'aide au développement est fournie aux institutions internationales traditionnelles d'aide au développement. Nous avons étudié les raisons, soit la position de dépendance financière des pays membres de l'OPEP.

Deuxièmement, celle-ci reste modeste dans son application. La coopération économique Sud-Sud se limite à des relations entre les pays membres de l'OPEP et les pays sous-développés importateurs de pétrole où ces premiers subventionnent et offrent des prêts à ces derniers. Seule la coopération inter-arabe échappe à ces relations bien que certaines

faiblesses sont à préciser.

En effet, la faiblesse principale se retrouve dans les échanges commerciaux et techniques. La part des échanges entre pays arabes n'intervient qu'à raison de 5.2% dans le total des échanges économiques de ces pays alors que 30% des importations des pays membres de l'OPEP viennent de la CEE et 50% des exportations des pays membres de l'OPEP partent pour la CEE. Les Etats-Unis viennent en seconde position pour les importations et le Japon pour les exportations.⁵⁵ Nous étudierons la position de dépendance commerciale et technologique des pays membres de l'OPEP dans la troisième et prochaine partie.

La coopération économique Sud-Sud n'est pas encore à un stade avancé. Comme nous l'affirme Ibrahim F. I. Shihata :

The transfer of resources among developing countries for the creation of new real investments is still limited... A number of bilateral and multilateral investment corporations have been established mainly between Arab/OPEC sources and other developing countries. National investment companies in the Gulf area are slowly increasing their activities in developing countries... these are welcome developments. They should gradually open the door for an increase in the real wealth of the South, converting the paper claims held with Western banks into new productive investments.⁵⁶

Les faiblesses organisationnelles dans les réseaux de communications et financiers, dans le processus administratif d'évaluation et d'application des programmes de coopération Sud-Sud, et, dans les échanges commerciaux et techniques sont les résultats de la déterminante principale macroscopique.

De plus, la déterminante intermédiaire influe sur les politiques

bilatérales d'aide au développement des pays membres de l'OPEP. Ces politiques reposant sur le concept d'interdépendance négligent les rapports Sud-Sud et l'établissement de réseaux financiers, commerciaux et administratifs en vue de promouvoir ces rapports.

En guise d'illustration, l'Inde avait pris l'initiative de réunir à New Delhi, du 22 au 24 février 1982, une Conférence consultative du Sud. Celle-ci devait examiner le renforcement de la coopération Sud-Sud. Quarante-quatre pays du G-77 sont venus sur invitation, par contre des pays membres de l'OPEP, seul le Koweït y a participé, l'Arabie Saoudite déclinant son invitation.

La position des dirigeants des pays membres de l'OPEP (surtout l'Arabie Saoudite) vis-à-vis de la coopération économique Sud-Sud est réformiste et passive.

L'Algérie se distancie de par sa position et son expérience en matière de développement de la coopération Sud-Sud.⁵⁷

L'Algérie soutient fermement les tentatives du Tiers-Monde visant le renversement des relations entre les pays développés et sous-développés. De ce fait, celle-ci a formulé un programme pour la promotion de la coopération algérienne-autres pays sous-développés qui touche plusieurs secteurs : commercial, technologique, industriel, financier, de communication et autres.

Cependant, les pays membres de l'OPEP ne se sont pas ralliés à l'Algérie dans sa position et son expérience.

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que les programmes de

coopération économiques Sud-Sud sont en premier lieu limités financièrement du fait du recyclage massif des revenus pétroliers dans les institutions financières des pays développés et dans les institutions traditionnelles d'aide au développement, et en deuxième lieu limités institutionnellement du fait d'une part des lacunes dans l'infrastructure structurelle et de communications et d'autre part de la nature non coopérative des projets qui se bornent aux prêts et subventions non-intégrés dans un programme compréhensif de coopération économique Sud-Sud.

De ce fait, les programmes de coopération économique Sud-Sud (pays membres de l'OPEP et pays sous-développés importateurs de pétrole) ne favorisent pas un accroissement sensible des relations Sud-Sud (relations commerciales, financières, culturelles, etc.) et ne favorisent pas la création d'une infrastructure structurelle permettant une coopération compréhensive et intégrée Sud-Sud, en vue de remplacer en partie et pallier aux relations inégales et rapports inégaux entre les pays développés et sous-développés, soit ériger une voie indépendante ou encore autodynamique de développement économique entre les pays sous-développés.

Les stratégies interdépendantes engendrent des prises de position et d'action non-intégrationnistes en matière de programmes de coopération économique Sud (OPEP)-Sud (pays sous-développés importateurs de pétrole). Le rôle de l'OPEP dans la coopération Sud-Sud est le résultat des déterminantes intermédiaire microscopique et principale macroscopique.

Nous aborderons dans les lignes qui suivent l'analyse empirique de la troisième sous-hypothèse, à savoir l'étude du rôle de l'OPEP dans les programmes nationaux de développement économique et social respectifs aux pays membres de l'OPEP.

3) Analyse empirique de la troisième sous-hypothèse

Nous récapitulons la troisième sous-hypothèse que nous analyserons empiriquement dans les lignes qui suivent.

H.1.C. Sous-hypothèse C) : Les programmes nationaux socio-économiques respectifs aux pays membres de l'OPEP ne favorisent pas une voie indépendante ou encore autodynamique de développement économique et social de ces dits pays, et ce à la lumière des déterminantes macroscopique et microscopique.

a) Le rôle relativement positif de l'OPEP dans les programmes nationaux socio-économiques

Les pays membres de l'OPEP ne forment pas un groupe solidaire et uniforme aussi bien politiquement qu'économiquement pour confronter les pays membres de l'OCDE.

L'escalade des moyens militaires est un exemple de méfiance politique entre pays membres de l'OPEP. Depuis la guerre irako-iranienne débutant en 1980, l'OPEP a dépensé une grande partie de ses surplus dans les achats d'armes. Les ventes américaines d'armes à l'Arabie Saoudite se sont élevées à 18 milliards de dollars en 1977. Les commandes d'armes de l'Iran à l'étranger s'élevaient en 1979 à \$12 milliards de dollars.⁵⁸ Aussi, en 1984-85, un porte-parole iranien de l'organisation du plan et du budget a

déclaré que l'Iran dépensera pour sa défense 5,7 milliards de dollars.⁵⁹

Aussi, les conflits à l'intérieur de l'OPEP correspondent à des divergences structurelles d'intérêts entre les économies pétrolières, l'optimisation, par chaque pays, de son économie ou encore de ses gisements nécessitant l'adoption de stratégies différentes sinon opposées.

Les pays ne sont pas égaux dans leurs possessions de ressources et l'utilisation de celles-ci, comme l'indiquent les tableaux suivants :

TABLEAU X^{60a}

Réserves et production au 31 décembre 1982

	Réserves de pétrole brut milliards de barils			Production de pétrole brut (1,000 barils par jour)		
	1981	1982	% changement	1981	1982	% changement
Algérie	8.1	9.4	16.0	797.8	704.5	-11.7
Equateur	0.9	1.4	55.6	211.1	210.3	-0.4
Gabon	0.5	0.5	0.0	151.4	155.1	2.4
Indonésie	9.8	9.6	-2.0	1 604.2	1 324.8	-17.4
Iran	57.0	55.3	-3.0	1 315.9	2 391.3	81.7
Irak	29.7	59.0	98.7	897.4	1 012.1	12.8
Koweït	67.7	67.2	-0.7	1 129.7	824.3	-27.0
Libye	22.6	21.5	-4.9	1 217.8	1 144.5	-6.0
Nigeria	16.5	16.8	1.8	1 439.6	1 287.0	-10.6
Qatar	3.4	3.4	0.0	415.2	332.0	-20.0
Arabie Saoudite	167.9	165.3	-1.5	9 808.0	6 483.0	-33.9
EAU	32.2	32.4	0.6	1 502.3	1 248.8	-16.9
Vénézuéla	19.9	21.5	8.0	2 108.3	1 895.0	-10.1
TOTAL OPEP	436.2	463.3	6.2	22 598.7	19 012.7	-15.9

Nous remarquons la prépondérance de l'Arabie Saoudite.

TABLEAU XI^{60b}

**Capacités de raffinage des pays membres 1982
(barils par jour)**

Algérie	471.2
Equateur	94.5
Gabon	44.0
Indonésie	471.0
Iran	560.0
Irak	305.5
Koweït	594.0
Libye	130.0
Nigéria	247.0
Qatar	12.2
Arabie Saoudite	1 028.0
EAU	135.0
Vénézuela	1 323.1
TOTAL OPEP	5 415.5

La différence dans les prix de pétrole brut est également souvent fortement débattue et contestée. L'Annexe III reproduit l'évolution des prix de pétrole brut de l'OPEP du marché libre de janvier 1984 jusqu'à juillet 1984. Les débats se polarisent entre les «Hawks» demandant des hausses de prix souvent nécessaires pour financer leurs économies et leurs achats d'armes et les «doves» prêchant la modération telle l'Arabie Saoudite en vue de favoriser la stabilité politique et économique internationale.

Les débats sont aussi sur les quote-parts de production. Un cartel

synchronise les divers intérêts, soit en fixant les prix, soit en fixant la production. L'année 1984 voit le problème du Nigéria se régler. Celui-ci voulait augmenter sa production en vue d'augmenter ses revenus, suite à la baisse des prix de pétrole brut. Le bulletin de l'OPEP de février nous fait part :

Fears have been expressed that Nigeria's economic problems might encourage the administration to go against OPEC Accords by lowering the price and increasing output... Brigadier Mohammed Nasko said that Nigeria will abide by the decision of OPEC.⁶¹

La solidarité entre les membres de l'OPEP aurait pu être un atout qui a été négligé par ceux-ci lors des débats au sein des conférences de la CNUCED et autres séminaires sur le développement international.

Que pouvons-nous affirmer sur les programmes nationaux de développement économique et social. Ces programmes, comme nous le démontrent plusieurs exemples tirés d'ouvrages littéraires, ne manquent pas.

Les pays producteurs de pétrole élaborent des programmes ambitieux pour accélérer leur développement et améliorer le niveau de vie de leurs populations. L'OCDE distingue deux catégories de pays de l'OPEP :

1) ceux qui dépensent la quasi-totalité de leurs recettes d'exportation (l'Algérie, l'Iran, l'Irak, le Nigéria, l'Indonésie, le Vénézuéla, l'Equateur et le Gabon) et

2) ceux dont la demande d'importations reste inférieure à leurs recettes d'exportations (l'Arabie Saoudite, le Koweït, les EAU, la Libye et le Qatar).

Quelques pays de la première catégorie ont adopté la perspective du développement économique centripète alors que la plupart des pays de la deuxième catégorie ont adopté la perspective du développement économique centrifuge.

Nous présenterons des programmes de développement économique et social des pays membres de l'OPEP non centrés directement sur l'industrie pétrolière.

Pour l'Arabie Saoudite :

The Saudi Fourth Development Plan (1985-89) will aim at completing the provision of the kingdom's basic infrastructure, planning minister Hisham Nazer said here.

Outlining the objectives of the plan, Nazer said the private sector would become more involved in social and economic spheres which would witness greater integration with gulf cooperation council states.

The plan would also concentrate on improving social welfare and enhancing the standard of living. Nazer said mineral and marine resources would be developed and there would be a diversification of production from petrochemicals to industry and agriculture.

Although every effort would be made to reduce the Kingdom's dependence on revenue from oil exports, Nazer said Saudi Arabia would continue to depend on income from oil and its derivatives for a long time, unless a technological breakthrough was made in either agriculture or minerals.⁶²

Le quatrième plan, tout en tenant compte de l'infrastructure, du bien-être social met l'emphasis sur l'industrie pétro-chimique comme industrie industrialisante se répercutant sur les autres secteurs industriels et l'agriculture. Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, l'Arabie Saoudite raffinait 1,028 b/j et produisait en 1982, 530 tonnes

d'ammoniaque.

La Libye construit depuis 1973 avec ses revenus pétroliers un système de bien-être social compréhensif en développant les secteurs d'éducation, de santé, d'habitation et surtout l'agriculture qui reçoit à chaque plan quinquennal plus de 20% de fonds monétaires.

Cependant, le second plan de développement 1973-75 alloua 34% de l'investissement à l'industrie, surtout pétrolière, contre 7% à l'agriculture, 13,4% à l'infrastructure, 8,4% à l'éducation et 3% à la médecine.⁶³ Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, la Libye raffinait 130 b/j et produisait en 1982, 66 tonnes d'ammoniaque et 330 tonnes de méthanol.

Pour l'Indonésie :

Power Generation Programme to be diversified - Subroto

Djakarta, December 30 - Oil accounted for 79.3 per cent of Indonesia's commercial energy consumption in 1982-83, according to mines and energy minister Subroto.

He said wednesday at the inauguration ceremony of a hydroelectric power plant in Agam Regency, West Sumatra, that the current energy diversification programme was also being applied to power generation and a number of non-oil power generating projects were already under construction.

The minister said in the last three development plans, \$3.2bn had been spent on the development of the power sector, the Maninjau hydropower plant alone cost \$67m of which \$39.7m had come in loans from the Asian Development Bank.

Preparations are underway for the construction of another hydropower plant and one coal-fired power plant in West Sumatra during the fourth five-year plan.

Experts say West Sumatra, which has a hydropower potential of 3,000 mw, possesses enough resources to become an important industrial region. The province abounds in a variety of minerals and possibly has oil and natural gas reserves.⁶⁴

First Indonesian Nuclear Plant to be built in Central Java

Semarang, Indonesia - The Indonesian government is planning to build its first nuclear power plant in Central Java as part of a programme to set up a series of electricity generating stations on the island.

Mines and energy minister Subroto said the nuclear plant would be the biggest electricity generator in Java.

Work has begun on a hydropower plant at MRICA, Central Java, which should be completed by 1989; while a similar project at nearby Naung will start in the next five-year development plan. The government is also planning to build a coal-fired plant in Central Java.⁶⁵

L'économie indonésienne est basée sur l'agriculture et le pétrole. Ces deux secteurs non seulement contribuent le plus au P.I.B. mais aussi représentent les plus grandes sources de revenus provenant des exportations de ces produits. Les plans de diversification de consommation d'énergie visent d'une part la conservation du secteur pétrolier et le développement du secteur agricole.

Cependant, le secteur industriel se limite en grande partie au secteur des hydrocarbures. En 1981, les investissements dans ce secteur montaient à 3.5 milliards de dollars. Aussi, en 1980-81, les exportations de pétrole brut et gaz atteignaient le pourcentage de 73,21% des exportations totales.⁶⁶

Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, l'Indonésie raffinait 471 b/j et produisait en 1982 2,205 tonnes d'ammoniaque.

Pour les Emirats Arabes Unis :

UAE to embark on new projects

Abu Dhabi, January 3 - The United Arab Emirates is to embark on a series of major projects during 1984, among them a 250-bed casualty hospital in Abu Dhabi and the restructuring of another with a 200-bed capacity at Ajman, according to the planning ministry.

Last year health projects accounted for \$350.85m, in addition to \$28.33m spent on medical equipment, with \$4.63m going to health clinics.

The biggest project currently being carried out by the ministry of electricity and water is the \$58.57m power supply and distribution scheme for Ras Al Khaimah.

Other projects under construction in the Northern Emirates are the \$19.34 million electrification scheme, the \$3.27m expansion scheme of the Dibba power station and the laying of power cables linking Kalba, Fujairah, QIDFA, Khor Fakkan and Dibba at a cost of \$20.43m.

The ministry is constructing additional power generating units worth \$32.69m in these towns.

A rural electrification project is also nearing completion in the Northern Emirates at a cost of \$10.9m, with \$13.62m earmarked for a similar scheme.⁶⁷

UAE to encourage more light industries

Abu Dhabi - Industry and finance minister Hamdan Bin Rashid El Maktoum has said that the government is to encourage the setting up of more light industries in the United Arab Emirates.

He said the policy would operate in collaboration with other members of the six-nation Gulf Cooperation Council (GCC) to avoid duplication.

The minister pointed out that the recently established Emirates Industrial Bank would work out the «Appropriate base» for future industries and contribute to their financing, it would also contribute to existing industrial projects, including those owned by the government and private sector.

He urged the private sector to be more active in the country's economic activities. Noting the «very successful experiments» of the Emirates telecommunications corporation.

Hamdan said his ministry supported a proposal to sell up to 40 per cent of the corporation's shares to the public, and he stressed that the UAE did not prevent foreign capital contributing to major

Industrial projects, which were being encouraged to meet the needs of local and other gulf markets.⁶⁸

Nous remarquons dans ces projets l'importance mise sur l'infrastructure, les industries légères, les secteurs de développement social. Cependant, des dépenses annuelles des EAU de 18,535 millions de dirhams en 1980, 0,52% est allé à l'agriculture et pêche, 1,7% à l'infrastructure, 1% au logement, 5,3% à la médecine, 6,6% à l'éducation et 51% à l'industrie, surtout pétrolière. Aussi, les exportations pétrolières fournissent 90% des revenus des EAU.⁶⁹ Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, les EAU raffinaient 135 b/j.

Pour l'Equateur :

Ecuador's 1984 economic growth estimated at 2.2 per cent

Quito - Ecuador's economic growth will reach 2.2 per cent this year, according to estimates by the Central Bank.

The bank bases its estimates on improvement in the national economy following the government's economic stabilization programme.

It says that improvement expected in the agricultural and oil industries is the major factor contributing to the economic growth.⁷⁰

Les exportations pétrolières entre 1979-81 revenaient à 62.2% des exportations totales, le reste comprenant des exportations agricoles. Aussi, les dépenses budgétaires reviennent en grande partie aux projets énergétiques.⁷¹ Selon le rapport annuel de 1982, l'Equateur raffinaient 94.5 b/j.

Pour le Koweït et le Venezuela :

Kuwait and Venezuela to collaborate in petrochemicals

Caracas - OPEC members Kuwait and Venezuela are expected to establish close collaboration in the

development of their petrochemical industries.

At a meeting between Hernan Anzola of Venezuela's ministry of mines and energy and Adnan Al-Meer, head of Kuwait's Petrochemical Industry, several proposals were discussed.

Al-Meer was particularly interested in establishing working relations with the Venezuela petrochemical personnel training centre.⁷²

Le secteur pétrolier représentait 7% du PIB du Koweït en 1980.

Le budget du Koweït de 1981-82 pour le montant de 3,007.7 millions de dinars a été partagé comme suit : 1,139.2DK au Ministère des finances, surtout pour les projets énergétiques, 538.6DK au Ministère des travaux publics et 221.5DK au Ministère de l'éducation.⁷³ Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, le Koweït raffinait 594 b/j et produisait en 1982 660 tonnes d'ammoniaque.

Le secteur pétrolier représentait 23.6% du PIB du Venezuela en 1980. Cependant, les revenus pétroliers montaient à 62.2% des revenus totaux du Venezuela en 1980. La concentration des dépenses budgétaires lors du plan 1980-85 vise surtout les industries de base (métallurgie et aluminium, électricité, minéral de fer et charbon, et industrie pétrolière) et l'infrastructure (les routes et chemins de fer). Les dépenses budgétaires en 1980 pour le développement social atteignaient 11.4% des revenus totaux de la même année.⁷⁴ Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, le Venezuela raffinait 1,323.1 b/j et produisait en 1982 150 tonnes d'éthylène et 792 tonnes d'ammoniaque.

Pour le Nigéria :

Nigeria to get two petrochemical plants

Lagos, March 1 - The foundation stones of Nigeria's first two petrochemical plants at Kaduna and Warri will be laid this month by professor Tam David-West, minister of petroleum and energy, the

Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) confirmed here today.

The Kaduna plant will have an annual output capacity of 30,000 tons of linear alkyl benzene, while the Warri plant will produce 55,000 tons of polypropylene and 25,000 tons of carbon black a year.

The petrochemical plants, near the Kaduna and Warri refineries, will make use of their by-products for feedstock and will save the country about half a billion dollars annually in foreign exchange.⁷⁵

Le budget du Nigéria qui, pour 1984-85, monterait à 13.35 milliards de dollars, accorderait la priorité à l'industrie surtout pétrolière et énergétique, et l'agriculture. Les exportations pétrolières des quatre premiers mois de 1984 ont apporté 3.34 milliards de dollars de revenus à l'Etat. Les revenus pétroliers monteraient à environ 75% des revenus totaux. Aussi, comme l'indiquent l'article ci-dessus et les entreprises en matières d'exploration et d'exploitation, de raffinage, de pétrochimie et autres de la Compagnie nationale pétrolière du Nigéria, l'emphase est mise sur l'industrie pétrolière.⁷⁶ Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, le Nigéria raffinait 247 b/j.

Le Gouvernement algérien a fondé par décret le 31 décembre 1963 la SONATRACH (Société nationale pour la recherche, la production, les transports, le traitement et la commercialisation des ressources pétrolières). Celle-ci connaît dans les domaines susmentionnés des résultats encourageants. Le second plan quadriennal 1974-77 allouait des investissements totaux, 43.5% à l'industrie, 14% à l'infrastructure, 13.3% aux services sociaux et au logement et 10.9% à l'agriculture. En 1980, la production totale de pétrole était de 51.5 millions de tonnes et la capacité

de raffinage de 21.8 millions de tonnes. Aussi, en 1981, les revenus pétroliers et gazifères contribuaient jusqu'à 67.6% de revenus budgétaires totaux. Les hydrocarbures comptabilisent 95% des revenus totaux d'exportations. Dans le budget de 1982, 14.4 milliards de dollars étaient alloués au secteur des hydrocarbures.⁷⁷ Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, l'Algérie raffinait 471.2 b/ et produisait 120 tonnes de méthanol.

Pour le Qatar :

Qatar to use solar energy to grow fruit and vegetables

Doha, January 23 - Qatar is to build a pilot agricultural project to grow fruit and vegetables all the year round using solar energy, sand and sea water.

Construction of the Japanese-designed plant begins in April at the UMM said industrial complex under the supervision of the Qatar industrial development technical centre (IDTC).

An IDTC spokesman said the project would include a six-lane experimental farm and a network of underground water pipes to keep the sand constantly humid by making use of non-salt vapour produced by solar energy.

Qatari revenues from agriculture and fishing reached \$57m last year. Dairy products and fish brought in \$24.97m, meat \$6.31m, fruit and vegetables \$22m and green fodder \$12.91m.⁷⁸

Qatari budget shows deficit but development continues

Doha - The new Qatari budget shows a deficit of \$1.36bn - a reflection of falling oil revenues, coupled with a determination to continue with major development projects.

State revenues are estimated at \$3.27bn against expenditure of \$4.64bn, with defence and security projects and consultancy and technical research receiving the largest share of \$325.07m.

Other major allocations go to housing and public buildings (\$275.3m), industry and agriculture (\$201.3m), electricity and water (\$201.8m), transport and communications (\$153.8m),

education (\$150.4m), social services (\$78.8m) and health (\$34.1m).⁷⁹

Comme l'indiquent les deux articles, le Qatar est impliqué dans les projets de développement socio-économique. Cependant, les exportations pétrolières en 1980 représentaient 95% des exportations totales, et les revenus pétroliers en 1981 représentaient 92% des revenus totaux. L'industrie pétrolière recevait en 1980 20% des investissements étatiques.⁸⁰ Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, le Qatar raffinait 12.2 b/j et produisait en 1982 280 tonnes d'éthylène.

Pour l'Iran :

Iran to spend \$12.5bn on development in 1984-85

Bandar Abbas - Iran will spend \$12.5bn on economic and industrial development in 1984-85, against \$5.7bn for defence, it has been officially stated.

A spokesman for the plan and budget organization said steps were being taken to cut government borrowing from banks. Since the financial year began in March, only \$2.3bn had been borrowed, a fall of 5.7bn over the same period last year.

He said 135 development projects had been approved for kurdestan province alone in 1983-84, mainly in agriculture.⁸¹

L'Iran, depuis les hostilités met l'emphase sur l'industrie pétrolière. En 1979-80, les objectifs étaient de produire 4 millions de b/j et d'exporter 3 millions de b/j. En 1981-82, les objectifs dans la production étaient de 2.5 millions de b/j pour maintenir les exportations à 3 millions de b/j.⁸² Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, l'Iran raffinait 560 b/j et produisait en 1982, 26 tonnes d'éthylène et 700 tonnes d'ammoniaque.

L'Iraq, depuis 1968, sous le leadership du Parti arabe socialiste Ba'ath, a suivi des objectifs nationaux et des plans pour promouvoir le

développement économique et le progrès social. Cependant, le plan de développement quinquennal de 1976-80 donnait la priorité à l'industrie pétrolière. La production pétrolière revient à 60% du PNB de l'Iraq. Aussi, en 1980, les exportations pétrolières fournissaient en revenus 99% des revenus totaux d'exportation. Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, l'Iraq raffinait 305 b/j et produisait en 1982, 990 tonnes d'ammoniaque.⁸³

Le Gabon est en prise à plusieurs problèmes économiques ne lui permettant d'entreprendre comme ses homologues des programmes nationaux d'envergure de développement économique et social et de valorisation des hydrocarbures. Aussi, en 1980, le secteur pétrolier comptabilisa 49% du PNB, 70% des exportations, 60% des revenus étatiques et 8,895 tonnes de production de pétrole brut.⁸⁴ Selon le rapport annuel de l'OPEP de 1982, le Gabon raffinait 44 b/j.

Malgré les disparités entre pays membres de l'OPEP se retrouvant dans la typologie à l'annexe V, nous pouvons conclure que le trait commun et primordial à tous les programmes de développement économique des pays de l'OPEP est l'accent mis sur la production et la valorisation des hydrocarbures : pétrole et gaz.

Le raffinage de pétrole et la pétrochimie sont deux secteurs dérivant de l'utilisation du pétrole qui sont fort exploités par les pays membres de l'OPEP. La capacité de raffinage de l'OPEP à la fin de 1982 était d'environ 5.42 millions de barils par jour.⁸⁵

De plus, la capacité de production de l'OPEP d'éthylène (hydrocarbure gazeux incolore $[C_2H_4]$ que l'on obtient en déshydratant l'alcool par l'acide

sulfurique (densité 0,97) était en 1982 de 576 mille tonnes, d'ammoniaque (gaz formé d'azote et d'hydrogène combinés $[NH_3]$) était en 1982 de 7 millions 791 mille tonnes et de méthanol ou encore d'alcool méthylique (dérivé du méthane qui est un gaz incolore $[CH_4]$ de densité 0,554) était en 1982 de 430 mille tonnes.⁸⁶ L'Annexe IV présente trois tableaux qui divisent ces montants par pays.

Dans les programmes nationaux de développement économique et social des pays membres de l'OPEP, la prépondérance du secteur énergétique est flagrante comme l'indiquent les énoncés sur chaque pays.

Michael Hudson nous résume la situation :

While the industrial nations sought ways to effectively sterilize OPEC's petrodollars by recycling them to their own central banks, OPEC governments had plans of their own. Their first priority was to replace their dwindling natural endowments of petroleum and natural gas with growing industrial and agricultural sectors... A major portion of the Middle East's oil revenues would be spent on capital goods to create a vast industrial infrastructure.⁸⁷

De plus,

The logical place for OPEC to begin industrializing in energy intensive industries linked closely to oil refineries and tanker fleets to secure marketing autonomy over their oil, as well as production of aluminium and copper, iron and steel, and related heavy industries based on these inputs.⁸⁸

Cependant, plusieurs critiques peuvent être formulées sur les programmes nationaux de développement économique et social des pays membres de l'OPEP.

b) Analyse critique du rôle de l'OPEP dans les programmes nationaux socio-économiques.

Dans les premières années suivant la crise pétrolière 1973-74, les pays exportateurs de pétrole ne disposant de marchés intérieurs importants et d'une infrastructure industrielle n'ont pas entrepris un processus d'industrialisation de substitution aux importations.

De plus, ceux-ci ne possédant une main-d'œuvre abondante et l'infrastructure industrielle n'ont pas entrepris un processus d'industrialisation de substitution aux exportations.

Aussi, de par la position de dépendance précédant la crise pétrolière de 1973-74, le niveau d'industrialisation, soit la participation du secteur manufacturier dans le PIB et la part des exportations des produits manufacturiers dans l'ensemble des exportations était très faible dans les pays membres de l'OPEP. La valeur des exportations pétrolières était monopolisante.

Compte tenu de la position de dépendance antérieure à la crise pétrolière de 1973-74 des pays membres de l'OPEP, leurs économies étaient essentiellement minières et d'exportation primaire. Le processus d'industrialisation mentionné ci-dessus a non seulement renforcé la position précédente de dépendance mais a engendré l'intégration commerciale et industrielle des pays membres de l'OPEP dans la DIT, celle-ci étant facilitée par la structure quasi-monopolistique du marché mondial du pétrole et la place des «Majors» dans celui-ci.

Les pays exportateurs de pétrole possédant les ressources pétrolières, celles-ci engendrant des rentes pétrolières ont entrepris un

processus d'industrialisation basé sur l'activité pétrolière (exploration et production de pétrole brut) avec pour vecteurs principaux la pétrochimie et le raffinage.

Une réserve serait à faire. Les modèles d'industrialisation des pays membres de l'OPEP diffèrent. Certains pays, tels l'Algérie, l'Irak, l'Iran, le Venezuela ont adopté partiellement le modèle de substitution aux importations. D'autres pays, tels l'Indonésie, le Nigéria, l'Equateur et le Gabon ont adopté partiellement le modèle de substitution aux exportations. Et d'autres pays encore, tels le Qatar, les EAU et le Koweït ont adopté partiellement le modèle d'exportation primaire.

Cependant, tous les pays membres de l'OPEP se sont engagés dans ce processus d'industrialisation basée sur l'activité pétrolière, et surtout comme nous l'explique Charles-Albert Michalet, les hydrocarbures pouvaient fournir les moyens d'un développement économique plus autonome.⁸⁹

Or, les inconvénients et difficultés de ce modèle d'industrialisation dépendant sur les hydrocarbures sont divers.

Nous présenterons en premier lieu les caractéristiques de ce modèle et de cette économie.

Premièrement, le modèle économique basé sur l'industrie pétrolière, comme industrie industrialisante, entraîne l'extraversion des économies nationales. L'économie rentière pétrolière favorise des secteurs industriels à forte intensité capitaliste. En effet, l'industrie basée sur la valorisation des hydrocarbures (la pétrochimie et le raffinage) présente

l'un des ratios capital/travail les plus élevés dans le monde. Aussi, les projets chimiques en cours d'édification dans les pays de l'OPEP sont fournis quasi-entièrement par la technologie (know-how, qualifications humaines, brevets, licences, etc.) provenant des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe occidentale. De plus, les secteurs de consommation et production des économies rentières favorisent plus d'une part les importations de biens de consommation des pays développés, et d'autre part les industries en amont et en aval des pays développés que celles de l'économie locale.

Deuxièmement, l'économie des pays exportateurs de pétrole est dualiste et désarticulée. Deux secteurs sont juxtaposés, le secteur de l'activité pétrolière d'exportation primaire (la production, le raffinage et la pétrochimie) et le secteur traditionnel. Aussi, la formation du capital relève du secteur de l'activité pétrolière primaire exportatrice, soit les rentes pétrolières provenant des revenus des exportations et non de l'épargne nationale. Les économies des pays de l'OPEP sont en grande partie monoexportatrices. De ce fait, l'investissement est une variable induite et non autonome. Celui-ci reste dans le secteur de l'industrie pétrolière et du fait de la dualité de l'économie n'entraîne pas le phénomène de «trickle down». Aussi, les pays exportateurs de pétrole souffrent d'un taux de chômage structurel élevé.

En outre, une tendance au ralentissement du rythme de développement est observable dans la majeure partie des pays de l'OPEP, celle-ci étant liée à l'inflation intérieure. D'une part, l'inflation résulte d'une insuffisance de la production agricole et d'une faible productivité dans les

autres secteurs traditionnels. Or, le flux massif de liquidités exacerbe les tensions inflationnistes du fait que l'économie se heurte à une offre rigide en matières de facteurs de production tels qualifications humaines, infrastructures, capacités de production de biens intermédiaires, etc. D'autre part, l'inflation intérieure résulte de l'inflation extérieure, soit des pays développés à travers leurs exportations vers les pays membres de l'OPEP.

De plus, les orientations du développement agricole et manufacturier ont sacrifié le secteur traditionnel. Dans l'agriculture en particulier, les complexes agro-industriels géants (privés et publiques) avec une forte implication des firmes étrangères ont remplacé les entreprises agricoles traditionnelles. Cette politique a engendré la désintégration de la petite propriété paysanne et l'exode rural. Ces orientations ont négligé le bien-être des couches sociales, n'étant pas impliquées directement dans l'économie pétrolière. Les inégalités dans les revenus et niveaux de vie sont importantes.

Telles sont les caractéristiques principales du modèle d'industrialisation basé sur l'économie de rente pétrolière (monoexportatrice et production des hydrocarbures) et sur la valorisation des hydrocarbures (raffinage et pétrochimie).

Quelles sont les conséquences principales?

Premièrement, le modèle primaire-exportateur et d'industrialisation pétrolière s'opère dans le cadre d'une DIT peu propice aux pays exportateurs de pétrole. Ceux-ci restent cantonnés en grande partie dans

la production d'un produit de base épuisable et assujéti depuis 1981 aux vicissitudes de la demande globale de pétrole brut, elle-même se contractant de par la récession économique internationale et les récessions économiques internes des pays développés. En 1979, les pays membres de l'OPEP exportaient 26,842 barils par jour, soit 83.8% de la production mondiale et seulement 2,026 barils par jour de produits raffinés, soit 22.6% de la production mondiale.⁹⁰

En outre, alors que les vastes projets de valorisation des hydrocarbures s'apprêtent à déverser leur production sur les marchés internationaux, les pays membres de l'OPEP se heurtent au protectionnisme des pays développés, soit l'accès difficile de leurs produits manufacturés aux marchés des pays développés. Les pays membres de l'OPEP dans leurs tentatives d'industrialisation se heurtent à plusieurs obstacles engendrés par la déterminante principale macroscopique. De ce fait, ceux-ci s'éternisent dans un modèle économique d'exportation-primaire d'un produit brut.

La deuxième conséquence est l'intégration commerciale engendrée par une position initiale des pays membres de l'OPEP de dépendance commerciale. Cette intégration commerciale constitue une forme privilégiée de l'intégration des économies des pays membres de l'OPEP dans les économies des pays développés. L'accroissement des revenus pétroliers se traduit par une augmentation de la capacité d'importation des pays membres de l'OPEP. En 1978, 21.1% des exportations des Etats-Unis sont allés aux pays membres de l'OPEP pour une valeur de 16.7 milliards

de dollars, 16.1% et 14.2 milliards de dollars pour le Japon, 13.9% et 12.3 milliards de dollars pour l'Allemagne fédérale, 9.7% et 8.7 milliards de dollars pour le Royaume-Uni, 9.9% et 7.0 milliards de dollars pour l'Italie, 9.4% et 6.3 milliards de dollars pour la France, et 1.8% et 1.3 milliards de dollars pour le Canada, soit une valeur totale pour les sept principaux pays de 66.5 milliards de dollars.⁹¹ Or, si l'on tient compte que les revenus pétroliers en 1978 étaient de 145 milliards de dollars, la valeur des importations de cette même année accaparait 46% des revenus pétroliers.⁹² Aussi, les importations se composent surtout de biens d'équipement, produits électro-mécaniques, produits manufacturés, etc.

Une conséquence intermédiaire est la dépendance technologique. Les grands projets industrialisants reposant sur la valorisation des hydrocarbures ont fait des pays membres de l'OPEP les bancs d'essai privilégiés en matière de technologie de pointe pour les grandes multinationales.

Aussi, les industries pétrolières (pétrochimie, le raffinage, les engrais, etc.) tendent à s'insérer dans le réseau d'activités des firmes transnationales, ce qui nous amène à la troisième et dernière conséquence, soit l'intégration industrielle verticale. L'industrie pétrochimique mondiale était concentrée en 1973 dans les pays développés, soit les E.U., l'Europe de l'Ouest et le Japon. Des deux cent millions de tonnes de produits chimiques mondiaux, 4 millions de tonnes étaient produits par les pays membres de l'OPEP.⁹³

Le modèle d'industrialisation basé sur l'activité pétrolière avec pour

vecteurs principaux la pétrochimie et le raffinage reposant sur une économie d'exportation-primaire dualiste et extravertie, a engendré l'intégration commerciale et industrielle verticale des pays membres de l'OPEP dans la DIT.

Les programmes nationaux socio-économiques (production, raffinage et valorisation des hydrocarbures) déterminés par les variables indépendantes macroscopique principale et microscopique intermédiaire ne favorisent pas une voie indépendante ou encore autodynamique de développement économique et social de ces dits pays.

CHAPITRE IV : Conclusion

En guise de récapitulation, la création de l'OPEP en 1960 et surtout son émergence politico-économique au début des années 70 ont bouleversé du moins temporairement l'OEI et réactivé de même le dialogue Nord-Sud de par le potentiel économique et financier de l'OPEP et le pouvoir de chantage qu'est le pétrole, tous deux utilisés par l'OPEP dans ce même dialogue.

Cependant, le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud, à savoir les stratégies (prises de position et d'action) en ce qui a trait aux revendications du G-77 contre l'OEI et pour le NOEI a été déterminé par deux variables indépendantes, à savoir la variable principale, macroscopique et structurelle : la position de dépendance des pays membres de l'OPEP dans les structures politico-économiques internationales et, à savoir la variable intermédiaire, microscopique et psychologique : la position des dirigeants des pays membres de l'OPEP au sein de la Conférence, du Conseil des Gouverneurs et du Secrétariat de l'OPEP. Cette double détermination a créé un écart entre le potentiel de ce rôle, du pouvoir de chantage qu'est le pétrole et les déclarations des dirigeants, et d'autre part les politiques concrètes de ce rôle et de ce pouvoir, et les prises de position et d'action des dirigeants.

Premièrement, en ce qui a trait au rôle de l'OPEP au sein des conférences de la CNUCED et autres conférences sur le développement, la politique financière, la politique multilatérale de l'OPEP et la politique d'approvisionnement de l'OPEP ont minimisé le succès du rôle de l'OPEP dans ce dialogue Nord-Sud de par l'intégration financière de l'OPEP dans l'OEI et

la rapprochement OPEP/OCDE dans le dialogue Nord-Sud.

Deuxièmement, en ce qui a trait au rôle de l'OPEP dans la coopération Sud-Sud, la politique bilatérale non-intégrationniste d'aide au développement a minimisé le succès du rôle de l'OPEP dans ce dialogue Nord-Sud.

Troisièmement, en ce qui a trait au rôle de l'OPEP dans le développement économique national, la politique de développement d'exportation primaire et la politique d'industrialisation basée sur la valorisation des hydrocarbures ont minimisé le succès du rôle de l'OPEP dans ce dialogue Nord-Sud de par l'intégration commerciale et industrielle de l'OPEP dans l'OEI.

Ces trois niveaux du rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud déterminés par les deux variables indépendantes ont engendré l'intégration des pays membres de l'OPEP dans l'OEI (à savoir l'intégration à plusieurs volets : a) financière, b) commerciale, c) industrielle et d) politico-militaire) et de ce fait, ont minimisé le succès du rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud.

Le succès de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud était une des conditions principales et *sine qua non* du passage de l'OEI au NOEI. Ce succès reposait sur la mise en application des mesures proposées par le programme d'action concernant l'instauration du NOEI, ces mesures visant le développement autodynamique des pays sous-développés importateurs de pétrole et des pays membres de l'OPEP. Or, cette minimisation du succès du rôle de l'OPEP nuit décisivement au passage de l'OEI au NOEI.

Que pouvons-nous anticiper pour l'avenir avec les problèmes divers

rencontrés par les pays membres de l'OPEP? Ce que nous pouvons avancer sans spéculations majeures est que, quelle que soit la situation financière, économique ou politique de l'OPEP, le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud ne pourra être bénéfique sans une révision décisive de celui-ci et de ses composantes au sein de ce dialogue.

Que pouvons-nous conclure? L'internationalisation du capital et de la production, surtout des pays membres de l'OCDE dans un OEI où les interactions internationales reposant sur des institutions internationales dominées par les pays membres de l'OCDE présentent des rapports de dépendance des pays de la périphérie vis-à-vis des pays du centre, et, où la hiérarchie internationale classifie les pays de la périphérie de sous-développés et les pays du centre de développés, a engendré et renforcé à partir de 1973-74 l'intégration étroite financière, commerciale et industrielle des pays membres de l'OPEP dans cet OEI. Le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud était voué de par le processus présenté ci-dessus à l'échec vis-à-vis de l'instauration du NOEI. En conséquence, quelque soit la volonté du G-77 et le potentiel politico-économique d'une partie du G-77 : les pays membres de l'OPEP, l'instauration du NOEI repose en grande partie sur la volonté des pays membres de l'OCDE. Des stratégies de l'OPEP plus indépendantes, moins coopératives vis-à-vis des pays membres de l'OCDE et plus intégrationnistes vis-à-vis des pays sous-développés importateurs de pétrole amorceraient le programme d'instauration du NOEI. Cependant, la viabilité de ces stratégies dépendraient de la bonne volonté des pays membres de l'OCDE qui non

seulement contrôlent une grande partie des revenus pétroliers mais aussi jusqu'à un certain degré la demande globale dans le marché international de pétrole brut.

Cette thèse aura développé un sujet d'actualité, le dialogue Nord-Sud et son objectif, l'instauration du NOEI, et un sujet spécifique dans celui-ci : le rôle de l'OPEP dans le dialogue Nord-Sud, ou encore les stratégies appliquées par les pays membres de l'OPEP en rapport à ce dialogue Nord-Sud, tout en offrant une collection de données statistiques rattachées à des raisonnements théoriques. Cette thèse aura également étudié le développement international ainsi qu'explicité certains concepts, tels ceux de la dépendance et l'interdépendance, de la DIT et plusieurs autres concepts.

REFERENCES

1. La présentation écrite sur l'école dépendantiste est une synthèse personnelle de lectures de plusieurs thèses de théoriciens dépendantistes aussi bien marxistes que libéraux tels Amin (1973-75-76), Frank (1970), Prebisch (1971) et autres, et de plus, de la lecture de l'article de L. Alschuler (1976).
2. Pierre Jacquemot, «Les économies semi-industrialisées contemporaines», Revue canadienne d'études du développement, Vol.III, N°1, 1982, p.96.
3. United Nations Association of the United States of America, Issues before the 37th General Assembly of the United Nations, USA, 1982, p.66.
4. Cheryl Payer, The Debt Trap : the IMF and the Third World, Monthly Review Press, NY, 1976, pp.IX-X.
5. Ali M. Jaidah, Pricing Oil : The Basic Facts, The OPEC Special Fund, Vienna, 1976, p.4.
6. Jean Masini, «Tiers-Monde, quelles perspectives?», Colloque : Vers quel nouvel ordre mondial? Département d'Economie politique, Université de Paris VIII, août 1983, Bulletin de liaison, p.35.
7. Ibidem, p.40, tableau 8.
8. OPEC Bulletin, «Market Review», Vol.XV, n°7, September 1984, OPEC Secretariat, Vienna, p.49.
9. Veuillez vous référer à Hudson (1977), Seymour (1980), Shihata et autres (1982-83).
10. Les spécialistes sont Ali M. Jaidah, ex-secrétaire général de l'OPEP; plusieurs participants au Séminaire de l'OPEP en 1981 à Vienne; Fereidun Fesharaki, coordinateur et chercheur associé du «OPEC Downstream Project» au «Resource Systems Institute» du Centre Est-Ouest à Honolulu-Hawaï; Jean Masini et autres.
11. Ian Seymour, «OPEC and the North-South Dialogue», OPEC : Instrument of Change, The MacMillan Press Ltd, Great Britain, 1980, p.258.
12. Ibidem, pp.258 et 259.
13. Ibidem, p.243.
14. Ibrahim F.I. Shihata, The Other Face of OPEC : Financial Assistance to the Third World, Longman, London, 1982, p.27.

15. P.M.Oppenheimer, «Key Aspects of the International Economy», The World Today, n°38, mai 1982, p.165.

16. Fred R. Glahe, Macroeconomics : Theory and Policy, Chapitre 12 : «Inflation», Harcourt Brace Jovanovich Inc., NY, 1977, pp.226-275.

17. Joe Stanislaw, «Le nécessaire recours à toutes les sources disponibles d'énergie» dans Revue de l'énergie, n°358, novembre 1983, p. 750.

18. Oppenheimer, op.cit., p.171.

19. R.N.Gwyne, «When Trade Stops Being the Engine of Growth», The Geographical Magazine, n°55, octobre 1983, p.504.

20. Masini, op.cit., p.24.

21. UNA of the USA, op.cit., p.81.

22. Walter Goldstein, «Despair and the UN Development Decade» dans Futures, juin 1981, p.206.

23. Ibidem, p.210.

24. Ian Seymour est un journaliste spécialisé en économie et en énergie travaillant pour le Middle East Economic Survey (MEES) à Nicosie.

25. Ian Seymour, Chap. XII : «OPEC and the North-South Dialogue», OPEC : Instrument of Change, The McMillan Press Ltd., London, 1980, pp.257-266.

26. Ibidem, p.257.

27. Nous avons écrit quelques lignes sur le Sommet d'Alger aux pages 29 à 31.

28. Ibrahim F.I.Shihata, Chap. VI : «The OPEC Fund and the North-South Dialogue» dans The OPEC Fund for International Development : the Formative Years, Croom Helm, London 1983, pp.138-164.

29. The OPEC Fund for International Development, OPEC Aid and OPEC AID Institutions - A profile, n°3, Vienne, 1983, p.4.

30. World Bank, World Development Report 1983, Oxford University Press, USA, 1983, p.18.

31. The OPEC Fund for International Development, The UNCTAD Report on OPEC Aid a Summary, The OPEC Fund, Vienne, août 1980, 22 pages.

32. Ibidem, p.10.

33. The OPEC Fund for International Development, Annual Report 1983, The

OPEC Fund, Vienne, 1983, p.10 (Table 1).

34. Ibidem, p.11.

35. The OPEC Fund for International Development, Annual Report 1982, The OPEC Fund, Vienne, 1982, p.13.

36. Ibrahim F.I. Shihata, Chap. 6 : «Innovative Forms of Cooperation : The OPEC Fund's approach», op.cit. (28), pp.113-114.

37. Willy Brandt, North-South : A Programme For Survival, Pan Books, Londres, 1980, p.20.

38. OPEC Secretariat, OPEC Seminar 1981 : Energy and Development : Options for Global Strategies, Public Information Department, Vienna, 1982, pp.223-225.

39. (a) et (b). Louis Turner, «Oil and the North-South Dialogue», World Today, Vol.33, N°2, février 1977, pp.58 et 60.

40. Shihata, op.cit. (14), p.120.

41. Angelos Angelopoulos, Pour une nouvelle politique du développement international, P.U.F., Paris, 1976, p.68 (tableau 14).

42. John Waterbury, The Middle East in the Coming Decade, The Graw-Hill Book Company, NY, 1978, p.130.

43. W.G.Tyler, Issues and prospects for the New International Economic Order, Lexington Books, USA, 1977, p.65.

44. Abdelkader, Sid-Ahmed, L'OPEP : passé, présent et perspectives, Economica, Paris, 1980., p.150.

45. Jorge Lozoya & A.K. Bhattacharya, The Financial Issues of the NIEO, Pergamon Press, USA, 1980, pp.146-148.

46. Veuillez vous référer à la bibliographie Hudson (1977).

47. Shihata, op.cit. (14), P.204.

48. The OPEC Special Fund, The OPEC Aid Record, The OPEC Fund, Vienne, juin 1979, p.3 (table 1).

49. Michael Hudson, Global Fracture, Harpers & Row Publishers, New York, 1977, p.128.

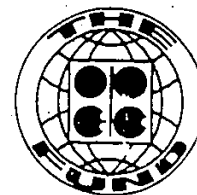
50. Ibidem, p.129.

51. Ibidem, p.260.
52. Shihata, op.cit. (14), Annexe I : «The OPEC Fund's loans and Grants, 1976-April, 1983, by region, a) p.206; b) p.250; c) p.213.
53. Shihata, op.cit. (28), p.161.
54. Sid-Ahmed, op.cit., p.419 (tableau 19).
55. Nagy, Helmy, Le système des états arabes : le pétrole et le développement, Université de Montréal (Centre des études arabes), Montréal, 1983, pp.15-16.
56. Shihata, op.cit. (28), p.160.
57. Vous trouverez à l'Annexe II, l'article intégral décrivant la position algérienne. Cet article que nous résumons dans la thèse est tiré du Journal The Middle East Times, Nicosie.
58. Sid-Ahmed, op.cit., p.254-255. Des chiffres précis plus récents n'ont pas été trouvés.
59. OPEC Bulletin, Vol.XV, N°5, juin 1984, OPEC Secretariat, Vienne, p.65.
60. OPEC Secretariat, OPEC Annual Report 1982, OPEC, Vienne, 1982, a) pp.24-25 et b) p.29.
61. OPEC Bulletin, Vol. XV, N°1, février 1984, OPEC Secretariat, Vienne, p.63.
62. OPEC Bulletin, Vol.XV, N°4, mai 1984, OPEC Secretariat, Vienne, p.56.
63. OPEC Member Country Profiles, OPEC Secretariat, mars 1983, Vienne, p.72.
64. Op.cit. (61), p.60.
65. OPEC Bulletin, Vol.XV, N°6, juillet/août 1984, OPEC Secretariat, Vienne, p.60.
66. Op.cit. (63), pp.33 et 37.
67. Op.cit. (61), p.59.
68. Op.cit. (60), p.59.
69. Op.cit. (63), pp.122 et 120.
70. Op.cit. (61), p.65.

71. Op.cit. (63), pp.11 et 18.
72. op.cit. (59), p.67.
73. Op.cit. (63), pp.61-62.
74. Op.cit. (56), pp.135-137.
75. OPEC Bulletin, Vol.XV, N°3, avril 1984, OPEC Secretariat, Vienne, p.69.
76. Op.cit. (59), p.67 et op.cit. (65), p.63.
77. Op.cit. (63), pp.2 et 6-8.
78. OPEC Bulletin, Vol.XV, N°2, mars 1984, OPEC Secretariat, Vienne, p.67.
79. Op.cit. (62), p.61.
80. Op.cit. (63), pp.95, 97 et 98.
81. Op.cit. (59), p.65.
82. Op.cit. (63), p.44.
83. Op.cit. (63), pp.52 et 57.
84. Op.cit. (63), pp.22-23.
85. Op.cit. (60), p.29. Veuillez vous référer au tableau XI de la page 83.
86. Ibidem., pp.49-50.
87. Hudson, op.cit., Chapitre 9: «Closing the Open Door to World Investment», p.111.
88. Ibidem, Chapitre 16: «Government Regulation of International Investment», p.207.
89. Charles-Albert, Michalet, Le défi du développement indépendant, les Editions Rochevigne, Paris, 1983, p.74.
90. Albert L., Danielsen, The Evolution of OPEC, Harcourt Brace Jovanovich Pub., NY, 1982, p.292.
91. Sid-Ahmed, op.cit., p.250.
92. Ibid., p.205.
93. Ibid., p.326.

ANNEXE I**Exemples d'opérations financières du fonds de l'OPEP**

The Opec Fund for International Development



P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A; 1-31734 Fund A
Tel. 53 16 64-0*

PRESS RELEASE No. 84/2

THE OPEC FUND EXTENDS A LOAN OF US\$8.2 MILLION TO RAISE AGRICULTURAL PRODUCTION IN SUDAN

Vienna, March 12, 1984 - A loan agreement has been signed by the Democratic Republic of the Sudan and the OPEC Fund for International Development, under which the OPEC Fund will lend US\$8.2 million to help finance an agricultural project in the Sudan. The International Fund for Agricultural Development (IFAD) is co-financing the project which was appraised on behalf of IFAD by the International Development Association (IDA).

Agriculture dominates the Sudanese economy, accounting for 40% of GDP and 95% of exports, and providing a livelihood for 80% of the population. Following a period of expansion, emphasis is now being placed on increasing the productivity of established schemes. The present project - the Northern Region Rehabilitation Project - has this aim. Increased production of cereals, fodder, fruit and vegetables with a value in a full year equivalent to US\$12 million is expected when it has been completed.

This loan is the seventh made by the OPEC Fund to the Sudan. Three balance of payments support loans have been extended, totalling US\$33.45 million, two loans for road projects, totalling US\$10.95 million, and one loan for an energy project for an amount of US\$9.5 million. Sudan also benefitted from a grant of US\$1.36 million to cover its subscription to the Common Fund for Commodities and a grant of US\$1.5 million for a rural water supply and sanitation program sponsored by UNICEF.

The loan agreement was signed at the OPEC Fund's Headquarters in Vienna by H.E. Ibrahim Moneim Mansour, Minister of Finance and Economic Planning of the Democratic Republic of the Sudan and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

Summary Data

OPEC Fund loan:	US\$8.2 million
Terms:	Interest-free; 1% service charge on amounts withdrawn and outstanding; 17-year maturity, including a 5-year grace period
Borrower:	Democratic Republic of the Sudan



.../...2

The Opec Fund for International Development

P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A; 1-31734 Fund A
Tel. 53 16 64-0*



PRESS RELEASE: No. 84/3

THE OPEC FUND CONTRIBUTES US\$5.0 MILLION TO THE FINANCING OF A ROAD SCHEME IN NIGER

Vienna, March 12, 1984 - The Republic of Niger today signed an agreement with the OPEC Fund for International Development for a loan of US\$5.0 million, to finance the Southern Section of the Zinder-Agadez Road Project. The project is being co-financed by the Islamic Development Bank, the Arab Bank for Economic Development in Africa, the African Development Fund, and the European Development Fund.

Niger is a vast country with a scattered population. One important determining influence on its future economic growth lies in the provision of roads, which will open up the country, reducing regional isolation and assisting productive sectors of the national economy. At present the indirect road link between the two provincial cities of Zinder and Agadez is 1,000 km long. The direct link, of which the project comprises the Southern Section, will be 429 km long, and is one of seven road projects in the national plan. The Southern Section will serve the more intensively trafficked region, and is justified economically on its own merits.

The OPEC Fund has previously made four balance of payments support loans to Niger, for a total amount of US\$16.75 million, and a grant of US\$1.02 million to cover Niger's subscription to the Common Fund for Commodities.

The loan agreement was signed at the OPEC Fund's Headquarters in Vienna by H.E. Alhousseini Mouloul, Secretary of State for Planning of the Government of Niger, and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

Summary Data

OPEC Fund loan:	US\$5.0 million
Terms:	Interest-free; 1% service charge on amounts withdrawn and outstanding; 17-year maturity, including a 5-year grace period
Borrower:	The Republic of Niger
Executing agency:	Ministry of Public Works and Town Planning

Cont. Press Release No.84/2

Executing agencies: Agricultural Bank of Sudan; Ministry of Agriculture and Irrigation; Agricultural Research Corporation; and Northern Region Agricultural Production Corporation

Total cost of the project: US\$23.1 million

Other sources of finance: IFAD and Government of the Sudan

Project description: The project covers about 60,000 ha including more than 100 villages with a population of 40,000 families. Small farmers owning their own land or working cooperative schemes will be the main beneficiaries of the project, and their incomes are expected to increase by 30% to 50%. The project concentrates on investing in spare parts and machinery, rehabilitating irrigation works, improving agricultural inputs, and on policy reforms and managerial improvements. Services provided by the Ministry of Agriculture and Irrigation will be strengthened comprehensively, the Agricultural Research Corporation will be supported, small farmers and cooperatives will be financed through the Agricultural Bank of Sudan, and the pumping station operated by the Northern Region Agricultural Production Corporation will be repaired.

Loan administrator: IDA

* * * * *

Cont. Press Release No. 84/4

Total cost of the project: Southern Section: US\$57 million (complete project including Northern Section: US\$110 million)

Other sources of finance: Islamic Development Bank; African Development Fund; Arab Bank for Economic Development in Africa; European Development Fund; Government of Niger

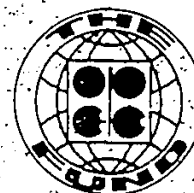
Project description: The project consists of the construction of the Southern Section of the Zinder-Agadez Road, comprising 213 km of paved road designed for a traffic speed of 100 km/h. The design of the project allows for fords for crossing river beds. The road will be constructed alongside the existing road, which is considered as non-recoverable, with the advantage, however, that traffic will not be hampered by the constructional works.

Loan administrator: Islamic Development Bank

* * * * *

The Opec Fund for International Development

P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A ; 1-31734 Fund A
Tel. 53 16 64-0*



PRESS RELEASE No. 84/4

THE OPEC FUND EXTENDS A LOAN OF US\$5.0 MILLION TO GUINEA FOR THE GUECKEDOU-SEREDOU ROAD PROJECT

Vienna, March 12, 1984 - A loan agreement was signed today by the Popular and Revolutionary Republic of Guinea and the OPEC Fund for International Development, covering a loan of US\$5.0 million for the Gueckedou-Seredou Road Project. The project is being co-financed by the Saudi Fund for Development, the Kuwait Fund for Arab Economic Development, the Islamic Development Bank and the Abu Dhabi Fund for Arab Economic Development.

The project consists of upgrading part of the Gueckedou-Tuo earth road to an all-weather road, thus opening up the forest regions of Guinea and connecting them with the capital, Conakry. It is considered to be an essential first step in the economic advancement of the region because it will provide access to land needed for productive uses. Furthermore, it is the first stage of a larger, regional road development plan.

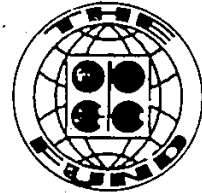
This loan is the sixth extended by the OPEC Fund to Guinea. Previous loans were for balance of payments support (total of four loans US\$10.85 million) and for an industrial rehabilitation project (a loan of US\$11.0 million). A grant of US\$1.07 million was also extended to Guinea to cover its subscription to the Common Fund for Commodities.

The loan agreement was signed at the OPEC Fund's Headquarters in Vienna, by H.E. Mamadou Cellou Diallo, Minister of Infrastructure and Public Works of the Popular and Revolutionary Republic of Guinea, and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

Summary Data

OPEC Fund loan:	US\$5.0 million
Terms:	Interest-free; 1% service charge on amounts withdrawn and outstanding; 17-year maturity, including a 5-year grace period
Borrower:	Popular and Revolutionary Republic of Guinea
Executing agency:	Ministère de l'Infrastructure et des Grands Aménagements

The Opec Fund for International Development



P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A; 1-31734 Fund A
Tel 53 16 64-0*

PRESS RELEASE No. 84/5

THE REPUBLIC OF GUYANA RECEIVES A LOAN OF US\$3.0 MILLION FROM THE OPEC FUND FOR THE ABARY DRAINAGE AND IRRIGATION PROJECT

Vienna, March 12, 1984 - The second phase of a major irrigation scheme in Guyana that will provide substantial increases in agricultural production, will be financed by a loan of US\$3.0 million from the OPEC Fund for International Development. The project will be co-financed by the Inter-American Development Bank (IDB).

The Abary Drainage and Irrigation Project is the second phase in a massive agricultural development plan known as the Mahaica-Mahaicony-Abary scheme, that will bring into intensive agricultural production approximately 37,000 acres of rice land.

The project will increase the income of more than 3,000 farmers and it is estimated that in 1988 the annual production of paddy in the project area will reach 77,500 metric tons, more than double the production from rain-fed crops. It is estimated that the average income per family in the project area will increase by 50 percent after the implementation of the project.

This loan is the sixth made by the Fund to Guyana. Previous loans included four balance of payments support loans for a total amount of US\$18.6 million, and a fifth loan to finance the Tapakuma Irrigation Project for an amount of US\$4 million.

The loan agreement was signed at the OPEC Fund's Headquarters in Vienna by H.E. C.B. Greenidge, Minister of Finance and Economic Planning of the Republic of Guyana, and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

Summary Data

OPEC Fund loan:	US\$3.0 million
Terms:	3% interest rate, with a service charge of 1% on amounts withdrawn and outstanding; 14-year maturity, including a 4-year grace period
Borrower:	Republic of Guyana

Cont. Press Release No.84/3

Total cost of the project: US\$96.2 million

Other sources of finance: Islamic Development Bank; Saudi Fund for Development; Kuwait Fund for Arab Economic Development; Abu Dhabi Fund for Arab Economic Development; and Government of Guinea

Project description: The project consists of two components:

- i) Upgrading of the Gueckedou-Tuo earth road to an all-weather paved road. The section of this road to be covered by the project is the 132 km between Gueckedou and Seredou. Construction will include 754 culverts and 25 bridges. The paved width will be 6 m.
- ii) Engineering and supervision of the project. Four expatriate engineers and three expatriate technicians will be assigned to the project. In addition, the Government will assign two nationals for training and supervision.

Loan administrator: Islamic Development Bank

* * * * *

Cont. Press Release No.84/5

Executing Agency: Mahaica-Mahaicony-Abary Agricultural Development Authority (MMA/ADA)

Total cost of the project: US\$52.2 million

Other sources of finance: IDB and Government of Guyana

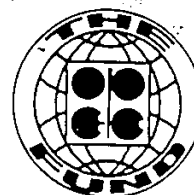
Project description: The project comprises the following components:

- i) construction of a water distribution system for irrigation including 292 km of secondary irrigation canals, and a corresponding system of collector drains including 317 kms of secondary drains.
- ii) Construction of 623 km of fair-weather roads; 20 kms of all-weather roads; hydraulic structures for operational control of water in secondary canals and drains; and accommodation for the MMA/ADA
- iii) agricultural research, agricultural engineering services, improved seed production and redistribution of land; and
- iv) engineering and supervision.

Loan administrator: IDB

The Opec Fund for International Development

P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A ; 1-31734 Fund A
Tel. 53 16 64-0*



PRESS RELEASE No. 84/6

THE REPUBLIC OF BOTSWANA SIGNS A LOAN WITH THE OPEC FUND FOR US\$2.0 MILLION FOR THE GABORONE WATER SUPPLY PROJECT

Vienna, March 12, 1984 - A loan agreement was signed today by the Republic of Botswana and the OPEC Fund for International Development, for a project loan of US\$2.0 million. The loan will contribute to the capital cost of the Gaborone Water Supply Project. The financing plan of the project also includes loans from the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD), and the Commonwealth Development Corporation.

The project will augment and secure the capital's water supply until about the year 1988. This will be done mainly by increasing the height of the existing dam, but will also involve increasing capacities for the treatment and transmission of water. Studies will also be carried out under the project for the preliminary design of two dams, a water treatment plant and a pipeline, which will be needed to meet the increase in demand after 1988.

This loan is the OPEC Fund's fifth loan to Botswana. Two previous loans were for balance of payments support (total amount US\$3 million) and two loans were for projects in the transportation sector (total amount US\$4 million). In addition, a grant of US\$1.02 million was extended to Botswana to cover its subscription to the Common Fund for Commodities.

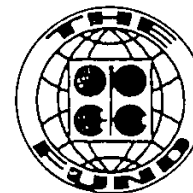
The loan agreement was signed at the OPEC Fund's Headquarters in Vienna, by Mr. B. Goalathe, Permanent Secretary of the Ministry of Finance and Development Planning of the Republic of Botswana, and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

Summary Data

OPEC Fund loan:	US\$2.0 million
Terms:	4% interest rate with 1% service charge on amounts withdrawn and outstanding; 14-year maturity, including a 4-year grace period
Borrower:	Republic of Botswana
Executing agency:	Water Utilities Corporation (WUC)

The Opec Fund for International Development

P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A; 1-31734 Fund A
Tel 53 16 64-0*



PRESS RELEASE No. 84/7

THE OPEC FUND EXTENDS A LOAN OF US\$3.11 MILLION TO THE LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC FOR AN AGRICULTURAL PROJECT

Vienna, March 12, 1984 - A loan agreement was signed today by the Lao People's Democratic Republic and the OPEC Fund for International Development, covering a loan of US\$3.11 million for an Agricultural Production Support Project. The project is being co-financed by the International Fund for Agricultural Development (IFAD), the International Development Association (IDA), and the United Nations Development Program (UNDP).

Agriculture is the backbone of Lao's economy, accounting for about three-quarters of its GDP. Typically, families each cultivate about 2 ha of land, the predominant crop being rice. The purpose of the project is to support this type of agriculture, primarily in Vientiane Province, through six sub-projects that are addressed to practical needs such as maintaining stocks of spare parts and agricultural inputs, removing bottlenecks in procurement, and training in the management of basic institutional procedures in the agricultural sector, such as budgeting, accounting and procurement.

The loan is the fifth extended by the OPEC Fund to the Lao P.D.R. Previous loans included two program loans totalling US\$6.5 million, one project loan for US\$4 million, and one balance of payments support loan for US\$2.15 million. The Fund also extended a grant in the amount of US\$1.01 million to cover Lao P.D.R.'s subscription to the Common Fund for Commodities.

The loan agreement was signed at the OPEC Fund's Headquarters in Vienna by H.E. Thongsay Bodhisane, Ambassador in Paris of the Lao People's Democratic Republic, and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

Summary Data

OPEC Fund loan:

US\$3.11 million

Terms:

Interest-free; 1% service charge on amounts withdrawn and outstanding; 17-year maturity, including a 5-year grace period

Borrower:

Lao People's Democratic Republic

Cont. Press Release No. 84/6

Total cost of the project: US\$50 million

Other sources of finance: IBRD; Commonwealth Development Corporation (UK)
Government of Botswana/WUC

Project description: The project consists of the following major components:

- i) Raising the height of the existing dam by 8 m, including site preparation, earthworks for the dam, concrete works for the spillway and outlet; instrumentation, pipework; road, rail, power and water main diversions; land acquisition; and engineering.
- ii) Expansion of Gaborone East treatment works; increasing the raw and treated water pumping capacities; construction of additional mains serving the treatment plants and reservoirs; construction of additional reservoirs; and engineering.
- iii) Consultancy and technical services for site investigations; and preliminary design of two future dams - the Kolobeng and the Metsemotlhabe dams - as well as for Gaborone West treatment plant and transmission pipelines; and a manpower development study and a training component.

Loan administrator:

IBRD

* * * * *

Cont. Press Release No. 84/7

Executing agency: The State Planning Committee

Total cost of the project: US\$24.8 million

Other sources of finance: IDA, IFAD, UNDP, and Government of Lao

Project description: The project consists of the following six sub-projects:

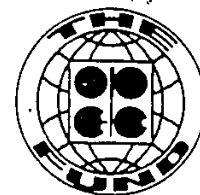
- developing small-scale irrigation schemes (100 to 300 ha each) over some 3,600 ha;
- supporting crop production by providing agricultural inputs, preparing land for upland crops, and improving agricultural extension and research services;
- providing equipment to the Vientiane Provincial Authority to improve maintenance of feeder roads;
- developing a medium-scale animal-feed industry (10,000 tons per year) based on locally-produced raw material to support on-farm raising and fattening;
- establishing a small-scale sugar-processing plant to process about 1,000 tons per year of locally-grown sugar cane;
- improving materials and spare parts inventories, and improving the procurement and delivery of spare parts, through warehousing, managerial improvements and training.

Loan administrator: IDA

* * * * *

The Opec Fund for International Development

P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A ; 1-31734 Fund A
Tel 53 16 64-O*



PRESS RELEASE No. 84/9

THE OPEC FUND'S THIRD LOAN IN SUPPORT OF A REGIONAL PROJECT IN WEST AFRICA: MALI RECEIVES US\$7.4 MILLION

Vienna, March 12, 1984 - A loan agreement was signed today by the Republic of Mali and the OPEC Fund for International Development, covering a loan to Mali of US\$7.4 million, to contribute to the financing of the Manantali Hydro-Electric Dam Project. The loan is the third extended by the Fund in support of this project, which is part of a regional scheme for the development of the Senegal River.

The Fund's two earlier loans were to the Governments of Senegal and Mauritania respectively. All three states are members of the "Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal" (OMVS) an intergovernmental body charged with the responsibility of carrying out the regional development of the Senegal River. The proceeds of the loan will be on-lent to OMVS by the Government of Mali, and the on-lending agreement was also signed at the OPEC Fund today.

The Manantali Hydro-Electric Dam Project is being co-financed by four other multilateral agencies, and by eight bilateral agencies or governments. Among the co-financiers are the Islamic Development Bank, the African Development Bank, and the Saudi, Kuwait and Abu Dhabi Funds. The OPEC Fund's three loans for the project total US\$20 million.

This loan is the ninth made by the OPEC Fund to Mali. Previous loans comprised six balance of payments support loans for a total sum of US\$35.55 million and two project loans amounting to US\$13.45 million. Mali also benefitted from an OPEC Fund's grant of US\$1.04 million to cover its subscription to the Common Fund for Commodities.

The loan agreement was signed at the OPEC Fund's Headquarters in Vienna by H.E. Drissa Keita, Minister of Finance of the Government of Mali, and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

The on-lending agreement was signed by the High Commissioner of OMVS, H.E. Mokhtar Ould Haiba, and by H.E. Drissa Keita.

Cont. Press Release No. 84/9

Project description (cont.) A harbor at St. Louis, a river port at Kayes, about ten landing stages, and improvement of the river channel to maintain navigability over a length of 930 km (thus providing access to Mali) are also part of the project.

About one quarter of the population of the three countries lives within the river basin. The project is thus of fundamental regional importance, both in relation to economic development and the prudent management of a major natural resource.

2. Manantali Hydro-Electric Dam Project

The purpose of Manantali Dam will be clear from the above description. The reservoir formed by the Manantali Dam will store 10 cubic kilometers of water, so regulating the flow of the Senegal to provide 300 m³/sec. at Bakel. The benefits from this regulated flow include the irrigation of 255,000 ha, and (in a later phase of the project) the annual generation of 800 GWh of hydro-electric energy.

The dam will have a maximum height of 70 m and a length of 1,485 m. Its central section will be of concrete, incorporating five intakes, two spillways and a stilling basin.

A population of 10,700 now living within the reservoir area will be resettled in modern homes, with land prepared for farming. The reservoir area - 47,000 ha - will be deforested. The project also includes road and rail developments, professional training, technical assistance, consultancy services, social and health components, the latter including onchocerciasis control.

Loan administrator:

Islamic Development Bank

* * * * *

Cont. Press Release No. 84/9

Summary Data

OPEC Fund loan: US\$7.4 million

Terms: Interest-free; 1% service charge on amounts withdrawn and outstanding; 17-year maturity, including a 5-year grace period

Borrower: Republic of Mali (on-lending to OMVS)

Executing agency: OMVS

Total cost of the project: US\$583.8 million (Manantali Hydro-Electric Dam Project)

Other sources of finance: Saudi Fund for Development; Kuwait Fund for Arab Economic Development; Abu Dhabi Fund for Arab Economic Development; Islamic Development Bank; Kreditanstalt fuer Wiederaufbau (West Germany); Governments of France, Italy and Canada; European Development Fund; African Development Bank; U.S. Agency for International Development; and United Nations Development Program.

Project description: 1. Regional project

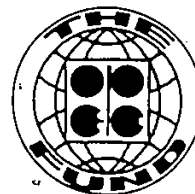
Multiple-purpose development of the Senegal River. The three states that have territories in the basin of the Senegal River are planning unified and balanced development of the river. Accordingly, they have formed OMVS to undertake the task.

The physical solution has proved to be, first, a dam near the mouth of the river, Diama Dam. Its purposes are to prevent the intrusion of salt water at times of low river flow, and to impound fresh water so that the river becomes navigable at all times, and storage is available for irrigation and for domestic water supply. Diama Dam will also provide a road crossing of the Senegal, and a navigation lock.

A second dam high up the Senegal River is a necessary complement. The purpose of this second dam - Manantali Dam - is principally to form a large reservoir, thus providing seasonal storage and regulating the flow of the river throughout the year. The regulated flow will furnish a reliable supply for irrigation initially, and then hydro-electric power also, in later phases of the project.

The Opec Fund for International Development

P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A ; 1-31734 Fund A
Tel 53 16 64-0*



PRESS RELEASE No. 13/84

PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF YEMEN SIGNS A LOAN AGREEMENT OF US\$4 MILLION FOR THE FINANCING OF A ROAD PROJECT

Vienna, May 24, 1984 - The People's Democratic Republic of Yemen (Yemen, P.D.R.) today signed an agreement with the OPEC Fund for International Development for a loan of US\$4 million to finance the Roads Flood Reconstruction Project. The project is being co-financed by the International Development Association, the Arab Fund for Economic and Social Development, the United Nations Development Program, and the Swiss Disaster Relief.

The road network has been a major instrument in Yemen, P.D.R.'s progress in unifying its disparate regions, in mobilizing productive resources and in building its economy. Under the project, key sections of the network that were damaged in the severe floods of March 1982 and in March/April 1983 will be restored at least to their previous standards, so that the network as a whole will again function effectively. More than 80 percent of the country's population will benefit from the planned restoration of transport services. In addition, the project will also have longer term institutional benefits in strengthening the Government's capabilities for road maintenance and construction and transportation planning.

The OPEC Fund has previously extended two balance of payments support loans and three project loans to the Yemen, P.D.R. for a total amount of US\$30.4 million, and a grant of US\$1.02 million to cover the country's subscription to the Common Fund for Commodities.

The loan agreement was signed at the OPEC Fund headquarters in Vienna by H.E. Haider Abu Bakr Al-Attas, Minister of Construction of Yemen, P.D.R., and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

Summary Data

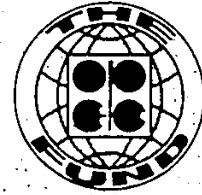
OPEC Fund loan:

US\$4 million

Terms:

Interest-free; 1% service charge on amounts withdrawn and outstanding;
17-year maturity, including a 5-year grace period.

The Opec Fund for International Development



P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A; 1-31734 Fund A
Tel 53 16 64-0*

PRESS RELEASE No. 14/84

THE REPUBLIC OF HAITI RECEIVES US\$1.16 MILLION IN BALANCE OF PAYMENTS ASSISTANCE FROM THE OPEC FUND FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT

Vienna, May 24, 1984 - The Republic of Haiti signed an agreement today with the OPEC Fund for International Development for a loan of US\$1.16 million for balance of payments (BOP) support.

The Government of Haiti will make use of the loan proceeds to import capital goods, spare parts, and inputs for agricultural and industrial production as well as foodstuffs and other essential consumer goods.

The loan will be extended interest-free, and will carry an annual service charge of 1% on amounts withdrawn and outstanding. It will have a maturity of 8 years, including a 3-year grace period.

The Fund has already extended four loans and one grant to Haiti. The loans, totalling US\$12.45 million, have financed two development projects, one line of credit and assistance to support Haiti's balance of payments. The grant, in the amount of US\$1.05 million, covers the subscription of Haiti to the capital of the Common Fund for Commodities.

The loan agreement was signed at the OPEC Fund's headquarters in Vienna by H.E. Dr. Edouard Francisque, Ambassador of Haiti to the United Nations in Geneva, and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

* * * * *

cont. Press Release No. 13/84

Borrower: People's Democratic Republic of Yemen

Executing agency: Ministry of Construction

Total cost of the project: US\$17.72 million

Other sources of finance: International Development Association; Arab Fund for Economic and Social Development; United Nations Development Program; Swiss Disaster Relief; and Government of Yemen, P.D.R.

Project description: The project components include:

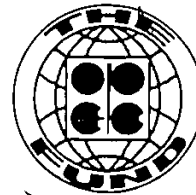
- the reconstruction of (i) damaged road sections and bridges, totalling about 40 km, in the Abyan Governorate; and (ii) the road section (about 1,300 m) at the Al-Hiswa crossing on the Aden-Little Aden road and the road section (about 1,000 m) and flood protection works near the international airport, in the Aden Governorate;
- the institutional strengthening of the Road Reconstruction and Maintenance Unit based in the Abyan Governorate to enable it to carry out reconstruction of roads expeditiously;
- technical assistance to strengthen the Highway Authority's project supervision and monitoring; and
- a transport sector study.

Loan administrator: Arab Fund for Economic and Social Development.

* * * * *

The Opec Fund for International Development

P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A ; 1-31734 Fund A
Tel 53 16 64-0*



PRESS RELEASE No. 15/84

THE REPUBLIC OF BOLIVIA SIGNS A LOAN AGREEMENT WITH THE OPEC FUND FOR US\$2.0 MILLION FOR THE TARIJA WATER SUPPLY AND SEWERAGE PROJECT

Vienna, May 24, 1984 - A loan agreement was signed today by the Republic of Bolivia and the OPEC Fund for International Development. The loan is for an amount of US\$2.0 million to finance the Tarija Water Supply and Sewerage Project. Other sources of finance are the Inter-American Development Bank (IDB) and the Government of Bolivia.

The project will increase the supply and improve the quality of drinking water in the city of Tarija. When it is completed, 80 percent of the population of Tarija will have water connections of good quality and 64 percent will have adequate sewerage services. The OPEC Fund has made one previous loan to Bolivia for an amount of US\$5.0 million to finance an urban water supply and sewerage program in the cities of La Paz and Cochabamba.

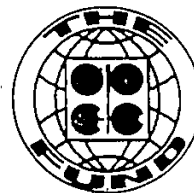
The loan agreement was signed at the OPEC Fund's headquarters in Vienna by H.E. Vicente Mendoza, Ambassador of the Republic of Bolivia in Bonn, and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

Summary Data

<u>OPEC Fund loan:</u>	US\$2.0 million
<u>Terms:</u>	3% interest rate with a service charge of 1% on amounts withdrawn and outstanding; 14-year maturity, including a 4-year grace period.
<u>Borrower:</u>	Republic of Bolivia
<u>Executing Agency:</u>	Corporacion Regional de Desarrollo de Tarija
<u>Total cost of the project:</u>	US\$13.5 million
<u>Other sources of finance:</u>	IDB and Government of Bolivia

The Opec Fund for International Development

P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A
Tel 31 55 36/0



PRESS RELEASE No. 84/18

WESTERN SAMOA RECEIVES US\$1 MILLION IN BALANCE OF PAYMENTS ASSISTANCE FROM THE OPEC FUND FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT

Vienna, August 24, 1984 - The Independent State of Western Samoa and the OPEC Fund for International Development signed today an agreement for a balance of payments (BOP) support loan in the amount of US\$1 million.

The Government of Western Samoa will use the loan proceeds to import capital goods, spare parts and inputs required for agricultural and industrial civilian production, as well as foodstuffs and other essential consumer goods.

This BOP support loan is the sixth loan extended by the OPEC Fund to Western Samoa, and brings the total amount of lending to Western Samoa to US\$6.35 million. It is interest-free, carries a service charge of 1 per cent per annum on amounts withdrawn and outstanding, and has an 8-year maturity, including a 3-year grace period.

The loan agreement was signed at the Fund's headquarters by Mrs. Robyn Mauala, Chargé d'Affaires, Western Samoa Mission to the United Nations, New York, and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

cont. Press Release No. 15/84

Project description:

The water supply component of the project includes: construction of an intake gallery in La Vitoria River and 1,200 m of connecting pipeline; the introduction of water treatment; drilling three new wells; improving the existing aqueduct and distribution network; and replacement or installation, and metering of about 6,300 house connections (about 85% of all household connections).

The sanitary sewer sub-project comprises the installation of 2,550 household connections; 1,440 inside plumbing facilities and 1,100 sanitary sewers; 72 km of primary sewers; and a new treatment plant.

Loan administrator:

IDB

* * * * *

The Opec Fund for International Development

P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria
Cable: 1-348331 Fund A.
Tel 31 55 36/0



PRESS RELEASE No. 84/20

THE PEOPLE'S REPUBLIC OF BENIN SIGNS A LOAN AGREEMENT WITH THE OPEC FUND FOR A LOAN OF US\$4 MILLION FOR A HYDRO-ELECTRIC PROJECT

Vienna, August 24, 1984 - A loan agreement was signed today between the Government of the People's Republic of Benin and the OPEC Fund for International Development, covering a loan of US\$4 million to contribute to the financing of the Nangbeto Hydroelectric Project.

The project represents an important example of economic cooperation among developing countries in joint exploitation of an important resource. The proceeds of the loan will be on-lent by the Government to the Communauté Electrique du Bénin (CEB), a bi-national entity established by Bénin and Togo. The CEB is responsible for carrying out the project as well as for supplying electricity to the two national power utilities.

The project aims at helping to meet the increasing demand for electricity in Benin and Togo, with an installed capacity of 60 MW and an annual average output of 148 GWh. Besides safeguarding power supply to the CEB interconnected system, the project will minimize the long-term cost of electricity supply to both countries. The project will also provide possibilities for the development of agriculture by means of irrigation.

The estimated total cost of the project is about US\$140 million, and finance has been required from ten donors, plus a significant sum from CEB and the Governments of Benin and Togo. Among the co-financiers are the International Development Association (IDA), the Kuwait Fund for Arab Economic Development (KFAED) and the Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA) (See Summary Data).

The loan is the eighth made by the Fund to Bénin. Two balance of payments support loans and five project loans (for transportation, agriculture, energy, and line of credit projects) have previously been extended for a total amount of US\$25.1 million.

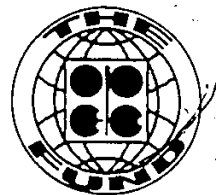
The loan was signed at the OPEC Fund headquarters in Vienna by H.E. Guy Boukary Mory, Ambassador of Benin to the Federal Republic of Germany, and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

The Opec Fund for International Development

P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria

Cable: 1-348331 Fund A

Tel. 53 16 64-0



PRESS RELEASE 21 /84

THE OPEC FUND LENDS US\$5.0 MILLION TO BURUNDI FOR ROAD CONSTRUCTION.

Vienna, October 30, 1984. The Republic of Burundi and the OPEC Fund for International Development today signed an agreement for a loan of US\$5.0 million. The loan will contribute to financing the Rugombo-Kayanza Road Project.

The project's objective is to improve the road network in the North-Western region of the country and to help unlock the municipalities of Mugina, Mabayi, Bukinanyana, Kabarore and Muruta. The road will complete the highway which crosses the country from West to East.

The financing plan for implementing the project also involves loans from the Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA), the Saudi Fund for Development (Saudi Fund), the African Development Fund, and the Government of Burundi.

The loan is the sixth made by the OPEC Fund to Burundi. Two balance of payments support loans and three project loans in agriculture and agro-industry, and the storm water drainage sector have previously been extended, for a total of US\$18.2 million. Two grants have also been provided by the OPEC Fund to Burundi, one of US\$1.0 million to cover the country's subscription to the capital of the Common Fund for Commodities and the other of US\$109,383 for a labor-intensive public works program sponsored by the United Nations Development Program.

The loan agreement was signed at the OPEC Fund headquarters in Vienna by H.E. Isidore Nyaboya, Minister of Public Works, Energy and Mines, on behalf of the Republic of Burundi and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

Summary Data

OPEC Fund loan:

US\$5.0 million

Terms:

Interest-free; 1% service charge per annum on amounts withdrawn and outstanding; 17-year maturity, including a 5-year grace period.

Summary Data

OPEC Fund Loan: US\$4 million

Terms: Interest-free; 1% service charge on amounts withdrawn and outstanding; 17-year maturity, including 5-year grace period

Borrower: The People's Republic of Bénin

Executing Agency: CEB

Total Cost of Project: US\$139.6 million

Other Sources of Finance: IDA; KFAED; BADEA; African Development Bank; Kreditanstalt fuer Wiederaufbau; Caisse Centrale de Coopération Economique; Canadian International Development Agency; Fonds d'Aide et de Coopération of France; United Nations Development Program; CEB; and the Governments of Bénin and Togo.

Project Description: The main components of the project are: construction of a dam with a total length of about 5 km; a spillway capable of discharging 3,700 m³/s and bottom outlets for 350 m³/s; a power house at the toe of the dam, with two 31.5 MW generating sets installed, for an operating head of 17 to 31 m, including auxiliaries, and two 36 MVA transformers; 161 kV transmission lines with a length of about 110 km to connect the plant to the existing network; population resettlement and compensation; and environmental and health studies and programs.

The project also includes power sector studies comprising a feasibility study of the Adjarala project on the Mono River and surveys at two additional sites on the Mono and Ouémé Rivers, and a study of a load dispatching system for Bénin and Togo.

Loan Administrator: BADEA

Borrower: Republic of Burundi

Executing Agency: - General Directorate of Roads, Ministry of Public Works, Energy and Mines

Total Cost of Project: US\$45.85 million

Other Sources of Finance: BADEA, Saudi Fund, African Development Fund and Government of Burundi

Project Description: The project, which aims at rehabilitating the Rugombo-Kayanza road, consists of the:

- construction of a surface road of 133 km;
- supervision of works; and
- compensation for expropriated land and plantations

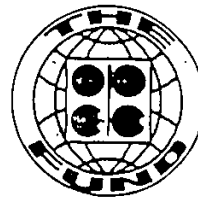
Loan Administrator: OPEC Fund

The Opec Fund for International Development

P.O.Box 995 - 1011 Vienna - Austria

Cable: 1-848331 Fund A

Tel 53 16 64-0



PRESS RELEASE

22/84

THE REPUBLIC OF RWANDA SIGNS A LOAN AGREEMENT WITH THE OPEC FUND FOR US\$5 MILLION FOR A ROAD PROJECT

Vienna, October 30, 1984 - The Republic of Rwanda today signed an agreement with the OPEC Fund for International Development for a loan of US\$5 million to finance the Kayonza-Gabiro-Kagitumba Road Project. The project is being co-financed by the Saudi Fund for Development, the African Development Bank, the African Development Fund and the Government of Rwanda.

The project will provide an all-weather road for a distance of about 120 km, across the North-Eastern corner of Rwanda. The economic benefits of this road will be of crucial significance: it will carry 85% of the country's imports, and 65% of its exports; it will provide a link, through Burundi and Tanzania, to an ocean port; it will link with Uganda; it will carry international traffic in transit (to and from Zaire as well as the other countries just mentioned); it will service local agricultural, including important development schemes that have highest priority; it will service tourism, and about a quarter of a million people live in its direct zone of influence.

The OPEC Fund has previously extended three balance of payments support loans and one project loan to Rwanda for a total amount of US\$11.55 million.

The loan agreement was signed at the OPEC Fund headquarters in Vienna by H.E. Renzaho Juvenal, Ambassador of the Republic of Rwanda and by H.E. Osama Faquih, Chairman of the Governing Board of the OPEC Fund.

Summary Data

OPEC Fund Loan:

US\$5.0 million

Terms:

Interest-free; 1% service charge on amounts withdrawn and outstanding, 17-year maturity, including a 5-year grace period.

ANNEXE II

Article tiré du journal The Middle East Times,
21-28 avril 1984, page 14, Chypre.

Algeria Pushes Ahead Its Programme To Develop South-South Cooperation

By Charles Lambelin
Reuters News Service

ALGIERS - Algeria, in the forefront of Third World attempts to shift the balance of relations between industrialized and developing nations, is itself actively engaged in cooperation with other developing countries.

Algeria devoted one percent of its gross national product - (GNP) nearly \$350 million - to development aid to the Third World in 1982.

"This is a considerable effort considering Algeria's own huge needs for economic and social development and the fact that, on average, industrialized nations contribute between 0.3 and 0.35 percent of their GNP to development aid," an Algerian official said.

The Algerians prefer the term "development cooperation" to development aid to stress that exchanges between developing nations should be seen as agreements between equals.

In practical terms, Algeria now buys its coffee directly from producers - such as Brazil and the Ivory Coast - rather than on the London market and it gave the contract for a 200-kilometre railway line in the south of the country to an Indian firm rather than to a European or Japanese company.

The Algerian firm Sonatrach has done oil exploration in Tanzania and Algeria is repairing an oil refinery at Nouakchott, Mauritania, officials said.

The deadlock in North-South talks between industrialized countries and the Third World on developing a new economic order underlines the need for progress in cooperation between developing countries, they said.

Process has started

"The prospects for South-South cooperation should not be underestimated," Abdelouahab Karamane, director general of interna-

tional economic relations at the Algerian foreign ministry, said recently.

"This cooperation faces enormous problems because of the rigidity of the communications networks and currents of exchanges inherited from the past. But the process has started," he said.

Algeria's development cooperation is mostly aimed at Africa, which takes 80 percent of the total, the rest going to a few Arab countries, Latin America and Malta, officials said.

The cooperation mostly takes the form of financial aid, such as soft loans or grants, but Algeria also sends doctors, teachers or technicians to places like Angola, the Seychelles or Niger and grants scholarships for more than 2,000 students, mostly Africans, to study in Algeria.

The idea of South-South cooperation really took off at the non-aligned summit in Algiers in 1973 and the late Algerian President Houari Boumedienne was for many years its most fiery and eloquent advocate.

Since then, non-aligned summits have advocated a more realistic approach leaving aside earlier 'anti-imperialist and anti-colonialist' slogans.

South-South development bank

The group of 77 - in fact 125 Third World countries - has also been discussing a bank of developing countries to finance South-South cooperation projects. But a meeting in Tunis last year showed continuing reluctance from the better-off among them, especially Saudi Arabia, to become the 'paymaster' for such a scheme.

Algerian officials now envisage a more commercially-oriented bank. If the 125 developing countries cannot agree on such a project a few, such as Algeria, India, Mexico and Venezuela, could go ahead on their own, they said.

Borrower: Republic of Rwanda

Executing Agency: Ministry of Public Works and Equipment,
General Directorate of Public Works

Total Cost of Project: US\$50.4 million

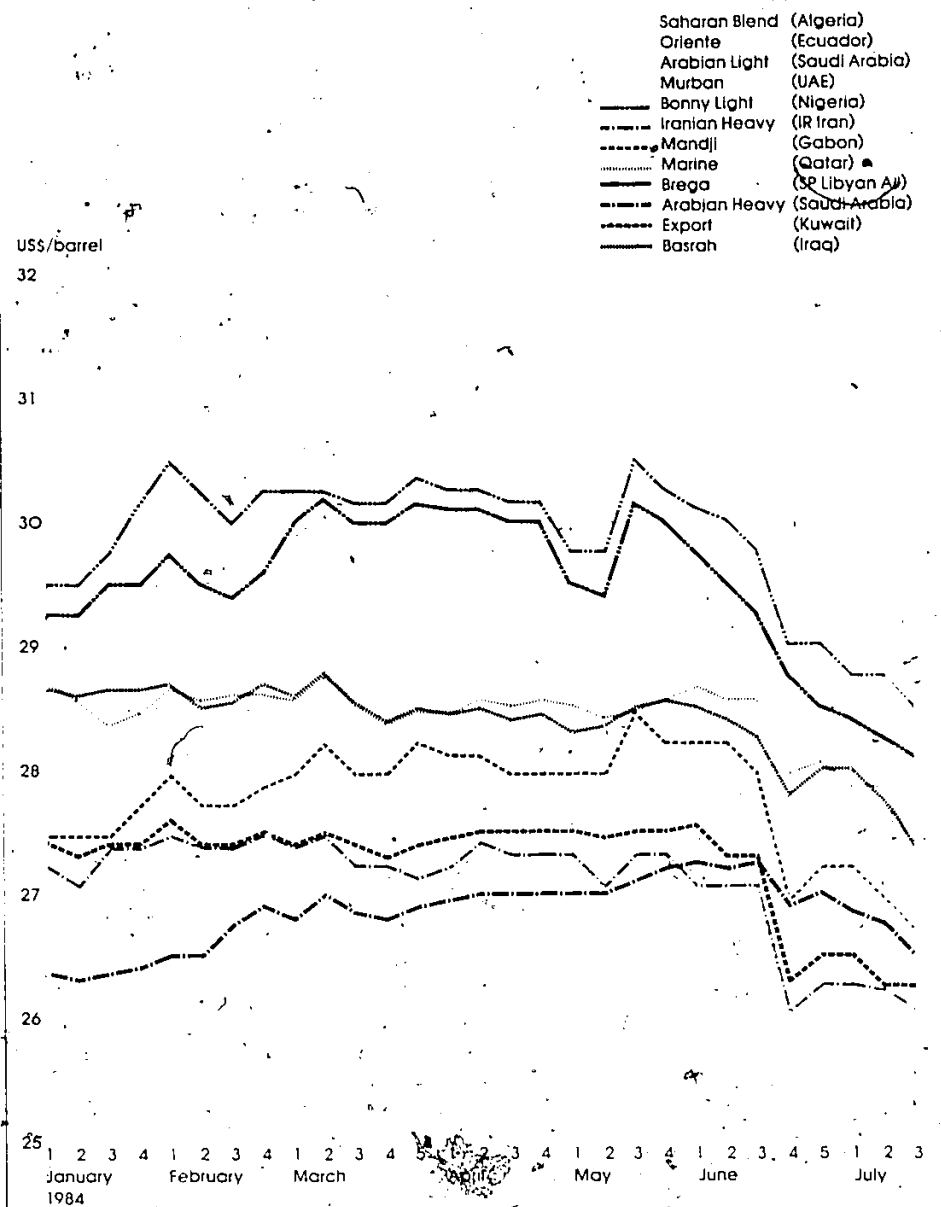
Other Sources of Finance: African Development Bank; African
Development Fund; Saudi Fund for Develop-
ment; and Government of Rwanda

Project Description: The proposed road falls within the
Bujumbura-Kampala-Mombassa axis and makes
both Rwanda and Burundi accessible to
their coastline neighbors.
The project consists of the construction
of a paved road over 119.4 km, which
will have a width of 6.6 m and shoulders
3 m wide. The road will allow for a
basic speed of 80 km/h; its maximum
gradient will be 4 percent.

Loan Administrator: OPEC Fund

ANNEXE III

Graph 1:
Evolution of spot prices selected OPEC crudes, January to July 1984



September 1984

Source: OPEC Bulletin, Vol. XV, N°7, OPEC Secretariat, Vienne.

ANNEXE IV

OPEC estimated capacity of Methanol (1,000 tons)					Table 3
Country	1978	1979	1980	1981	1982
Algeria	100	100	100	100	100
Ecuador	-	-	-	-	-
Gabon	-	-	-	-	-
Indonesia	-	-	-	-	-
I.R. Iran	-	-	-	-	-
Iraq	-	-	-	-	-
Kuwait	-	-	-	-	-
S.P. Libyan A.J.	330	330	330	330	330
Nigeria	-	-	-	-	-
Qatar	-	-	-	-	-
Saudi Arabia	-	-	-	-	-
UAE	-	-	-	-	-
Venezuela	-	-	-	-	-
Total OPEC	430	430	430	430	430
Total world		13,476	n.i.*	n.i.	n.i.
OPEC % world		3.2			

Elaboration: OPEC Energy Studies Department.

* No information.

ANNEXE V

TYPOLOGIE DES PAYS MEMBRES DE L'OPEP
SELON LE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT
DÉCENNIE 80

Egalité dans la distribution de la richesse
et promotion de la justice sociale

		avancée	peu avancée
PNB/ habitant	élevé	développement économique équitable : Lybie, Koweït, E.A.U.	développement économique peu équitable : Arabie Saoudite, Qatar
	moyen	développement économique moyen équitable : Algérie, Vénézuéla, Iran	développement économique moyen peu équitable : Iran, Gabon
	bas	sous-développement équitable : Indonésie	sous-développement peu équitable : Nigeria, Equateur

The following tables summarize the capacity levels for the production of basic petrochemical products in OPEC Member Countries recorded in 1982.

OPEC estimated capacity of Ethylene (1,000 tons)

Table 1

Country	1978	1979	1980	1981	1982
	120	120	120	120	120
Algeria	-	-	-	-	-
Ecuador	-	-	-	-	-
Gabon	-	-	-	-	-
Indonesia	-	-	-	-	-
I.R. Iran	-	26	26	26	26
Iraq	-	-	-	-	-
Kuwait	-	-	-	-	-
S.P. Libyan A.J.	-	-	-	-	-
Nigeria	-	-	-	-	-
Qatar	-	-	-	280	280
Saudi Arabia	-	-	-	-	-
UAE	-	-	-	-	-
Venezuela	150	150	150	150	150
Total OPEC	270	296	296	576	576
Total world	46,560				
OPEC % world	0.6				

Elaboration: OPEC Energy Studies Department.

OPEC estimated capacity of Ammonia (1,000 tons)

Table 2

Country	1978	1979	1980	1981	1982
	330	330	330	660	660
Algeria	-	-	-	-	-
Ecuador	-	-	-	-	-
Gabon	-	-	-	-	-
Indonesia	-	1,710	1,710	1,710	2,205
I.R. Iran	370	370	370	370	700
Iraq	330	330	990	990	990
Kuwait	660	660	660	660	660
S.P. Libyan A.J.	330	330	330	330	660
Nigeria	-	-	-	-	-
Qatar	200	200	504	504	504
Saudi Arabia	200	200	200	200	520
UAE	-	-	-	-	-
Venezuela	702	702	702	702	702
Total OPEC	3,309	5,019	5,976	6,306	7,791
Total world	65,540				
OPEC % world	7.4				

Elaboration: OPEC Energy Studies Department.

ABREVIATIONS

AAID : Arab Authority for Agricultural Investment and Development.

AID : Association internationale pour le développement.

APD : Aide publique au développement.

BADEA : Banque arabe pour le développement économique en Afrique.

BIRD : Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

CAD : Comité d'aide au développement (DAC sigle anglais).

CAEM : Conseil d'aide économique mutuelle.

CCE : Communauté économique européenne.

CCEI : Conférence sur la coopération économique internationale.

CCI : Centre du commerce international (CNUCED/GATT).

CNUDCI : Commission des Nations Unies.

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

CT : Coût total.

DIT : Division internationale de travail.

DTS : Droit de tirage spécial.

ECOSOC : Conseil économique et social.

FAO : Food and Agriculture Organization of the United Nations.

FIDA : Fonds international pour le développement agricole.

FMI : Fonds monétaire international.

FNUDI : Fonds des Nations Unies pour le développement industriel.

GATT : General Agreement on Tariffs and Trade.

IsDB : Islamic Development Bank.

ISF : Islamic Solidarity Fund.

NDIT : Nouvelle division internationale du travail.

NOEI : Nouvel ordre économique international.

NPI : Nouveau pays industriel.

OCDE : Organisation pour la coopération et le développement économique.

OEI : Ordre économique international.

OMCI : Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

OMPI : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

ONU : Organisation des Nations Unies.

ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

OPAEP : Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole.

OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole.

P : Production.

PIB : Produit intérieur brut (GDP, sigle anglais).

PNB : Produit national brut (GNP, sigle anglais).

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement.

Δ : Pourcentage de changement.

PT : Production totale.

Q : Quantité.

RT : Revenu total.

SGP : Système généralisé de préférences.

STN : Société transnationale.

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization.

VIF : Venezuela Investment Fund.

BIBLIOGRAPHIE

I. Livres

- AMIN, Samir, Le développement inégal, Ed. de Minuit, Paris, 1973, 375 pages.
- Ibidem, L'impérialisme et le développement inégal, Ed. de Minuit, Paris, 1976, 193 pages.
- Ibidem et autres auteurs, La crise de l'impérialisme, Ed. de Minuit, Paris, 1975, 189 pages.
- ANELL, L. & NYGREN, B., Developing Countries and the World Economic Order, St-Martin's Press, New York, 1980, 217 pages.
- ANGELOPOULOS, Angelos, Pour une nouvelle politique du développement international, P.U.F., Paris, 1976, 197 pages.
- BERGSTEN, C. Fred, Managing International Economic Interdependence, Lexington Books, Massachusetts, 1977, 317 pages.
- BRANDT, Willy, North-South : A Programme for Survival, The MIT Press, Massachusetts, 1980, 304 pages.
- COORDINATION SECRETARIAT of ARAB NATIONAL AND REGIONAL DEVELOPMENT INSTITUTIONS, Statements of Financing Operations, Arab Fund for Economic and Social Development Press, Safat, Kuwait, 31 décembre 1982, 338 pages.
- DANIELSEN, Albert L., The Evolution of OPEC, Harcourt Brace Jovanich Pub., New York, 1982, 305 pages.
- FESHARAKI, Fereidun and ISAAK T., David, OPEC, The Gulf, and the World Petroleum Market, Westview Press, Colorado, USA, 1983, 268 pages.
- FRANK, André Gunder, Le développement du sous-développement, Ed. Maspéro, Paris, 1970, 372 pages.
- GLAHE, Fred R., Macroeconomics : Theory and Policy, Harcourt Brace Jovanovich Inc., New York, 1977, 404 pages.

- GOULD, J.P. et
FERGUSON, C.E., Théorie microéconomique, Economica, Paris,
1982, 590 pages.
- HAQ, Khadija, Equality of Opportunity Within and Among Na-
tions, Praeger Publishers, New York,
1977, 224 pages.
- Ibidem, Dialogue for a New Order, Pergamon Press,
New York, 1980, 312 pages.
- HELMY, Nagy, Le système des états arabes : le pétrole et le
développement, Université de Montréal (Cen-
tre des études arabes), Montréal, 1983, 98
pages.
- HUDSON, Michael, Global Fracture, Harper & Row Publishers,
New York, 1977, 296 pages.
- JACOBSON, H.K., The Emerging International Economic Order,
Sage Publications, Great Britain, 1982, 293
pages.
- KAMRANY, N.M., The New Economics of Less Developed Coun-
tries, Westview Press, Colorado, USA, 1976,
346 pages.
- LOZOYA, Jorge &
BHATTACHARYA, A.K., The Financial Issues of the New International
Economic Order, Pergamon Press, USA,
1980, 228 pages.
- MERLOZ, Georges, La CNUCED : droit international et développe-
ment, Faculté de Droit, Paris V, France,
1980, 460 pages.
- MICHALET, Charles-Albert, Le défi du développement indépendant, Les
Editions Rochevignes, Paris, 1983.
- ODELL, Peter R., Oil and World Power, Taplinger Publishing
Company, New York, 1975, 294 pages.
- OPEC SECRETARIAT, OPEC Seminar 1981 : Energy and Development:
Options for Global Strategies, Public Infor-
mation Department, Vienna, 1982, 336 pages.
- PAYER, Cheryl, The Debt Trap : the IMF and the Third World,
Monthly Review Press, New York, 1976, 251
pages.

- PREBISCH, Raul, Change and Development - Latin America's Great Task, Praeger Publishers, New York, 1971, 293 pages.
- PUGWASH, James Z., The Geopolitics of Oil, Committee on Energy and Natural Resources, US Government Printing Office, USA, 1980, 89 pages.
- SAMUELSON, Paul A., L'économie, Armand Colin, Paris, 1982, 535 pages.
- SEYMOUR, Ian, OPEC: Instrument of Change, The MacMillan Press Ltd., London, 1980, 306 pages.
- SHIHATA, Ibrahim, F.I., The Other Face of OPEC: Financial Assistance to the Third World, Longman, London, 1982, 281 pages.
- IBIDEM, et autres auteurs, The OPEC Fund for International Development, Croom Helm, London, 1983, 289 pages.
- SID-AHMED, Abdelkader, L'OPEP: passé, présent et perspectives, Economica, Paris, 1980, 549 pages.
- TREMBLAY, Rodrigue, L'économie: analyse macro-économique, les Editions HRW Ltée, Montréal, 1975, 332 pages.
- TYLER, W.G., Issues and Prospects for the New International Economic Order, Lexington Books, USA, 1977, 195 pages.
- UN ASSOCIATION of the USA, Issues before the 37th General Assembly of the UN, USA, 1982, 156 pages.
- WATERBURY, John, The Middle East in the Coming Decade, McGraw Hill Book Company, New York, 1978, 219 pages.
- WORLD BANK, World Development Report 1983, Oxford University Press, USA, 1983, 214 pages.

BIBLIOGRAPHIE (suite)

II. Articles

ABDI, Nourredine,

«Communauté régionale et dominance de l'économie énergetico-miniére», Colloque: Vers quel nouvel ordre mondial?, Département d'Economie politique, Université de Paris VIII, août 1983, pp.1-35.

ALSCHULER, Lawrence R.,

«Satellization and Stagnation in Latin America», International Studies Quarterly, Vol. 20, N°1, March 1976, pp.39-81.

AMUZEGAR, J.,

«The North-South Dialogue: From Conflict to Compromise», Foreign Affairs, Vol. 54, N°3, Avril 1976, New York, pp.547-562.

ANON,

«The Third World Leans Toward OPEC», Business Week, N°2397, 8 septembre 1975, pp. 28-30.

BARRETT, C.A.,

«The New International Economic Order and its Implications for Canada», The Canadian Business Review, Vol.3, N°1, hiver 1976, pp. 18-21.

BERGSTEN, C.F.,

«North-South Relations: Candid Appraisal», Economic Impact, N°3, 1980, Washington, pp. 71-75.

BHAGWATI, J.N.,

«Why There Is No Mileage Left in Global Negotiations?», World Economy, GB, Vol.6, N°2, juin 1983, pp.137-145.

CHATELUS, Michel,

«Rente pétrolière, développement et économie mondiale», Colloque: Vers quel nouvel ordre mondial?, Département d'Economie politique, Université de Paris VIII, août 1983, pp.1-15.

CHEVALIER, J.M.,

«Energie, développement et coopération», ibidem, pp.1-7.

DAUVERGNE, Alain,

«Le monde au bord du drame», Le Point, N° 528, 1^{er} novembre 1982, pp.68-71.

- GIRAUD, P.N., «Géopolitique des ressources minières», Colloque : Vers quel nouvel ordre mondial? Département d'Economie politique, Université de Paris VIII, août 1983, pp.1-36.
- GOLDSTEIN, Walter, «Despair and the UN Development Decade», Futures, GB, Vol.13, N°3, juin 1981, pp.206-216.
- GWYNE, R.N., «When Trade Stops Being the Engine of Growth», The Geographical Magazine, N°55, octobre 1983, pp.503-507.
- HIRSCH, F., «Is There A New International Economic Order?», International Organization, Vol. 30, N°3, été 1976, pp.521-531.
- HUGON, P., «Les économies africaines et la crise internationale», Colloque : Vers quel nouvel ordre mondial? Département d'Economie politique, Université de Paris VIII, août 1983, pp.1-7.
- JACQUEMOT, Pierre, «Les économies semi-industrialisées contemporaines», Revue canadienne d'études du développement, Vol.III, N°1, 1982, pp.95-126.
- KHAN, Kabir-Ur-Rahman, «Suing OPEC, Implications For Economic Self-Determination», Energy Policy, GB, Vol.9, N°1, mars 1981, pp.56-57.
- KUCZYNSKI, P.P., «Action Steps After Cancun», Foreign Affairs, Vol.60, N°10, été 1982, pp.22-37.
- LAURENT, Philippe, «Où en sont les relations sud-sud?», Projet, N°166, 1982, pp.737-742.
- MASINI, Jean, «Tiers-Monde : quelles perspectives?», Colloque : Vers quel nouvel ordre mondial? Département d'Economie politique, Université de Paris VIII, août 1983, pp.1-72.
- MENIL De, Georges, «De Rambouillet à Versailles : un bilan des sommets économiques», Politique étrangère, N°2, juin 1982, pp.403-417.
- NOWZAD, Bahram, «Le problème des PVD dans les années 1980», Problèmes économiques, N°1774, 19 mai 1982, pp.3-5.

- OPPENHEIMER, P.M., «Key Aspects of the International Economy», The World Today, N°38, mai 1982, pp.164-174.
- PETERSON, P.G., «New International Economic Order», California Management Review, Vol. XX, N°2, hiver 1977, pp.99-102.
- PETROLEUM ECONOMIST, «OPEC To End Two-Tier Pricing», GB, Vol.44, N°7, juillet 1977, pp.254-255.
- ROYCE, W.S., «Industrial Restructuring in the Pacific Basin», Vital Speeches, Vol.44, N°7, janvier 1978, pp.197-200.
- SEGAL, Gerald, «What North-South Dialogue?», Management Accounting, GB, Vol.58, N°7, juillet/août 1980, pp.40-41.
- STANISLAS, Joe, «Le nécessaire recours à toutes les sources disponibles d'énergie», Revue de l'énergie, N°358, novembre 1983, pp.749-756.
- TUMLIR, Ian & WOLF, Martin, «The Way Back to Sustained Economic Growth», World Economy, N°6, juin 1983, pp.101-126.
- TUMLIR, Ian, «International Economic Order - Can the Trend be Reversed?», World Economy, N°5, mai 1982, pp.29-41.
- TURNER, L., «Oil and the North-South Dialogue», World Today, Vol.33, N°2, février 1977, pp.52-61.

III. Revue et Journaux

OPEC Annual Reports, OPEC Secretariat, Vienna/Vienne.

OPEC Bulletins, ibidem, Vienna/Vienne.

Annual Reports, The OPEC Fund for International Development, Vienna/Vienne.

Pamphlet Series, ibidem, Vienna/Vienne.

Press Releases, ibidem, Vienna/Vienne.

Newsletters, ibidem, Vienna/Vienne.

OPEC Reviews, OPEC Secretariat, Vienna/
Vienne.

Briefing Papers, UN Association in Canada,
Ottawa.

Documents de synthèse, L'Institut Nord-Sud,
Ottawa.

UNCTAD Bulletins, UNCTAD Information Unit,
Genève (Suisse).

Arab News, Arabie Saoudite.

Kuwait Times, Koweït.

Jordan Times, Jordanie.

The Middle East Times, Chypre.